

UNIVERSITÉ DE FRANCE --- ACADÉMIE DE MONTPELLIER

LA
DÉPOPULATION

De la France

ET LE

CODE CIVIL

OU

INFLUENCE DU RÉGIME SUCCESSORAL

SUR LE

Mouvement de la Natalité française

THÈSE DE DOCTORAT

PAR

CHARLES RAISIN

SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE, A BOURG

1900

BOURG-EN-BRESSE

IMPRIMERIE DU "COURRIER DE L'AIN"

Francisque ALLOMBERT, propriétaire

1901

INFLUENCE DU RÉGIME SUCCESSORAL

SUR LE

Mouvement de la Natalité française

LA
DÉPOPULATION
De la France

ET LE
CODE CIVIL

OU
INFLUENCE DU RÉGIME SUCCESSORAL

SUR LE
Mouvement de la Natalité française

Thèse de doctorat

PAR
CHARLES RAISIN

SUBSTITUT DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE, A BOURG

BOURG-EN-BRESSE
IMPRIMERIE DU "COURRIER DE L'AIN"
Francisque ALLOMBERT, propriétaire

1900



A mon Grand-Père

M. Dadre, avocat à Flais,

Ancien Bâtonnier

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- LEVASSEUR. La population française (t. I, II et III).
GEORGES ALBERT. La liberté de tester.
HENRI SECRÉTAN. Les lois de la natalité (Lausanne, 1898).
GUYAU. L'irréligion de l'avenir.
RENÉ GONNARD. La dépopulation (thèse, Lyon, 1898).
E. PIOT. La question de la dépopulation en France
— Le mal, ses causes, ses remèdes.
(Paris 1900.)
- SOUCHON. La propriété paysanne. (Lyon 1899.)
A. DUMONT. Dépopulation et civilisation.
GUÉRY. Mouvement et diminution de la population agricole en France.
GARNIER. Du principe de la dépopulation.
NITTI. La population et le système social.
CLÉMENT DENEUS. De la réserve héréditaire des enfants.
(Gand 1899.)
- NORDAU. Dégénérescence.
Id. Paradoxes psychologiques.
F. PASSY. Le principe de la population.
VIOLET. Précis de l'histoire du droit français.
BLOCK. L'Europe politique et sociale (édition 1892)
- HENRI COULON. La liberté de tester. (Paris 1899.)
RAOUL DE LA GRASSERIE De la liberté testamentaire chez les peuples étrangers.
EM. FOCHIER. L'alcoolisme devant la loi pénale (thèse, Paris, 1900).
- DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE : Recensement cantonal de 1899. (Genève 1900.)
- LE PLAY La réforme sociale (tomes I et II).
-

REVUES ET PÉRIODIQUES

Revue des Deux-Mondes

H. BAUDRILLART.	La famille et la loi de succession en France,	15 avril 1872.
CHARLES RICHEL.	L'accroissement de la population française,	1 ^{er} juin 1882.
Id.	Id.	1 ^{er} avril 1892.
Id.	Id.	15 juin 1892.
DE FOVILLE.	La population française,	15 nov. 1892.
LEROY BAULIEU.	La question de la dépopulation et la civilisation démocratique,	15 oct. 1897

Monde économique

ALEXANDRE BÉRARD.	La dépopulation des campagnes,	4 janvier 1896.
Id.	Id.	22 février 1896.
Id.	Le mouvement économique,	26 sept. 1896.

Economistes français

GEORGES MICHEL.	La dépopulation des campagnes,	mars 1896.
LEROY BAULIEU.	Le mouvement de la population,	13 mars 1890.

Revue politique et parlementaire

LANNES.	Influence de l'émigration des campagnes,	1895.
CHEYSSON.	La question de la dépopulation,	1896.
BERTILLON.	Le problème de la dépopulation,	1897.

Revue de droit public

LORIA.	Les conquêtes de la démographie,	1895.
RAOUL DE LA GRASSERIE.	La quotité disponible,	1895.

Revue socialiste

- DÉSIRÉ DESCAMPS. Le problème de la dépopulation, sept. 1896.
AIMEL. La dépopulation de la France, 1892.
-

Journal des Economistes

- CASTELOT. Théorie de la population en Allemagne,
mai 1895.
VILLEY. La liberté de tester (1890, tome II).
GOLDSTEIN. Accroissement de la population et de la
richesse en Angleterre, juin 1898.
-

Revue d'Economie politique

- DE LAPOUGE. Recherches anthropologiques sur le pro-
blème de la dépopulation, 1895, p. 1002.
Id. Id. 1896, p. 132.
KOROSI. Lois de la fécondité conjugale, 1895, p. 1.
-

Réforme sociale

- GLASSON. Autorité paternelle et droit successoral,
16 août 1889.
CHEYSSON. La dépopulation de la France, 1^{er} juin 1891.
CHAILLEY. Protection et dépopulation, 1^{er} janvier 1894.
MAZEL. (Primes à la natalité), 16 novembre 1898.
V. TURQUAN. (Fonctionnarisme), 1^{er} février, 16 février 1896.
DES CILLEULS. La notion scientifique du bonheur,
1^{er} juin 1897
Id. Id. 16 juin 1897.
DE METZ-NOBLAT. (Primes militaires), 16 août 1897.
DE CAZAJEUX. Chronique sociale, 16 janvier 1898.
Id. Id. 16 février 1898.
Id. Id. 1^{er} avril 1898.
DES CILLEULS. Les lois successorales et la population,
16 septembre 1899.
BERTILLON. L'état actuel de la population en France,
16 décembre 1899.

Unions de la Paix sociale

- Enquête sur l'état des familles et l'application des lois de succession, III^e série,
2^e fascicule, Paris, 1899.
BLONDEL. Des lois de partage successoral dans la région rhénane, 1899.
-

*Travaux de l'Académie des Sciences morales
et politiques.*

- BAUDRILLART. Rapport sur les populations agricoles de
l'Ariège — du Tarn — de la Lozère,
1892, tome II.
Id. Rapport sur les populations agricoles des
Pyrénées Orientales, 1892, tome I.
LEVASSEUR. (Élévation du standar of living), id.
-

INTRODUCTION

Depuis trente ans environ, les économistes et tous ceux qui s'intéressent aux questions sociales, signalent comme un danger croissant la dépopulation de la France.

Que faut-il entendre par ce mot dépopulation ?

La France verrait-elle diminuer le nombre de ses habitants alors qu'autour d'elle toutes les nations voient leur population augmenter à chaque recensement ? S'il en était ainsi, on pourrait dire que notre malheureuse nation est bien près de sa ruine, car, l'histoire est là pour nous l'apprendre, lorsqu'un pays augmente sa richesse aux dépens de sa population, les habitants des pays voisins ont vite faite de s'emparer de celle-ci en invoquant le droit du plus fort.

Nous sommes encore loin d'une aussi triste situation, mais, si notre population ne diminue pas au sens strict du mot, elle n'augmente pas aussi rapidement que celles des nations voisines, et les constatations particulièrement affligeantes des derniers recensements nous montrent des accroissements annuels insignifiants à côté de ceux des grandes nations européennes, et de l'Allemagne en particulier.

Ceci est suffisant pour que l'on ait le droit de s'alarmer et le devoir de chercher les causes du mal pour en découvrir le remède.

Peut-être faudrait-il se demander si ce phénomène de

la dépopulation (car malgré son inexactitude scientifique, nous emploierons ce mot) est bien véritablement un mal.

Les philosophes allemands de l'école de Nietzsche, qui sont les théoriciens de la doctrine anarchique ont plaidé la cause de la viriculture en disant : peu importe le nombre des êtres humains qui peuplent la surface du globe, si chaque être ne peut se développer librement et pleinement. Le but de la vie est de faciliter à chaque individu le développement complet de toutes ses facultés et non d'assurer le bonheur de la collectivité. Pour eux, la question du nombre n'existe pas, et plus la population sera restreinte plus il sera facile à chaque homme de se développer librement. L'individu n'ayant, d'après cette école, aucun devoir vis à vis de la Société ne se préoccupera pas d'en assurer la prospérité et de contribuer à sa conservation. Peu lui importera que celui-ci périsse s'il peut accomplir librement sa destinée et donner pleine satisfaction à toutes les facultés de son être.

Ceci nous conduirait au suicide cosmique ; après la destruction de la famille et de la Société. De pareilles théories sont trop justement condamnables, ont trop peu de crédit en France pour qu'il soit utile d'indiquer autrement qu'en la posant cette question préjudicielle, — mais d'autres philosophes qui sont bien loin de toute conception anarchique, peuvent en invoquant l'intérêt même de la Société, prétendre que le nombre est un élément insuffisant et secondaire pour en assurer le bonheur et la prospérité.

« Il est faux de croire avec toutes les vieilles écoles, dit M. Alexandre Bérard, que là où est le nombre, là est aussi la force. Le but de l'humanité n'est pas de croître

et de multiplier à l'infini comme les bêtes et les plantes, son but est de grandir sans cesse en intelligence, en moralité, en bien être. » *Monde Économique*, 22 février 1896.

Aussi peut-on se demander s'il vaut mieux acheter au prix d'un rude labeur un accroissement de population ou payer par un déchet de population plus d'aisance, de loisir, d'élégance, et même, dans certains cas, plus de moralité dans sa vie commune.

Nous sommes en présence d'un problème de haute morale dont la solution nous échappe et sort des limites de la science économique.

Il était intéressant de l'indiquer dès le début de notre étude, mais il ne saurait nous retenir, car, de nos jours, la situation politique des nations civilisées donne à la question du nombre toute son acuité.

Avant de chercher à réaliser dans son existence, telle ou telle conception philosophique, chaque peuple a le devoir d'assurer son indépendance; or, de nos jours, l'indépendance se paie chèrement! C'est à l'abri d'une solide armée qu'un peuple civilisé peut aujourd'hui développer librement son commerce, son industrie et assurer, à ses nationaux, cette sécurité sans laquelle il n'y a pas de bonheur possible. Sur le terrain militaire la question du nombre reprend toute son importance, car les progrès de l'artillerie rendant de jour en jour plus difficiles les rencontres de deux armées à de petites distances, chaque soldat n'a guère plus que la valeur d'une unité. A cet égard, la statistique nous donne, avec ses chiffres, de sérieuses raisons de nous alarmer, car, tandis que la France voit sa population gagner en hommes la valeur d'un bataillon, l'Allemagne gagne deux régiments.

« J'y vois avec douleur, dit M. Bertillon, la preuve de la disparition prochaine de notre pays. L'Allemagne avait, en 1841, à peu près la même population que la France ; elle a aujourd'hui 14 millions d'habitants de plus. Depuis cinq ans, l'Allemagne a gagné 3 millions d'habitants, la France, le chiffre dérisoire de 175,000. Les Allemands le savent, et comme ils sont des gens de goût, c'était une de leurs conversations favorites avec moi lorsque je voyageais dans leur pays. M. le docteur allemand Romell, écrit : La politique des races est impitoyable. Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande, alléchés par les ressources et la fertilité de la France, viendront facilement à bout du fils unique de la famille française. »

Sans partager le pessimisme patriotique de M. Bertillon et croire que la France se trouve proche de sa perte, par suite de son infériorité numérique à l'égard des nations voisines, nous devons reconnaître qu'au point de vue national, le phénomène de la dépopulation est un mal et renferme un danger.

C'est toujours par voie de comparaison que se placent les nations dans le monde, quand l'une d'elles grandit plus rapidement qu'une autre, celle-ci déchoit quels que soient ses progrès au point de vue économique et l'on ne peut empêcher ceux qui lui appartiennent d'éprouver quelque tristesse en présence d'une semblable situation.

Enfin, la question présente de nos jours un nouvel intérêt en présence du mouvement d'expansion coloniale qui porte les grandes nations européennes à la conquête de possessions lointaines. Les pays à forte population envoient leurs nationaux dans leurs colonies et dans celles des nations voisines, pour mettre en valeur les richesses

de leur nouvelles conquêtes et s'approprier celles des voisins. Pour soutenir la lutte dans cette nouvelle concurrence internationale, il faut des hommes, il faut des énergies toujours prêtes à combler les vides par une expansion nouvelle de la race.

La France fut autrefois le pays de l'aventure, et le génie de la race paraît contenir, plus que tout autre, les qualités de courage et d'audace nécessaires aux premiers pionniers de la civilisation.

Mais il ne suffit pas d'avoir quelques hommes entrepreneurs et qui sachent, au péril de leur vie, ouvrir un passage à la civilisation ; la France en a toujours compté, il faut pouvoir soutenir, par un envoi continu de nombreux colons, l'œuvre entreprise par le courage de quelques-uns. Pour cela, il faut qu'il y ait un accroissement régulier de la population, permettant à la métropole de mettre elle-même en œuvre toutes les forces de ses nouvelles possessions.

Sur ce point, hélas ! la France paraît se laisser distancer dans la lutte économique par les autres nations qui peuvent essaimer tous les ans, le trop plein de leur population et voient leur puissance augmentée tous les jours, aussi bien dans leurs colonies que dans les nôtres, par les établissements commerciaux et industriels de leurs nombreux nationaux.

C'est l'émigration de l'Allemagne, cette vieille *officina gentium*, qui nous donne le plus merveilleux exemple de force d'expansion : on comptait, en 1825, en Allemagne, 6,000 émigrants par an, en 1847, plus de 100,000, en 1854, 215,000. Aujourd'hui, on peut fixer encore le nom-

bre annuel des émigrants à 100,000, tandis que la France compte une moyenne de 5,000 émigrants par an (1).

Voici enfin un tableau de l'émigration britannique en :

1815.....	2.000
1819.....	34.000
1830.....	56.000
1832.....	103.000
1847.....	258.000
1852.....	368.000
1873.....	310.000
1882.....	413.000
1889.. ..	343.000

Cette dernière constatation suffit pour justifier les inquiétudes que peut inspirer le mouvement de notre population.

Aussi, l'opinion publique s'est elle rapidement émue en France, des Ligues se sont formées, des Congrès se sont réunis pour dissenter sur les causes de la dépopulation, pour signaler le danger et tâcher d'en découvrir le remède. Parmi les œuvres dues à l'initiative privée, nous devons signaler les efforts de MM. les docteurs Bertillon, Javal et Richet, qui, en 1895, ont fondé, à Paris, l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. Le but de cette ligue est défini par son nom ; son action n'est pas restée complètement inutile ; elle a provoqué dans le public français une réaction salutaire en lui montrant le danger qu'il y avait à augmenter le capital aux dépens de l'accroissement de la famille.

(1) Voir René Gonnard, p. 40, *Réforme sociale* 1894. Blondel, L'expansion coloniale de l'Allemagne, *Revue de Paris*, 1^{er} janvier 1897, la puissance économique de l'Allemagne.

« La fécondité de l'Allemagne, dit M. Cheysson, un des membres les plus actifs de l'Alliance, lui coûte tous les ans 1.200 millions qu'économise la stérilité de la France : funeste et ruineuse économie qui gaspille l'avenir au profit du présent, comme le serait celle du cultivateur qui sacrifierait la moisson pour épargner la semence. »

Le Comité de l'Alliance s'est adressé enfin aux pouvoirs publics pour solliciter du gouvernement les moyens propres à enrayer le mouvement ; c'est à son influence qu'est dû le vote du budget de 1897, du dégrèvement de la taxe mobilière au profit des pères de famille ayant plus de sept enfants vivants.

Depuis, il a fait proposer diverses réformes législatives non votées encore et destinées à procurer certains avantages dans les fonctions publiques aux pères de nombreux enfants. Enfin, cette année même, l'honorable sénateur de la Côte-d'Or, M. Piot, déposait sur le bureau des deux Chambres, une brochure, qui résume d'une façon remarquable un projet général de mesures législatives, réformes fiscales, militaires et civiles, destinées à favoriser l'accroissement de notre population (1).

Cet effort, inspiré par les plus généreuses initiatives, ne restera pas, croyons-nous, inutile. Il s'est produit, au moment où l'opinion, déjà émue, par la campagne de

(1) M. Piot est également l'auteur d'un projet de loi déposé sur le bureau du Sénat, le 30 octobre 1900, destiné à arrêter la dépopulation de la France : 1^o en imposant des taxes supplémentaires aux célibataires âgés de plus de 30 ans et aux ménages sans enfants après cinq années de mariage ; 2^o en accordant des secours pécuniaires aux pères de familles ayant plus de quatre enfants.

l'Alliance nationale, était toute disposée à accepter les réformes que pourrait lui présenter le législateur dans l'intérêt de la population, et nous pensons que, sans exagérer l'influence réformatrice des lois, sans oublier la vérité du vieil adage *quid legis sine moribus*, on peut leur demander d'encourager par tous les moyens possibles, la création de nombreuses familles.

Mais il ne suffisait pas d'avoir compris le danger que pouvait courir la France, encore fallait-il découvrir les causes du ralentissement et des arrêts constatés dans la marche ascendante de sa population.

Ici, nous rencontrons la plus grande diversité de solutions que jamais problème scientifique put recevoir. Il n'y a pas de science, il n'y a pas d'Ecole qui n'ait eu la prétention d'expliquer le phénomène de la dépopulation. Les uns par des raisons d'ordre physiologique, affaiblissement de la race, développement de l'alcoolisme et de la débauche, d'autres voient dans la constitution démocratique républicaine, un obstacle au développement de l'espèce ; d'autres, enfin, pensent que la cause du mal est dans le cœur même de l'homme, dans son état psychologique et sa volonté de ne pas avoir d'enfants.

La vérité nous paraît être dans le plus large éclectisme qui permet de faire sa part à chacune des causes proposées. On ne saurait attribuer le fléchissement de la population française à telle ou telle cause à l'exclusion des autres. Rien de ce qui est humain ne saurait rester étranger à cette question si complexe et si passionnante, et nous pensons qu'il faut se garder de tout jugement téméraire en pareille matière.

Dès le début de la réaction antimalthusienne, les démographes, suivant d'ailleurs le mouvement matérialiste

qui entraînait les esprits et la littérature, ont voulu expliquer la dépopulation française par des raisons d'ordre purement physiologique.

Ils ont prétendu que la race n'était pas aussi prolifique que la race anglo-saxonne, ou qu'elle avait perdu la sève de sa fécondité; on signalait le développement des maladies nerveuses, de la débauche, de l'alcoolisme de la prostitution, comme autant de causes d'affaiblissement et de germes morbides pour notre race. C'est l'époque du grand succès dans le domaine des Lettres de l'Ecole naturaliste, dont l'expression la plus complète se trouve être dans la grande œuvre des Rougon-Macquart qui est le tableau des conséquences héréditaires de l'alcoolisme et de la prostitution sur les membres d'une même famille. Le rapide succès de ces études de biologie sociale a certainement contribué à vulgariser les causes physiologiques de la dépopulation.

Mais pendant que notre littérature abandonnait le naturalisme, les démographes français délaissaient l'étude et la description des faits pour chercher dans la psychologie, dans le cœur même de l'être humain, les causes de la dépopulation. Les conclusions des études de ces démographes, conclusions auxquelles nous nous rallions entièrement, c'est que la vraie cause de la dépopulation est dans la volonté bien arrêtée chez la plupart des époux français de restreindre le nombre de leurs enfants.

Le Français peut, mais ne veut pas avoir d'enfants.

Cette triste vérité ne pouvait nous surprendre, car il était naturel de chercher la cause d'un fait aussi personnel que la procréation d'un être humain dans un acte de volonté.

Mais il ne suffit pas de savoir que le Français limite vo-

lontainement le nombre de ses enfants, et ici se pose cette question bien autrement complexe : « Pourquoi ne veut-on pas avoir d'enfants ? »

Problème bien difficile à résoudre, car tout fait volitif de l'homme suppose l'influence de causes multiples et dont parfois il n'est pas lui-même parfaitement conscient.

Nous verrons dans un instant quelles sont les origines du phénomène inquiétant la restriction volontaire, et nous consacrerons notre étude à l'examen de l'une de ces causes, l'influence du régime successoral de notre Code civil.

Il peut paraître étrange que l'on aille chercher dans le Code civil, ce monument vénérable de notre législation, la cause de la dépopulation française, et cette accusation peut, à première vue, paraître paradoxale.

Elle a été formulée cependant par l'un des hommes les moins enclins au paradoxe, par un des économistes des plus sérieux du XIX^e siècle, nous voulons parler de Le Play.

Le Play, qui avait la prétention d'édifier la Société sur les principes de la plus haute morale, a été le premier, croyons-nous, à signaler l'influence néfaste du régime successoral sur le mouvement de la population. Nous trouvons ces critiques développées dans le plus connu de ses ouvrages : *La Réforme sociale*.

Elles peuvent se résumer sous deux chefs bien distincts 1^o influence du régime successoral sur les parents ; 2^o influence du même régime sur les enfants.

Le père de famille, nous dit-on, restreint le nombre de ses enfants pour éviter les funestes effets du partage forcé de la succession entre les héritiers réservataires, partage qui entraînerait le morcellement de sa terre ou la ruine de son industrie et de son commerce.

De leur côté les enfants, sûrs de recueillir leur part dans l'héritage paternel, perdent le goût du travail et de la lutte, négligent de faire des efforts personnels pour se créer une situation.

Le régime du partage égal tue, en France, l'esprit d'entreprises, condition première de la fécondité d'un peuple, car la race ne peut se multiplier dans un pays où l'énergie fait défaut et où chacun recule devant la crainte de l'aléa.

Après Le Play, ses critiques ont été reprises par ses disciples et formulées bien souvent par l'organe de son Ecole : *La Réforme sociale*. Elles ont groupé autour de son drapeau de nombreux économistes et, disons-le aussi, beaucoup de mécontents pour qui l'occasion paraît toujours bonne de rendre la loi responsable de nos maux. Aussi, trouvons-nous du côté des adeptes de Le Play, une fâcheuse disposition d'esprit qui les porte souvent à exagérer le mal pour condamner, plus sévèrement, les institutions de notre pays,

Il nous a paru intéressant de rechercher ce que ces critiques pouvaient avoir de fondé et dans quelles mesures nous devons rendre le Code civil et le régime successoral responsables de la dépopulation de la France.

C'est ce qui va faire l'objet de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

Le mouvement de la population en France

Causes de son faible accroissement

Il importe tout d'abord de préciser le sens du terme de dépopulation. Nous avons indiqué précédemment son inexactitude scientifique et nous savons qu'il n'y a pas encore de diminution habituelle de la population française, mais simplement une diminution dans le taux de son accroissement annuel, diminution qui s'accroît depuis le début du siècle et permet de craindre que le mouvement rétrograde continuant encore pendant quelques années, le terme de la dépopulation tendancieux à cette heure, ne prenne un jour sa triste signification (1).

Pour donner quelque notion précise, dès le début de cette étude, du mouvement de la population en France, il

(1) Cette définition du phénomène de la dépopulation n'est exacte que pour le mouvement de la natalité considéré d'une façon générale dans toute la France, mais il convient de remarquer que, dans certaines régions, on peut signaler une dépopulation au sens strict du mot, et notamment dans l'Orne et le Calvados, qui voient leur population diminuer (Voir : Arsène Dumont, « *La dépopulation de l'Orne et du Calvados.* »)

nous faut recourir à la statistique qui est la lumière de l'économie politique et nous emprunterons la plupart de nos chiffres à l'ouvrage de M. Levasseur, « *La Dépopulation française* », qui constitue la base la plus sûre de toute étude démographique ; pour l'époque contemporaine de 1890 à 1900, nous avons relevé les chiffres publiés dans les recensements annuels de l'*Officiel* et dans l'*Annuaire de l'Economie politique et de la statistique*, de M. Block.

Nous avons enfin trouvé des indications de bibliographie très complète, dans la thèse de M. René Gonnard, « *La Dépopulation en France* », parue à Lyon en 1898.

Avant 1801, le chiffre de la population française ne peut être fixé d'une façon précise en l'absence de tous documents officiels résultant d'un dénombrement.

M. Levasseur indique toutefois les chiffres approximatifs après de longues recherches dans les rapports des intendants et autres sources de l'époque (voir l'indication complète de la bibliographie dans le compte rendu d'une séance de la Société d'Economie sociale du 11 novembre 1889. *Réforme sociale*, 1889).

En 1700, la France comptait 20 millions d'habitants correspondant à 21 millions sur le territoire actuel (528,400 k. c.)

La population s'était élevée à 26 millions en 1789, soit 26,300,000 âmes sur le territoire actuel de la France.

L'accroissement total de la population française, de 1700 à 1789 (y compris les conquêtes), a donc été d'environ six millions, soit de 31 pour 100 en 89 ans.

D'autre part, la population recensée a été :

En 1801, de.... 27.217.000 habitants.

» 1890, de.... 38.309.000 —

Augmentation ... 11 millions = 40, 4 0/0 en 89 ans.

Ainsi, l'accroissement est lent au XIX^e siècle tout en étant plus fort qu'au XVIII^e.

Le tableau suivant, nous montre l'accroissement de la population française par périodes quinquennales et décennales à partir de 1801, nous y voyons les augmentations de plus en plus lentes.

Années	Chiffre de la population	POPULATION par kilomètre carré
1801.....	27.300.000 h.	51.6
1806.....	29.100.000 h.	54.3
1821.....	30.400.000 h.	57.4
1831.....	32.500.000 h.	61.4
1841.....	34.200.000 h.	64.5
1851.....	35.700.000 h.	67.5
1861.....	37.400.000 h.	69.0
1871.....	36.100.000 h.	68.4
1881.....	37.600.000 h.	71.3
1886.....	38.200.000 h.	72.3
1891.....	38.300.000 h.	72.6
1896.....	38.500.000 h.	72.8
1897.....	38.400.000 h.	72.1
1898.....	38.300.000 h.	72.6

Si nous commentons ces chiffres, nous voyons que malgré les guerres du premier empire, la population s'accroît entre 1801 et 1821 de plus de un million, tandis qu'entre 1881 et 1896, période équivalente placée en pleine paix, elle ne gagne que 845.000 âmes.

Enfin, voici un tableau que nous empruntons au journal de la Société de statistique de Paris (mars 1900) et qui

montre d'une façon saisissante la diminution du taux d'accroissement depuis le début du siècle. Le tableau est établi avec un territoire amené au territoire actuel.

Années	1801	1826	1851	1876	1896	1901
Population...	1000	1457	1300	1372	1340	?
Accroissement par périodes de 25 ans...	157	143	72	58	70 à 72	

Ces comparaisons sont autrement significatives si nous mettons en regard du chiffre de la population française, les chiffres correspondants de la population de quelques grandes nations civilisées.

Nous les trouverons dans le tableau suivant :

**Augmentation des nations depuis 1810
en millions d'habitants**

Années	France	Angleterre	6de-Bretagne et Irlande	Allemagne	Empire Russe	Autriche-Hongrie	Etats-Unis
1811..	29.9	10.2	»	»	»	»	7.3
1821..	30.5	12.0	21.1	»	»	»	9.6
1831..	32.6	13.9	24.2	28.6	49.0	29.9	12.9
1841..	34.9	15.9	27.1	31.3	59.0	32.2	17.1
1851..	35.4	17.9	27.9	33.0	68.0	32.5	23.2
1861..	37.4	20.1	29.2	34.6	71.5	35.3	31.4
1871..	36.5	22.7	31.3	40.6	77.0	36.4	38.9
1881..	37.7	26.0	35.4	45.1	89.4	38.1	50.2
1889..	38.4	29.0	37.5	51.9	100.6	41.3	62.4
1897..	38.1	39.1	39.1	51.48	129.8	41.15	
1898..	38.5			1891-1897		1891-1897	

(René Gonnard, *la dépopulation de la France*. — Bertillon, *Réforme sociale*, 16 décembre 1899. — Block, *Annuaire d'économie politique*).

Ce tableau nous montre combien la France s'est laissée distancer dans l'évolution de sa population par les autres nations.

En ne considérant que la période de 1831 à 1897, nous voyons que l'augmentation de la population des grandes nations européenne est :

France.....	5.900.000	habitants
Autriche-Hongrie...	11.000.000	—
Angleterre.....	16.200.000	—
Allemagne.....	23.000.000	—
Russie,.....	79.800.000	—

Mais pour bien comprendre la marche d'une population, il faut examiner séparément les trois facteurs qui contribuent à sa formation : les mariages, les naissances, les décès.

La Nuptialité

Le nombre des mariages et leur proportion avec le nombre des habitants, c'est-à-dire le taux de la nuptialité, donnent les chiffres les plus constants, dans un tableau d'ensemble, de la population française.

Le tableau suivant nous montre la nuptialité se maintenant au taux de 7,4 mariages par 1000 habitants qui est considéré comme satisfaisant.

De 1801 à 1810 on compte une moyenne annuelle de 7,6 mariages par 1.000 habitants

1810 à 1820	—	—	7,9	—	—
1820 à 1830	—	—	7,8	—	—
1830 à 1840	—	—	8,0	—	—
1840 à 1850	—	—	8,0	—	—
1850 à 1890	—	—	7,9	—	—
1860 à 1870	—	—	7,8	—	—
1870 à 1880	—	—	8,0	—	—
1880 à 1888	—	—	7,4	—	—
1888 à 1898	—	—	7,4	—	—

(René Gonnard. — Complété par l'*Annuaire d'économie politique et de statistique*).

Ces chiffres sont sensiblement égaux à ceux de la nuptialité dans les autres pays d'Europe et qui sont :

En Angleterre.....	7,9 mariages par 1.000 habitants		
En Italie.....	7,6	—	—
En Prusse.....	8,4	—	—
En Autriche.....	8,5	—	—

On pourrait encore espérer relever le taux de notre nuptialité en simplifiant les formalités qui précèdent le mariage. Plusieurs sociétés civiles ou religieuses ont été créées dans ce but, et facilitent le mariage aux indigents en leur fournissant gratuitement toutes les pièces exigées par l'officier de l'état civil pour procéder à la célébration. On peut signaler à Paris, la Société du mariage civil fondée par M. Denis Poulot, ancien maire du XI^e arrondissement, qui, en 10 ans a fait légitimer par mariage subséquent 8.000 enfants naturels ; à Lyon, la Société de Saint-François Régis qui obtient également de bons résultats.

Mortalité

Le nombre des décès est peu élevé en France, grâce à la douceur de son climat et à la division de la richesse.

Dans les dernières années du siècle, il a une tendance générale à diminuer, grâce aux progrès de l'hygiène et aux découvertes des sciences médicales et chirurgicales.

Nombre de décès par 1.000 habitants en France

An XI	31,9	1859	27,9	
1810	24,6	1865	24,0	
1814	29,3 (Année d'invasion)	1870	28,3	} Guerre et invasion
1819	26,2	1871	34,8	
1828	26,0	1872	21,9	
1832	28,5 (choléra)	1873-85	23,3	
1836	22,3	1891	22,1	
1845	21,2	1899	22,0	
1849	27,3 (choléra)			

La mortalité n'est pas le facteur de la dépopulation de la France, car nous occupons un rang satisfaisant parmi les états d'Europe, comme il ressort du tableau suivant :

*Décès annuels pour 1,000 habitants pendant la
période 1884-90*

Suède.....	17	Wurtemberg...	26
Norwège.....	17	Bade.....	27
Irlande.....	18	Italie.....	27
Ecosse.....	19	Saxe.....	28
Danemark....	19	Bavière.....	28
Belgique.....	20	Autriche.....	29
Hollande.....	21	Espagne.....	32
France.....	22	Hongrie.....	32
Prusse.....	25		

*Docteur Bertillon. (Revue politique et parlementaire,
10 juin 1897).*

Si nous examinons la mortalité enfantine, celle qui frappe les enfants au-dessous de 5 ans, nous trouvons la France au 1^{er} rang, avec un chiffre de 29 pour 100 sur le chiffre total des décès.

Norwège.....	30	pour 100
Italie.....	48	—
Autriche.....	47	—
Prusse.....	47	—
Russie.....	57	—

Natalité

Le nombre des unions étant à peu près constant, la mortalité ayant une tendance à diminuer, le faible accroissement de la population française ne peut avoir sa cause que dans le troisième facteur : la natalité.

Et, en effet, la statistique nous apprend que les unions

deviennent toujours moins fécondes. Il faut mettre hors de cause la natalité illégitime, qui porte toujours un très faible appoint à la population et qui n'a guère varié depuis le début du siècle, se maintient à la proportion de 8 pour 100 du total des naissances.

C'est la natalité légitime qui suit une évolution rétrograde depuis le début du siècle. Vers 1800, il y avait en France une moyenne de 4,2 naissances pour un mariage, depuis 1830, le rapport est de 3,5, et de 1886 à 1889, il tombe à 2,9, de 1889 à 1898, à 2,4

Nombre de naissances légitimes par mariage	Nombre annuel moyen de naissances par 1.000 habitants
De 1800 à 1805 4,24	De 1801 à 1810 32,2
1806 à 1810 3,84	1811 à 1820 31,6
1811 à 1815 3,49	1821 à 1830 30,8
1816 à 1820 4,08	1831 à 1840 29,0
1821 à 1825 3,84	1841 à 1850 27,4
1831 à 1835 3,48	1851 à 1860 26,3
1841 à 1845 3,21	1861 à 1870 26,3
1851 à 1855 3,11	1871 à 1880 25,4
1861 à 1865 3,07	1881 à 1890 24,0
1866 à 1870 3,15	1890 à 1890 22,5
1871 à 1875 2,80	
1876 à 1880 3,09	
1881 à 1885 3,03	
1886 à 1889 2,96	
1889 à 1898 2,4	

Gonnard. — Complété avec la Réforme sociale, 16 décembre 1899).

C'est ce chiffre de 2,4 indiquant la proportion de naissances légitimes par mariage qui nous donne la source de la dépopulation.

Pour qu'un peuple se maintienne au point de vue démographique, il faut qu'il ait au moins trois naissances par mariage. Le chiffre de 2 vers lequel tend celui de notre natalité, conduit vers l'inévitable dépopulation ; car si l'union de 2 personnes ne donne naissance qu'à 2 nouveaux êtres, le chiffre des naissances sera bientôt dépassé par celui des décès étant donné le nombre croissant des célibataires.

Si nous comparons notre natalité à celle des pays voisins, vous verrez combien notre infériorité s'est accentuée pendant ces dernières années.

Voici la liste des Etats Européens pendant la période 1865-1883 :

Russie.....	48,4 naissances par 1.000 habitants		
Hongrie....	43	—	—
Allemagne..	41	—	—
Italie.....	36	—	—
Angleterre .	35	—	—
Espagne...	34	—	—
Belgique...	31,5	—	—
Suisse.....	30,2	—	—
Grèce	28,4	—	—
France	25.2	—	—

Ainsi nous occupions déjà à cette époque le dernier rang, avec un taux de natalité de 25,2 naissances pour 1,000 habitants, qui s'est depuis considérablement abaissé. Pour le mieux indiquer, nous avons dressé le tableau suivant avec les chiffres donnés par M. Richet, dans la

Réforme sociale et complétés pour les années 1897-1900
(voir l'Annuaire d'économie politique et de statistique,
année 1899. — Revue d'économie politique, février 1899.

Natalité moyenne annuelle pour 1,000 habitants

Années	France	Angleterre	Allemagne
1873	26.1	37.8	41.0
1875	26.0	38.0	43.0
1877	26.5	38.8	41.8
1880	24.5	36.3	39.5
1882	24.8	35.3	38.8
1884	24.6	33.2	38.5
1886	24.1	32.5	38.5
1888	23.2	31.4	38.7
1889	22.9	30.5	36.5
1897	22.4	33.1	38.2

Ce tableau nous montre combien notre natalité est faible en comparaison de celle des 2 grandes nations voisines. Mais il en ressort également que le taux de la natalité suit une marche décroissante en Allemagne et en Angleterre aussi bien qu'en France ; et l'on peut se demander si nous ne sommes pas en présence d'une évolution générale de la natalité commune à tous les peuples civilisés et pour laquelle la France aurait donné l'exemple, entrant la première dans cette voie nouvelle à raison de la supériorité même de son état de civilisation au moment où la natalité a commencé à fléchir, c'est-à-dire dans la première partie du XIX^e siècle.

On a d'autant plus le droit de se le demander que la

statistique nous montre la même diminution de naissances dans un pays de civilisation avancée comme les Etats-Unis.

En 1890, la natalité y était de 26 7 pour 1.000 habitants, c'est-à-dire moins forte que la natalité moyenne de l'Europe, tout en restant plus élevée que celle de la France. Mais dans certains états de la grande République américaine, nous trouvons des chiffres inférieurs à ceux de notre pays. Ce sont les 5 états suivants qui composent la nouvelle Angleterre.

Massachussetts . . .	21,5	} Moyenne : 19,5
Connecticut	21,3	
Vermont	19,5	
New-Hampshire . .	21,5	
Maine	17,9	} Moyenne de la France : 23,2

Ainsi nous voyons la loi de la dépopulation, qui en Amérique prend le nom de « loi du Maine », sévir dans un pays très avancé en civilisation comme la France et chez une race citée toujours comme la plus prolifique, la race Anglo Saxonne. Il est curieux même de constater que la population de la Nouvelle-Angleterre ne se soutient que grâce à l'émigration des Canadiens de race Française, qui tous les ans abandonnent les territoires voisins du Dominion, pour chercher fortune dans la République Américaine.

« (Voir sur la dépopulation dans les pays Anglo-Saxons :

Pierre Leroy-Beaulieu. — La natalité des pays neufs à civilisation avancée. — *Economiste Français* du 2 mai 1896.

Levasseur. — La population Française, tome III, page 198 ».)

Ces constatations sont de nature à nous faire envisager

l'avenir de notre pays sous des couleurs moins sombres, et nous permettent d'espérer que les grandes nations européennes subiront bientôt les effets de la même loi et que la situation démographique de la France finira par s'équilibrer avec celle des autres pays civilisés.

Mais, en attendant que cet équilibre s'établisse et nous ne pouvons en fixer l'époque, la France doit se défendre et maintenir sa situation dans le monde.

Causes de la diminution de la natalité française

Maintenant que la statistique nous a fait connaître la véritable cause de la dépopulation en France, en nous montrant que seule, parmi les trois facteurs de la population, la natalité devait être incriminée, il nous faut chercher quelles sont les causes de la diminution du nombre des naissances.

L'exposé même sommaire de toutes les causes assignées à ce phénomène dépasserait les limites de notre travail, puisque nous voulons restreindre cette étude à l'influence du régime successoral français sur la natalité. Cependant, avant d'aborder cette grosse question, nous voudrions donner une vue d'ensemble des théories démographiques, en groupant en deux catégories les diverses causes agissant sur la natalité : ce sont :

1° Causes d'ordre physiologique ;

2° Causes d'ordre psychologique.

Causes d'ordre physiologique.

1° *La race.* — La première pensée qui vienne à l'esprit en constatant la diminution du nombre des naissances d'une population est d'accuser la race de défaillance. Aussi bien, a-t-on prétendu que la fécondité de la race française était inférieure à celle des nations voisines et plus particulièrement à celles de race anglo-saxonne qui ont une natalité plus forte. Il nous est facile de prouver que cette assertion n'est pas justifiée, car hors de la métropole, le français est très prolifique. Nous en avons un exemple remarquable au Canada. Les 70.000 canadiens abandonnés, en 1750, autour de Québec et livrés aux anglais par le traité de Paris, ont multiplié si rapidement, qu'en 1784 on comptait 113.000 habitants de race française dans la province de Québec ; en 1844, 524.000 ; en 1861, 847.000, et, en 1891, le chiffre avait atteint 1.196.000 (Voyez *Réformes sociales*, 1894, 1 volume, *Le Recensement canadien*, par René de Saint-Père).

En Algérie également, la race française est très prolifique. La population, exclusivement française en 1881, était de 233.000 sur un chiffre total de 3.800.000 habitants réunis sur le territoire algérien ; elle était, en 1891, de 267.000, et, en 1896, au dernier recensement connu, montait à 318.000 sur une population totale de 4.300 000 habitants, soit dans l'espace de 15 ans, une augmentation de la population de race française de 30 0/0 (*Annuaire d'économie politique et de statistique*, année 1899.)

Ces chiffres montrent bien que la race n'est point res-

ponsable de la dépopulation française puisque hors de la métropole et de l'influence artificielle de la civilisation et des mœurs, le Français redevient fécond (1).

2° *L'alcoolisme*. — Les funestes effets de l'alcoolisme sur l'organisme sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Cependant, il convient de signaler qu'il agira sur la population, moins par la natalité que par la mortalité.

L'alcoolique meurt jeune, mais prolifère abondamment. Aussi l'augmentation de la mortalité causée par l'alcoolisme sera compensée par une plus forte natalité.

Il faut se garder toutefois de rester indifférent en présence des progrès de ce fléau en France ; après deux ou trois générations, l'alcoolisme finit par créer des êtres impuissants et stériles et deviendrait ainsi une cause de

(1) N'ayant aucun élément de statistique sur la natalité de la population française d'origine, fixée en Algérie, il est difficile d'apprécier exactement dans quelle mesure l'accroissement de cette population provient de la natalité.

Cette observation enlève-t-elle aux chiffres que nous avons cité à l'appui de notre thèse, toute valeur démonstrative ? Nous ne le croyons pas : en effet, cette partie de la population algérienne excluant l'élément considérable des naturalisés, ne doit son augmentation qu'à deux sources d'importance très inégales, l'émigration française et la natalité. Il est permis d'établir, par voie de comparaison, l'importance de l'accroissement dû à la natalité. Le nombre annuel moyen des émigrants français était évalué en 1894, par M. Blondel, à 5,000 (*Réforme sociale*, 1894, Blondel, *L'Expansion coloniale de l'Allemagne*). L'Algérie, dont la proximité sollicite l'émigration française, reçoit en moyenne 1,800 à 2,000 émigrants français, soit dans les 5 années 1891-1896, un maximum de 10,000 émigrants qui donnerait pour les mêmes années, un total de 41,000 naissances.

dépopulation immédiate en entraînant un véritable anéantissement de la race.

Nous sommes encore loin de parei's résultats, mais il convient de combattre le mal avant qu'il ait fait trop de ravages, et le tableau suivant nous montre combien pendant ces dernières années, la consommation d'alcool a rapidement augmenté.

En 1850 chaque Français consomme une moyenne de 1 litre 46 d'alcool pur

1855	id.	2	»
60	id.	2	27
65	id.	2	34
70	id.	2	32
75	id.	2	82
80	id.	3	64
85	id.	3	86
89	id.	4	»
90	id.	4	35
91	id.	4	37
92	id.	4	56
93	id.	4	32
94	id.	4	04
95	id.	4	07
96	id.	4	64
97	id.	5	20
98	id.	6	05
99	id.	7	12

Ainsi, depuis 1895, la consommation moyenne d'alcool a augmenté de plus de 3 litres par habitant, tandis que dans les 40 années précédentes elle n'avait gagné que 2 litres 07.

Mais l'alcoolisme exerce les mêmes ravages dans les pays voisins et, jusqu'en 1896, la France occupait une

place satisfaisante dans l'échelle de la consommation d'alcool :

Danemark.....	8	litres 85
Allemagne.....	8	— 25
Suisse.....	5	— »
France.....	4	— 64
Pays-Bas.....	4	— 58
Belgique.....	4	— 25
Suède.....	4	— 15

(*Revue politique et parlementaire*,
novembre 1896.)

Enfin, la statistique locale de la consommation de l'alcool en France donne des résultats absolument contradictoires et qui ne peuvent fournir aucun argument en faveur ou contre l'influence de l'alcoolisme sur la population; nous en trouvons la preuve dans le tableau suivant que nous avons dressé avec les chiffres du dernier recensement (*Journal officiel* du 6 décembre 1899) en y groupant cinq départements à forte consommation d'alcool et trois de ceux où la consommation est le plus faible.

Départements	Consommation annuelle par tête		Excédent des naissances	Excédent des décès
Somme	10	litres 43	»	702
Seine-Inférieure.	12	75	2.259	»
Aisne.....	9	65	»	361
Nord.....	9	43	13.873	»
Oise.....	9	43	»	232
Lot.....	1	13	»	1.130
Gers.....	0	94	1.394	»
Corrèze.....	0	68	»	1.570

Ainsi, nous trouvons des excédents de décès dans les départements où la consommation d'alcool varie de 1 à 10 et dans d'autres ayant les mêmes différences pour cette moyenne, nous trouvons des excédents de naissances. Enfin, parmi les départements où la consommation d'alcool est le plus considérable, figurent ceux de la Bretagne et de la Normandie, or, la Bretagne est une des parties les plus fécondes de la France, tandis que la Normandie voit sa population diminuer à chaque recensement par suite de sa faible natalité.

Ainsi, tout en reconnaissant les déplorables conséquences que l'alcoolisme peut avoir sur la vie de famille, l'état moral, le développement physique et intellectuel des individus, tout en approuvant les campagnes menées contre le développement de ce fléau, en encourageant les réformes faites dans ce sens et celles également en faveur des habitations ouvrières, car seul le foyer peut lutter contre le cabaret, nous devons renoncer à voir dans l'alcoolisme la cause de l'infériorité de notre pays au point de vue de la natalité. (Voir sur cette question, *Monde économique*, 26 août 1893 et 15 août 1895, *Bulletin de statistique* du Ministère des finances, mai 1895 ; *Journal des Economistes*, 15 avril 1895 ; *Economiste français*, 23 septembre 1899, voir la thèse récente de M. Em. Fochier (Paris 1900) l'alcoolisme devant la loi pénale.)

II

Causes d'ordre psychologique.

Nous pouvons diviser ces causes de la façon suivante :

1° Causes sociales et générales.

Développement de la grande industrie.

Emigration des campagnes.

Célibat religieux.

Service militaire.

2° Causes psychiques et individuelles.

Le malthusianisme ou restriction volontaire.

A. — *Développement de la grande industrie.* — Le développement du régime de la grande industrie, qui a pour corrolaire l'émigration des habitants de la campagne vers les villes, crée un milieu défavorable au développement normal d'une population.

L'ouvrier agricole vit dans de meilleures conditions hygiéniques que l'ouvrier de la ville et, la femme surtout, mène à la campagne, une existence plus régulière, plus conforme à sa destinée naturelle que dans les grandes agglomérations ouvrières, où l'usine supprime la vie de famille en enlevant la femme à son foyer et en rendant

ainsi impossible l'éducation des enfants pendant leurs premières années, jusqu'au moment où l'usine les prend à leur tour dans son vaste engrenage.

On a bien souvent signalé les funestes effets physiques et moraux du développement de la grande industrie et son parallélisme avec l'abandon des campagnes.

Mais au point de vue de la natalité nous ne croyons pas que l'on puisse le rendre responsable du faible accroissement de notre population.

Si la mortalité est plus élevée dans les centres ouvriers que dans la campagne, la natalité y est aussi plus élevée, augmentée par un chiffre considérable de naissances illégitimes. Un grand nombre d'ouvriers vivent en concubinage, et s'il est vrai que cet état soit moins propice à la natalité que celui du mariage, la facilité avec laquelle se forment ces unions passagères, assure toujours une augmentation normale de la population.

Les dénombrements opérés de 5 ans en 5 ans, depuis 1846, date de la distinction dans la statistique des populations urbaines et rurales, a montré que les grandes villes françaises recevaient un nombre toujours plus considérable d'émigrants des campagnes.

En 1846, la population rurale représentait le 75, 58 0/0 de la population totale ; et la population urbaine, le 24, 42 0/0. En 1891, la population rurale ne fournit plus que le 62, 68 0/0 et la population urbaine, le 37, 32 0/0 de la population totale.

Enfin, le dernier recensement quinquennal nous donne des chiffres significatifs sur l'augmentation de la population entre 1896 et 1891, dans les villes ayant plus de 30,000 habitants.

Etat comparatif de la population en 1896 et 1891
dans les Villes ayant plus de 30,000 âmes

VILLES	POPULATION		Augmentation	Diminution
	en 1896	en 1891		
Nice	93.000	88.000	5.400	
Troyes	52.000	50.000	2.000	
Marseille . . .	442.000	403.000	38.000	
Dijon	67.000	65.000	2.000	
Besançon . . .	57.000	56.000	1.500	
Brest	74.000	75.000	»	1.300
Nîmes	74.000	71.000	2.900	
Toulouse . . .	149.000	149.000	172	
Bordeaux . . .	256.000	252.000	4.400	
Béziers	48.000	45.000	2.500	
Montpellier . .	73.000	69.000	4.600	
St-Etienne . .	136.000	133.000	2.500	
Nantes	123.000	122.000	1.152	
Reims	107.000	104.000	3.700	
Lille	216.000	201.000	15.000	
Roubaix	124.000	114.000	9.000	
Lyon	466.000	438.000	27.000	
Le Havre	119.000	116.000	3.000	
Paris	2.536.000	2.447.000	88.800	
»				
»				
»				
»				
»				
»				
»				
Totaux	7.323.340	6.986.331	334.461	7.452
Augmentation			327.000	

Le même recensement (*Journal officiel* du 3 décembre 1897), nous apprend que pendant cette période 1891 à 1896, la population totale de la France augmentait de 175.000 âmes. Ainsi les 327.000 habitants qui sont venus augmenter la population des grandes villes de France, portés au précédent tableau, représentent plus que l'accroissement total de la population et doivent être fournis par les émigrants des campagnes.

Certains auteurs y voient la cause principale de l'affaiblissement de la natalité française (voir *Revue politique et parlementaire*, 8 février 1895, Henri Lannes : *Influences de l'émigration des campagnes sur la natalité française*). Pour soutenir cette thèse, ils sont obligés de prétendre que tous les émigrants ruraux diminuent la fécondité des campagnes sans augmenter celle des villes. De 1882 à 1891, 655.000 habitants des campagnes ont immigré dans les 58 villes principales de France ; la plupart étaient célibataires âgés de 20 à 40 ans. Par suite de l'encombrement que leur affluence occasionne sur le marché du travail, beaucoup ont une grande difficulté à vivre, et devant consacrer toutes leurs énergies à la question matérielle de leur existence, n'ont pas le loisir de fonder un foyer. « Au point de vue de la reproduction de l'espèce, « les immigrants, dit M. Henri Lannes, dans l'article « précité, ont été dans les villes comme s'ils n'existaient « point..... Ces 655.000 jeunes gens, qui ont surtout « produit dans les villes des malades pour les hôpitaux, « des mendiants, des prostituées, des criminels, auraient « créé des familles s'ils étaient restés dans leur commune « originaire.

« Ils y représentaient les éléments les plus actifs et les « plus entreprenants, les moins capables de se modérer,

« ceux qui fourragent partout où l'occasion s'en présente,
« l'hiver dans les greniers, l'été sous les bois et dans les
« meules de foin. Leur absence a fait baisser le taux de la
« natalité dans les campagnes, ce qui le prouve, c'est que
« dans les départements où la population rurale n'enseigne
« pas, la natalité rurale reste très élevée. Ainsi, dans
« l'Aude, la natalité rurale est de 27,9 naissances par
« 1.000 habitants; dans le Finistère, de 31, 8, dans les
« Pyrénées orientales, de 31. »

Tout en reconnaissant la part de vérité que renferment ces critiques, il nous semble que leur auteur exagère la stérilité des classes rurales transportées dans les villes. Les agglomérations ouvrières qui attirent les émigrants de la campagne, présentent, au contraire, une assez forte natalité, par suite des facilités qu'offre la vie en commun pour la formation des unions passagères.

Aussi, croyons-nous que ces critiques émanent d'esprits un peu trop pessimistes, qui se refusent à reconnaître que l'accroissement des populations rurales répond à une loi générale de la civilisation.

« L'exode des campagnes vers les villes, dit M. Alexandre Bérard, dans le *Monde économique* (4 janvier 1896), se fait depuis le début du siècle; il répond à une loi économique salubre. La prospérité du pays se traduit par la prospérité du commerce et de l'industrie; la population industrielle et commerciale doit, en conséquence, prendre la première place. Il n'y a donc pas une cause d'affolement; c'est l'équilibre du pays qui l'exige. »

La comparaison de la France avec les autres nations, prouve enfin que la raison de son infériorité démographique, ne se trouve pas dans le développement du régime industriel et dans l'abandon des campagnes.

Les mêmes courants économiques ont produits les mêmes effets dans les pays voisins de la France. C'est ainsi que l'Angleterre et l'Allemagne ont vu leur industrie se développer plus encore que celle de la France, et la population urbaine a augmenté, aux détriments de celle des campagnes, dans des proportions plus considérables que chez nous, ainsi que l'établit le tableau suivant :

Angleterre	Population urbaine	{ 1851 = 51 pour 100 de la population totale	
		{ 1881 = 59,6	id.
Allemagne	—	{ 1871 = 36,1	id.
		{ 1885 = 41,8	id.
France	—	{ 1846 = 25,5	id.
		{ 1881 = 35,9	id.

Cependant, nous savons que l'Allemagne et l'Angleterre ont conservé une natalité très supérieure à celle de la France, cela suffit pour chercher ailleurs la cause de notre infériorité démographique.

B. — *Célibat religieux*. — Certains auteurs voient une cause d'affaiblissement de la natalité française dans le célibat imposé, par leur religion, aux membres du clergé catholique régulier et séculier.

Il est incontestable que leur retraite du monde diminue le contingent actif de la fécondité, mais la même cause agit plus fortement encore dans les pays catholiques tels que l'Espagne ou l'Italie qui compte une proportion de religieux plus considérable et qui ont une forte natalité.

Espagne, membres du clergé catholique (régulier et séculier).	280.000
Italie, id.	225.400
France, id.	142 290

(Voir Block : *Annuaire d'économie politique*, 1899.)

Enfin, il convient de remarquer que si les membres du clergé catholique n'apportent aucune contribution directe à la natalité ; ils la favorisent indirectement par la création de Sociétés philanthropiques, destinées à faciliter les mariages d'indigents. Plusieurs Sociétés de cette nature fonctionnent à Paris et en province ; à Lyon, nous pouvons signaler l'existence de la Société de Saint-François-Régis qui, grâce au concours des Parquets et des Mairies, rend les plus réels services.

Enfin, dans bien des familles, l'entrée d'un enfant dans les ordres, facilite l'établissement ou le mariage des autres enfants.

Aussi, est il difficile, de répondre à cette question : le célibat des prêtres ou des religieuses, diminue-t-il, dans un pays, les chiffres de la nuptialité et de la natalité. M. Levasseur, dont les conclusions statistiques, sont admises par la plupart des démographes, hésite à trancher la question, en constatant que les Etats catholiques, accusent une proportion de couples mariés, sensiblement égale à celle des Etats protestants. La France, pays catholique, et la Suède, pays protestant, ont à peu près le même chiffre de nuptialité.

C. — *Le service militaire.* — La loi du 15 juillet 1889, astreint à 3 années de service militaire, tous les jeunes Français déclarés propres au service, à l'exception de quelques catégories de dispensés. Ces 3 années, passées sous les drapeaux, constituent un obstacle certain à la nuptialité et diminuent aussi la fécondité des unions en retardant l'époque de leur formation. Bien des jeunes gens sont obligés, à leur sortie du régiment, de chercher une situation nouvelle : plusieurs se voient distancés par ceux qui, dispensés du service militaire, ont pu, en leur

absence, prendre les places laissées vides dans l'industrie ou le commerce. D'autres enfin contractent au régiment des maladies qui les obligent à retarder l'époque de leur mariage et compromettent plus tard la fécondité des unions.

Enfin, le régiment, en apprenant aux jeunes gens de la campagne le chemin de la ville, leur donne le goût de travaux et de distractions plus faciles et contribue encore à dépeupler nos malheureuses campagnes.

Sans répondre à ces critiques, qui peuvent renfermer une part de vérité, mais dont l'étude sortirait du cadre de notre travail, nous nous bornerons à constater que l'Allemagne est soumise, plus encore que la France, aux effets du service militaire obligatoire, sans que sa population paraisse en souffrir. Ceci prouve qu'une nombreuse armée est compatible avec une forte natalité (voir *Réformes sociales*, avril 1897, chronique du mouvement social). C'est donc en dehors de ces causes sociales, qui agissent mécaniquement sur l'homme, que nous devons chercher la cause de l'infériorité démographique de la France.

Causes psychiques

La restriction volontaire. — Nous avons vu que les causes de la faible natalité de la France ne devaient pas être recherchées dans un milieu physiologique défavorable, non plus que dans l'influence des causes sociales d'ordre général qui agissent aussi bien dans les autres pays ; nous sommes ainsi amené à conclure logiquement que si le Français peut avoir des enfants, s'il est placé dans

d'aussi bonnes conditions économiques que les habitants des pays voisins, la raison de son infériorité productrice doit être recherchée en lui-même, et dans la volonté bien arrêtée de restreindre le nombre de ses enfants.

Tandis qu'en Allemagne la plupart des ménages ont un minimum de 3 ou quatre enfants, en France le chiffre de trois enfants est exceptionnel, et l'on est pas loin de considérer comme des parents peu soucieux du bien-être et de l'avenir de leurs héritiers, les époux peu fortunés qui se permettent d'étendre leur famille au delà de ces limites. Voici le plus récent tableau nous donnant la proportion de la natalité familiale française ; il a été dressé par M. Jacques Bertillon (*Revue scientifique*, 15 avril 1899).

69 %	{	Célibataires masculins de plus de 30 ans	1.376.591 = 12 p. 100
		Familles sans enfant.....	1.848.572 = 15 »
		Familles ayant 1 enfant....	2.639.894 = 22 »
		» 2 enfants....	2.364.202 = 20 »
		» 3 enfants....	1.585.960 = 13 »
		» plus de 3 enfants.	2.122.210 = 17 »
		Nombre d'enfants inconnus. . .	
		12.127.023 100 »	

Si nous commentons les chiffres de ce tableau, nous voyons le 69 0/0, c'est-à-dire plus des 2/3 de la population formée par des célibataires, par les familles sans enfants et par celles ayant 2 enfants au plus.

Ceci nous donne l'explication de la dépopulation française ; mais nous savons que ce phénomène de la restriction volontaire n'est pas le triste monopole de la France. Il se produit avec une plus grande intensité dans les

pays de race anlo-saxonne, tels que ceux de la Nouvelle-Angleterre. « En France, nous dit M. Ranon dans la *Réforme sociale*, du 1^{er} juin 1891, les familles désirent avoir peu d'enfants ; dans la Nouvelle-Angleterre, on désire ne pas en avoir du tout.

« Beaucoup de jeunes filles ne se marient qu'à la condition prévue que la vie commune ne sera pas troublée par la terreur du ménage et l'ennui des enfants, elles sont dressées à ce rôle odieux et ridicule, moralement et matériellement. »

Nous allons rapidement examiner les origines de ce malthusianisme conjugal, qui paraît arrêter l'essor de la population dans tous les pays à civilisation avancée.

La restriction volontaire a son origine dans la possession de la richesse

D'une façon générale la restriction volontaire existe dans tous les pays à civilisation avancée, et dans chacun de ces pays elle se produit plus particulièrement dans les milieux bourgeois en prenant ce mot dans son acception la plus large, c'est-à-dire dans les classes possédantes ou jouissant d'une certaine aisance.

« Plus une commune est riche, plus son sol est fertile et plus l'aisance y est générale, moins il y a de naissances ; c'est sur les points les plus privilégiés des riches plaines du Tarn et de l'Aveyron, sur les collines où la culture des arbres fruitiers est une source de richesses pour l'habitant, que se trouve la natalité la plus faible, soit 16 ou 17 0/0 ». (M. Guiraud, *Revue scientifique*, novembre 1888).

A l'appui de cette remarque, nous pouvons donner le tableau suivant, dressé par M. Talkvirst (Levasseur, Population française, tome 3, page 178), qui nous montre la natalité des départements français croissant à raison inverse de la richesse possédée.

Les dix premiers départements qui figurent dans ce tableau et qui présentent la plus forte natalité sont précisément ceux où la moyenne des valeurs successorales par tête d'habitant est la moins élevée. Ce sont les départements de la Creuse, Corrèze, Ariège, Morbihan, Aveyron, Hautes-Alpes, Lozère, Savoie, Haute-Savoie, Ardèche.

Les neuf derniers ont une moyenne successorale triple des précédents avec une natalité inférieure dans la proportion de 14 à 23. Ce sont les départements de : Oise, Marne, Eure-et-Loire, Eure, Rhône, Seine-et-Marne, Calvados, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise.

Nombre de départements	MOYENNE des valeurs successorales par tête d'habitant			NOMBRE d'enfants légitimes par 100 femmes mariées de 15 à 50 ans
	francs	à	francs	
10	48	—	57	23
9	62	—	68	21
11	73	—	82	18
19	85	—	102	16
10	109	—	122	14
9	124	—	129	18
7	134	—	154	16
9	170	—	250	14
Seine ...	412			13

On arrive aux mêmes constatations en groupant les départements d'après le nombre de propriétaires. M. Bertillon a fait ce calcul dans les annales de la démographie internationale (tome 1, page 87), et nous voyons

dans le tableau suivant, dressé avec ses chiffres, que les départements où la natalité est le plus faible, sont encore ceux ayant le plus grand nombre de propriétaires, soit une proportion de 1/4 de paysans propriétaires.

Groupe de départements	Nombre de propriétaires par 1.000 hab.	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Nombre de départements.
Départements ayant le plus de propriétaires (plus de 1/4 de paysans propriétaires).	285	25,3	24,78	23,23	30
Groupe de départements ayant un nombre intermédiaire.	240	25,6	25,7	23	31
Groupe ayant le moins de propriétaires (moins de 1/5 de paysans propr.)	177	25,87	23,1	23,2	21
Les trois groupes ensemble.....	240	25,6	26	23,1	82 (1)

(1) Ont été éliminés les départements purement industriels, tels que le Rhône, la Seine, etc.

Ce qui permet de dire à M. Désiré Descamps, dans la *Revue socialiste* du mois de septembre 1896, que la stérilité des populations civilisées a pour cause la propriété individuelle. « Dès que l'homme commande à une terre, dès qu'il a sa vigne, son pré, dès qu'il a fondé ou étendu son royaume jusqu'à la haie, au chemin ou au fossé qu'il lui a fallu parfois 20 ans pour atteindre, il ressemble au conquérant qui ne veut pas démembrer son empire. Il redoute alors l'accroissement de la famille, qui pourrait le mener à la gêne et qui, plus tard, entraînerait le partage, la dissolution du domaine qu'il a mis son âme à créer. »

(Onésime Reclus : La Géographie de la France).

On peut arriver aux mêmes constatations en répartissant les principales villes de France en deux tableaux comprenant, l'un les villes au-dessus de 70,000 habitants, ayant une forte population ouvrière, c'est-à-dire une majorité d'habitants non possesseurs de richesses. La proportion des naissances y est sensiblement plus élevée que dans les villes du second tableau comprenant de petites cités bourgeoises peu commerçantes et peu industrielles, où l'élément ouvrier n'est presque pas représenté.

PREMIER TABLEAU

	Natalité par 1,000 habitants	Population en milliers d'habitants
Auch.....	15.6	14
Castres.....	15.7	27
Evreux.....	16.6	17
Lons-le-Saunier..	17.6	12
Alençon.....	18.2	17
Montauban.....	18.3	28
Albi.....	18.6	20
Agen.....	19.0	20

DEUXIÈME TABLEAU

Lille.....	37.0
Le Havre.....	35.5
Marseille.....	30.0
Amiens.....	30.0
Rouen.....	29.8
Saint-Etienne....	28.5
Paris.....	28.2
Brest.....	26.0
Nancy.....	25.4
Bordeaux.....	25.0
Lyon.....	24.0

M. Levasseur a fait une étude semblable pour les divers quartiers de Paris, qui aboutit aux mêmes conclusions en nous montrant la natalité décroissant à mesure que la richesse augmente ; c'est ainsi que les quartiers du Père-Lachaise, du Pont-de-Flandre, de la Gare d'Orléans, de Javel, de la Maison-Blanche et de La Chapelle, qui figurent parmi les quartiers les plus pauvres de Paris, présentent une natalité moyenne de 35.3, alors que les quartiers les plus riches atteignent à peine la moyenne de 13.5 naissances par 1.000 habitants. (Ce sont ceux de Saint-Thomas-d'Aquin, Chaussée d'Antin, place Vendôme, Invalides, Madeleine et Porte-Dauphine).

M. Nitti, dans son ouvrage déjà cité sur la population et le système social, nous donne le résultat de ses propres recherches en ce qui concerne la natalité dans les diverses parties de la ville de Naples. Nous voyons les mêmes écarts entre les quartiers riches et les quartiers pauvres. Les quartiers de San Ferdinando et Chiaia habités par l'aristocratie napolitaine présentaient, en 1890, un chiffre de naissances de 24 et de 30 pour 1000 habitants, tandis que les quartiers pauvres de Vicaria et de San Lorenzo avaient, la même année, 39.6 naissances pour 1,000 habitants.

Cette exubérance de natalité chez les pauvres a été constatée dans toutes les grandes villes de l'Europe.

A Londres, la natalité des quartiers ouvriers est de 35 pour 1,000 et tombe dans les quartiers riches de Saint-Georges, à 15 pour 1,000 habitants.

A Berlin, dans les riches quartiers de la Fricdrichstrasse on compte 45 naissances par an sur 100 mariages, et dans les quartiers pauvres de Wolduge et de Moalt 65 pour cent.

Les mêmes constatations ont été faites à Turin par M. le professeur Pagliani (*Annales de démographie internationale*, Paris, 1881, page 199).

Ces données de la statistique moderne ne peuvent nous étonner, car de tous temps les gens qui n'ont absolument rien, comme les mendiants, ont eu beaucoup d'enfants; ils sont, comme les peuples naissants, exempts de toutes préoccupations relatives à la conservation de leur patrimoine, et peu en coûte au père pour donner son art à ses enfants, qui sont, même en naissant, des instruments de cet art.

Ainsi la première idée qui ressort des précédentes constatations est que la restriction volontaire de la natalité existe plus particulièrement parmi les classes possédantes.

Il nous faut maintenant rechercher les mobiles qui agissent sur la volonté de parents français et les poussent à limiter le nombre de leurs enfants.

On peut grouper sous 4 chefs principaux les facteurs qui agissent sur la volonté : l'intérêt, l'instinct, la passion, le devoir.

L'influence de ces trois derniers peut encore être assez nettement dégagée ; l'instinct et la passion sont autant de forces qui poussent l'homme à la reproduction ; se sont en fait les êtres les plus simples, c'est-à-dire ceux qui subissent le plus l'influence de l'instinct et de la passion qui se reproduisent le plus.

Les effets de la troisième force, le devoir, présentent déjà moins de simplicité, car chaque être humain peut avoir sa conception du devoir.

L'expérience nous montre que chacun s'efforce à faire cadrer cette notion avec celle de son propre intérêt, de

manière à s'imposer le minimum d'efforts dans l'accomplissement de faciles devoirs.

On peut admettre cependant que sous l'influence du développement parallèle de la civilisation et de la religion chrétienne, la morale du christianisme à fini par s'imposer, en temps qu'idéal supérieur, à la majorité des nations civilisées. En considérant l'élément devoir au point de vue chrétien, il est incontestable que son influence sera favorable à la natalité. La religion chrétienne recommande la continence dans le célibat et la fécondité dans le mariage ; elle condamne la limitation du nombre des enfants au nom de la loi morale et divine. Aussi le christianisme pouvait être autrefois un puissant encouragement à la fécondité par les promesses qu'il donne aux malheureux, aux déshérités de ce monde en leur faisant espérer une vie meilleure après la mort. Aujourd'hui la foi paraît trop chancelante pour imposer aux hommes les règles du devoir chrétien ; le peuple ne croit plus, il repousse comme de vaines et trompeuses chimères, bonnes à leurrer sa misère, les promesses de la vie éternelle, et réclame impérieusement sa part des joies terrestres.

Peut-on le blâmer et dire qu'il a perdu la consolatrice de sa misère en abandonnant la foi de ses pères, ou faut-il saluer l'aurore des temps nouveaux où le peuple affranchi saura réaliser sur cette terre l'idéal de droit, de justice et de bonheur qui se trouve dans tous nos cœurs ? — C'est là un problème de haute philosophie qui ne saurait entrer dans une étude d'ordre purement scientifique. Mais en examinant la question au point de vue historique, il faut reconnaître que la morale chrétienne a favorisé la natalité conjugale.

Pendant les sombres années du Moyen-Age, alors que

le serf attaché à la glèbe n'avait d'autre espoir de bonheur que dans la vie future, les espérances que la foi mettait dans son âme étaient l'obstacle le plus salulaire à l'influence déprimante de la misère, de la souffrance et de la tyrannie seigneuriale.

L'esclave antique n'était pas aussi malheureux que le serf du Moyen-Age et cependant il restait infécond parce que son cœur était fermé à toute espérance d'au-delà.

Cependant les données de la statistique semblent décourageantes à cet égard et ne peuvent donner aucun argument pour ou contre cette thèse : c'est ainsi que M. Levasseur constate qu'à Paris le sixième et le septième arrondissements qui comprennent le faubourg Saint-Germain habité par un grand nombre de familles pieuses comprennent de 20 à 25 naissances par 1,000 habitants, tandis que le dix-neuvième et le vingtième arrondissements, peuplés principalement d'ouvriers et connus par certaines manifestations anti-religieuses, en comptent 31 et 39.

Enfin, même contradiction dans la statistique de la natalité par départements. Si d'un côté les départements de la Bretagne, du Massif-central, des Cévennes, ancienne patrie des Camisards, des Alpes et de la Corse, se caractérisent par une forte natalité, tout en ayant conservé, à un haut degré leurs habitudes religieuses, on peut citer, d'autre part, les départements de la vallée de la Garonne, aussi religieux que les précédents, qui ont très peu d'enfants.

Enfin, on peut citer l'exemple de certains départements ayant une très forte natalité, tels que la Seine-Inférieure, le Pas-de-Calais et le Nord, dont les populations ont peu de sentiments religieux.

La difficulté des études démographiques vient de ce qu'il est presque impossible de dégager l'influence de chaque facteur de la natalité. La science sociale n'a pas, comme la physiologie, la ressource de l'expérimentation pour étudier tour à tour chaque cause d'un fait. Elle doit prendre le fait en bloc avec la complexité de ses causes et un observateur de parti-pris pourra toujours facilement combattre l'une des causes par l'opposition du fait, en oubliant de signaler que cette contradiction n'est qu'apparente et repose sur la prépondérance en l'espèce des autres causes du phénomène.

Ainsi, les départements cités précédemment (Seine-Inférieure, Nord, Pas-de-Calais) et qui se distinguent par une forte natalité jointe à un sentiment religieux des plus faibles, nous autorisent-ils à conclure que la religion n'a aucune influence sur le développement de l'espèce? Nous croyons que cette conclusion serait prématurée et ne tiendrait pas compte du fait que la forte natalité de ces départements doit être attribuée à la prédominance de l'élément ouvrier, milieu essentiellement impulsif et non prévoyant qui donne un libre cours à ses instincts et ne met aucun obstacle au développement normal de la loi de reproduction.

Ainsi, parmi les quatre facteurs agissant sur la volonté, nous avons vu l'instinct, la passion et le devoir dont l'influence est plutôt favorable à la natalité. Il nous faut examiner maintenant les effets du quatrième facteur, le plus puissant de tous, l'intérêt.

Nous allons voir pourquoi l'intérêt de l'individu paraît pousser du côté de la stérilité volontaire l'homme moderne, et, en particulier, les époux français. Il y a des causes générales à tous les pays civilisés et d'autres qui agissent plus particulièrement en France.

Causes générales à tous les pays civilisés. — Développement du régime démocratique ou capillarité sociale. (Voir Arsène Dumont, *Dépopulation et Civilisation*, Paris 1890 et Nitti, *Ouvrage déjà cité*).

Capillarité sociale. — M. Arsène Dumont est le premier démographe qui ait étudié la natalité dans ses rapports avec la constitution politique et la constitution sociale. Il considère l'individu comme une molécule sociale. Chaque molécule poussée par une force naturelle cherche à s'élever. Pour franchir plus rapidement les échelons sociaux, il faut que l'individu soit libre de toutes attaches et se débarrasse des fardeaux inutiles. La fécondité semble dès lors un obstacle à son ascension sociale : l'enfant est une gêne dans la lutte pour l'existence,

Dans les sociétés aristocratiques la division des classes oppose autant d'obstacles à l'ambition individuelle qui favorisent la fécondité. Dans les sociétés antiques et dans celles basées comme l'Inde encore de nos jours sur une répartition des individus en castes nettement limitées et dont l'accès est impossible en dehors de la naissance, la fécondité de l'espèce suit librement son cours sans que l'homme songe à mettre obstacle à la loi naturelle. L'individu sait qu'il ne pourra jamais, malgré tous les efforts de son activité, s'élever au-dessus de la situation des membres de sa caste et se résignant à sa destinée il subira l'entraînement de l'instinct et de la passion.

Les sociétés modernes à forme démocratique, la France en est la plus complète acception, reposent sur le principe opposé, c'est-à-dire la possibilité pour tout individu de franchir tous les échelons sociaux ; l'admissibilité en un mot à toutes les fonctions de l'Etat, sans qu'aucune distinction soit faite entre les candidats, d'après le privilège

de la naissance. Il est évident qu'avec une semblable organisation chaque mollécule sociale aura une tendance permanente à s'élever et ne la fera qu'aux dépens de la fonction reproductrice.

La capillarité sociale, tel est le nom que M. Arsène Dumont donne à ce phénomène, est contraire au principe de fécondité.

Il est facile de trouver des exemples à l'appui de cette thèse : l'individu se mariera plus tard, après être arrivé à une position meilleure ; il entourera l'enfant unique ou ses deux enfants de plus de soins faisant pour chacun d'eux plus de sacrifices. Ayant appris lui-même par les difficultés de la lutte pour la vie, combien il est difficile de se créer une situation avec les seules ressources de son activité ; il s'ingéniera pour applanir les difficultés de l'existence à ses descendants. Désireux enfin de réaliser après sa mort l'élévation de sa famille dans l'échelle sociale en la personne de ses descendants, il s'imposera tous les sacrifices pendant son existence pour augmenter les chances de succès des héritiers de son nom. C'est bien le résultat de la conception démocratique de la société qui donne aux familles ce perpétuel désir d'augmenter leur élévation sociale d'une génération à l'autre. Il y avait autrefois, prétendent les partisans de la thèse de M. Dumont, les disciples de Le Play sont de ce nombre, moins d'ambition dans les classes populaires, aujourd'hui chaque individu éprouve un désir de progrès qui se traduit par le désir des jouissances et des plaisirs qu'il voit réalisés par l'individu placé au-dessus de lui dans l'échelle sociale.

« L'idée que leurs enfants seront dans une moindre position sociale est insupportable à la plupart des pa-

rents. On ne se résigne même pas au simple *statu quo* pour ses descendants, c'est-à-dire une situation analogue à celle que l'on occupe soi-même, on veut les voir monter. Les rêves ambitieux qu'on n'a pu satisfaire pour soi-même, on les reporte sur ses enfants. L'ouvrier souhaite que son fils soit patron ou fonctionnaire ; le paysan désire qu'il devienne un Monsieur, un employé d'administration ; un médecin, un avocat ou un commerçant. Le petit bourgeois a des idées analogues ; chacun regarde plus haut ; or, il semble à ces petites gens que le meilleur moyen de faciliter l'ascension de ses enfants, c'est d'en limiter le nombre et de laisser à chacun une plus grande part de la fortune. Il en coûte d'ailleurs cher pour donner à un enfant une éducation qui mène aux carrières libérales ; de là, la coutume aujourd'hui presque générale d'un enfant unique ou de deux enfants, un de chaque sexe.

(M. Paul Leroy-Beaulieu.— *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1897).

M. Leroy-Beaulieu, qui est le chef de l'école classique a une tendance à légitimer l'ordre de chose actuel ; pour lui la dépopulation est une crise passagère ayant sa cause dans l'évolution des sociétés civilisées dans le sens démocratique. La France étant la première dans cette voie est arrivée la première à cet état où chacun a le sentiment le plus vif de l'égalité et où l'ascension aux degrés les plus élevés de l'échelle sociale apparaît comme possible même au dernier des citoyens, sinon pour lui, du moins pour ses enfants.

Il constate la même réduction du taux de la natalité et pour les mêmes causes qu'en France, chez toutes les nations imprégnées de l'idéal démocratique. Pour lui la

diminution considérable pendant ces dernières années de la fécondité britannique qui l'a fait tomber du taux de 36 pour 1000 habitants il y a 1/4 de siècle à celui de 30 pour 1000, doit être attribuée non pas tant à l'influence de la campagne néomalthusienne qu'à l'évolution d'un groupement social autrement important de la nation britannique, celui des Trade-Unions. C'est leur développement, conforme à l'idéal démocratique, qui se résume dans l'ascension de la classe ouvrière à la situation de la bourgeoisie, qui est la cause de la diminution de la fécondité anglaise.

M. Marschall a constaté la même diminution du taux de la natalité chez l'ouvrier anglo-saxon, qui cherche à se soustraire aux charges d'une famille nombreuse, aussi bien en Angleterre qu'aux Etats-Unis ; il l'attribue également à l'influence sociale des Trad-Union, qui ont répandu chez l'ouvrier l'idéal démocratique et qui lui permettent d'en espérer la réalisation.

M. Leroy-Beaulieu fait constater que la stérilité systématique ne se rencontre pas uniquement dans les classes opulentes, et qu'en France notamment il y a plus d'enfants dans la tout à fait haute bourgeoisie et dans l'aristocratie que parmi les petits bourgeois, les paysans de certains départements et les ouvriers d'élite. En un mot, ce serait l'élément populaire de la nation qui, sous l'influence de la conception démocratique, tendrait à restreindre le nombre de ses enfants pour faciliter son ascension dans l'échelle sociale.

Nous croyons que l'éminent économiste de l'école classique se laisse entraîner un peu trop loin par le désir d'incriminer un idéal démocratique qui n'est assurément pas le sien.

Il est permis de douter de la fécondité des hautes classes de l'aristocratie, en présence des chiffres suivants donnés d'après l'almanach de Gotha de 1876. (Levasseur, op. c. t. III, page 182).

Fécondité de familles nobles

NOMBRE de familles nobles	NOMBRE TOTAL d'enfants vivants	NOMBRE D'ENFANTS par famille
France..... 74	201	2,7
Allemagne... 166	786	4,8
Angleterre... 28	137	4,9
Italie 56	176	3,0
Russie..... 43	67	5,1

On peut s'étonner, en présence de pareils chiffres, que, malgré leur grande fortune et le désir d'assurer la conservation d'un nom historique, les 74 familles qui forment l'élite de la noblesse française n'aient pas une fécondité plus élevée.

Les statistiques précitées (pages 52 et 53) montrent que ce sont les villes où l'élément de la petite bourgeoisie est le plus considérable qui ont la plus faible natalité. L'état d'âme de ces bourgeois français qui habitent les petites villes d'Auch et de Montauban, nous paraît très différent de celui des struggle for life anglo-saxon, de ces ouvriers de la haute industrie qui reçoivent de hautes payes de 14 et 15 francs par jour, vivent largement, et pour satisfaire plus sûrement leurs ambitions se syndiquent en de vastes corporations, redoutables organismes faits pour la lutte des classes ; ceux-ci représen-

tent l'élément de combat, ils se débarrassent en chemin des fardeaux inutiles, tels des coureurs qui veulent alléger leur course pour s'assurer la victoire ; ceux-là représentent l'élément de paix et de stabilité qui est le caractère de la bourgeoisie française ; c'est pour éviter à leurs enfants les soucis de l'existence et de la lutte pour la vie que les époux de cette catégorie limitent en France le nombre de leurs enfants ; ils arrivent ainsi au même résultat que ces ouvriers d'élite de race anglo-saxonne, mais en procédant d'états d'âme forts différents.

Aussi ne croyons-nous pas que le phénomène de la capillarité sociale, si justement mis en lumière par Arsène Dumont, soit la cause de la stérilité systématique de la bourgeoisie française.

Cette classe des petits propriétaires parmi lesquels se trouve le type des époux français, ayant 2, 3 enfants au plus, représente un élément aussi peu arriviste que possible et nous croyons que ce serait une profonde erreur de réunir dans une même cause la stérilité volontaire des uns et des autres.

Nous arrivons ainsi à une seconde cause, commune elle aussi à tous les pays de civilisation avancée : c'est la *diffusion du luxe et l'amour du bien être*.

Le XIX^e siècle a été marqué par une augmentation considérable de dépenses de luxe dans toutes les classes. Le développement de l'industrie a permis d'augmenter la quantité de richesses en circulation, et la consommation suivant une marche progressive, les habitudes de confort et de luxe réservées autrefois à certaines classes se sont introduites peu à peu dans la petite bourgeoisie et dans la classe ouvrière.

« Qu'est devenu le temps où toute la famille d'un petit bourgeois de Paris, dit M. Levasseur (population, « tome 3, page 111), se groupait le soir autour d'une « unique chandelle, où l'ouvrier déjeunait dans l'atelier, « sur le coin de l'établi, où de bons commerçants pro- « jetaient pour leur dimanche un déjeuner de gala au « bois de Boulogne et, transportant dans des paniers la « nappe, le couvert, le menu, dressaient le couvert sur « l'herbe ? Il est bien loin de nous, et la génération pré- « sente, qui a d'autre mœurs, ne nous le ramènerait pas. « Elle préfère les tramways et les chemins de fer au « coucou de la Porte Saint-Denis, et elle a raison. Mais « si à Paris elle a fourni en 1890 aux omnibus, tramways, « bateaux de la Seine plus de 330 millions de voyageurs, « et si, en France, le nombre des billets délivrés par les « chemins de fer a dépassé la même année 250 millions, « il faut bien que, malgré la diminution du prix des trans- « ports, elle paie pour ses besoins de déplacement qu'elle « satisfait si amplement plus que ne payaient ses aïeux « qui, n'ayant pas de chemins de fer, ne croyaient pas « nécessaire à la santé de leurs enfants de les conduire « aux bains de mer en été et n'envoyaient pas les élèves « des écoles primaires passer leurs vacances dans la mon- « tagne ou même visiter des pays étrangers ! »

L'habitude de ces jouissances inconnues de nos pères, ou rares pour eux, est si profondément entrée dans les mœurs que nous crions misère dès qu'il faut retrancher quelque chose de ce que les siècles passés auraient considéré comme un superflu ou comme un rêve irréalisable.

S'il faut se réjouir en un sens de cette élévation générale du niveau de la vie matérielle et du nombre de besoins que l'homme civilisé peut satisfaire, il faut reconnaître

que cette élévation du *standar of living* se paie le plus souvent par un déchet de la natalité. On prend facilement l'habitude de satisfaire aux besoins les plus artificiels, et bien souvent, pour s'en assurer la jouissance, on opposera un frein à la fécondité de l'espèce.

Dans combien de ménages ne fait-on pas ce coupable raisonnement et combien d'époux ne préfèrent-ils pas recourir aux pratiques de la fraude conjugale ?

Aussi, croyons-nous que le développement du luxe pris dans le sens le plus général, ou, si l'on veut, la diffusion du bien être dans toutes les classes de la Société, n'est pas étrangère à l'abaissement de la natalité que nous avons constaté dans le chapitre précédent, chez toutes les nations à civilisation avancée. Mais il ne faudrait pas y voir la principale cause de la stérilité relative de la famille française.

Les pays anglo-saxons ont, plus que le nôtre, subi l'influence du développement du régime industriel ; et l'on peut constater, en Angleterre, comme en Amérique, une élévation du *standar of living* plus considérable qu'en France.

Les ouvriers de la grande industrie reçoivent dans ces pays, des salaires très supérieurs à ceux de leurs camarades français ; ils sont habitués à plus de confort et considèrent, comme nécessaires à leur existence, des satisfactions que l'ouvrier français range encore parmi les objets de luxe ; cependant, ces pays ne subissent pas la même dépression de la natalité que la France.

La diminution volontaire de la natalité est enfin une conséquence générale de la civilisation, dont l'évolution est marquée par une tendance constante de l'homme à se soustraire au travail manuel. Non seulement, les classes

qui sont arrivées à s'affranchir de ces travaux, cherchent à conserver ce privilège apparent, mais dans les classes qui vivent du travail agricole et industriel, dès qu'un enfant révèle une intelligence exceptionnelle, ses parents cherchent à le libérer du travail de ses mains. C'est de là, précisément, que vient le nom de libérales donné aux carrières intellectuelles, par opposition aux carrières serviles. Une fois cette évolution accomplie dans le sens de l'intellectualisme, la propagation de la vie indéfinie de sa nature, trouve un frein dans le développement excessif des fonctions cérébrales. La vie cérébrale intense, la conscience aiguë, l'analyse de soi, l'intelligence réfléchie en un mot, limite la propagation de la vie par la prévoyance qui constitue le premier frein des énergies naturelles.

« La vie semble sourdre, dit M. Secrétan, du fonds « laborieux de l'humanité, en contact avec le sol et avec « l'outil, pour traverser les couches sociales et perdre sa « fécondité dans les classes où la richesse est héréditaire « et où la satisfaction des impulsions instinctives, passe « après celle des besoins artificiels. Ainsi, nous pouvons « dire, d'une façon générale, que l'intelligence affinée « constitue par excellence, le frein de la fécondité. La vie « condamne la race de ceux qui la discutent. Elle préfère « l'humilité d'esprit, l'insouciance, la gaieté, à l'intelligence qui délibère. L'espèce humaine a confié son avenir « à ceux qui ne cherchent pas à le prévoir. » (Henri Secrétan. *Les lois de la natalité, quelques notes sur le mouvement de la population*. Lausanne, 1897.)

Cette influence générale de la civilisation est d'autant plus dangereuse pour le développement de la natalité française, que notre race est essentiellement prévoyante et réfléchie ; une curieuse observation, nous permet de

conclure, que l'instinct de prévoyance est en opposition avec l'instinct naturel de reproduction ; elle a été faite par M. Charles Richet (*Réformes sociales*, 1^{er} août 1891), qui a constaté que les départements français qui ont la natalité la plus faible, étaient précisément ceux qui comp- taient le plus d'assurances contre l'incendie et contre la grêle, et d'assurances sur la vie.

Si la prévoyance est une force en donnant plus de sé- curité aux hommes sur leur avenir, elle peut devenir une cause d'impuissance quand, poussée à ses extrêmes limi- tes, elle entraîne la crainte de tous risques et fait dispa- raître l'esprit d'entreprise. C'est malheureusement le cas de beaucoup de français.

Une campagne de presse, toute récente, a été menée par un journaliste et romancier de talent ; nous voulons par- ler de M. Hugues Le Roux, qui, dans une série d'articles, parus dans le *Figaro* en 1896 et en 1897, sous la rubri- que : Nos fils, — nos filles, a fait ressortir avec beaucoup de verve, les fâcheux effets du manque d'esprit d'entre- prise de la jeunesse française et de son amour pour les carrières dites libérales et les fonctions rétribuées par l'Etat. C'est ce que M. Hugues Le Roux appelle le *séden- tarisme* défaut bien français, ayant pour corollaire cette autre plaie des nations civilisés : le *fonctionnarisme*.

On a fait le calcul de ce que les fonctionnaires coûtent annuellement à la France (*Journal des économistes*, fé- vrier 1897) ; cela atteint le chiffre formidable de 1.085.256.000 francs. En échange de cet énorme sacri- fice d'argent, que donne le fonctionnaire ?

Il est facile de dire que le fonctionnaire est un parasite de la Société, entretenu par elle et ne produisant rien, mais on ne peut oublier qu'il est une conséquence de la division

du travail et représente un rouage nécessaire dans l'organisme social. On peut cependant souhaiter, que cette armée, toujours grossissante diminue, car en même temps qu'augmente leur nombre on ne voit pas augmenter les services rendus par eux à la Société.

Enfin, au point de vue population, le fonctionnaire représente un élément stationnaire, car il n'arrive, le plus souvent, qu'après la 30^e année, à gagner un traitement lui permettant de subvenir aux charges d'un ménage. Et nous savons que les unions tardives sont généralement peu fécondes.

Enfin, dans ces dernières années, divers économistes ont signalé *la funeste influence de la plupart des lois françaises sur le mouvement de la population*.

C'est dans ce dernier sens, que paraissent se préciser les plus récentes critiques; elles ont été formulées, avec d'autant plus de vivacité, que pour beaucoup, elles n'étaient qu'une occasion heureuse d'attaquer le législateur et le gouvernement qui avaient créé et appliqué les lois.

Aussi, trouvons-nous souvent, de leur côté, un certain parti pris de faire retomber, sur notre organisation politique, la responsabilité de tous nos maux et de la dépopulation en particulier.

Mais ces réserves, une fois faites, nous sommes les premiers à reconnaître, que, sur bien des points, leurs critiques n'ont pas été inutiles et nous espérons que leurs réclamations ne resteront pas vaines.

Parmi ces dernières, nous devons signaler, une lettre adressée au Président du Conseil des Ministres en février 1897, par le Président de l'*Alliance nationale* pour l'accroissement de la population française.

Cette lettre, publiée dans la *Revue scientifique* du 13

février 1897, page 218, contient, après l'exposé du danger de la dépopulation au point de vue patriotique, l'énumération des vœux formulées par l'*Alliance*. Nous en reproduisons les plus saillants :

1° Que les Ministres de l'Instruction publique, de la Justice (légion d'honneur), de la Guerre (écoles militaires) et autres Ministres ayant, dans leur département, des établissements d'instruction, veuillent bien décider que les bourses seront exclusivement réservées (sauf circonstances exceptionnelles à déterminer) à des familles ayant au moins 3 enfants vivants, que, désormais, la règle qui empêche deux bourses d'être accordées à la même famille, soit supprimée lorsque cette famille aura 5 enfants vivants;

2° Que le Ministre des finances, veuille bien décider que les bureaux de tabac seront réservés exclusivement (sauf circonstances exceptionnelles) aux familles ayant au moins 3 enfants ;

3° Que les autres faveurs dont l'Etat dispose, soient de même réservées aux familles ayant au moins 3 enfants vivants ;

4° Que le nombre des enfants vivants soit marqué dans l'état signalétique des fonctionnaires de toutes les administrations et qu'il en soit tenu compte ;

5° Que les indemnités de logement, de résidence et de déplacement soient distribuées ainsi que l'exige l'équité proportionnellement au nombre des enfants vivants ;

6° Que l'Etat imite l'exemple de certaines Compagnies de chemins de fer, qui augmente les petits traitements proportionnellement au nombre des enfants ;

7° Que les fonctions, qui n'exigent pas de capacités spéciales, soient réservées aux chefs de famille qui ont plus de 3 enfants ;

8° Que les femmes mariées, employées par l'Etat, reçoivent leur traitement intégral pendant le congé qui leur est nécessaire lorsqu'elles deviennent mères.

Enfin, il faut signaler parmi les tentatives de réforme législative pour favoriser le relèvement de la natalité, l'exemption du paiement de la contribution personnelle et mobilière, accordée aux pères de plus de sept enfants, par la loi des finances de 1889 (article 3 de la loi du 17 juillet 1889). Cette loi n'a duré qu'une année.

Elle était d'ailleurs peu démocratique, des pères de famille exemptés, étaient tous plus ou moins aisés; les indigents étant exemptés de cette taxe qu'ils aient ou non des enfants.

Enfin, dans bien des communes, elle entraînait des injustices par suite du caractère de la taxe mobilière qui est un impôt de répartition, l'exemption accordée à des pères de famille aisés augmentant le fardeau des contribuables moins aisés.

Il est certain que les impôts indirects, taxes de consommation, droits de douane, droits d'octroi pèsent plus lourdement sur l'homme qui a 3 ou 4 enfants que sur celui qui n'en a pas. L'impôt mobilier, ayant pour base d'évaluation la valeur locative des locaux occupés par le contribuable, suit une augmentation proportionnelle à l'augmentation de ses charges et arrive à ce résultat injuste, que le père d'une nombreuse famille, obligé, malgré sa petite fortune, d'avoir un grand appartement pour loger tous ses enfants, paie une taxe plus lourde que le célibataire, ou le ménage sans enfants dont la situation de fortune est plus prospère. Les projets de réforme de M. Burdeau et de M. Doumer, conçus dans un esprit démocratique, corrigeaient heureusement les effets de cette

inégalité en créant une exemption de la taxe mobilière pour les petits revenus et en admettant une déduction de l'impôt, graduée d'après le nombre des enfants.

Les droits de succession frappent aussi d'une façon plus lourde des familles nombreuses en ne faisant aucune distinction entre les fils uniques qui n'ont presque jamais de frais de licitation à payer, et les enfants de familles nombreuses.

Ceux-ci payent souvent des frais de licitation très élevés pour éviter les funestes effets de l'indivision, et parfois doivent payer plusieurs fois l'impôt de succession sur le même héritage, qui, après avoir acquitté les droits de mutation en ligne directe, sera grevé des droits très lourds de mutation entre frères, quand le décès d'un des enfants *du decujus* donnera lieu à l'ouverture de la succession dans la ligne collatérale.

Ainsi, toutes les rigueurs de la loi paraissent atteindre plus durement les familles qui ont de nombreux enfants et l'on a pu dire, avec une certaine raison, que les diverses formes de l'impôt étaient des taxes à la fécondité.

(Voir *Réforme sociale*, 1898, p. 759. Manifeste de l'*Alliance nationale*.)

Parmi les projets de réforme des droits de succession, nous devons signaler celui, déjà ancien, de M. Thellier de Poncheville, déposé le 27 janvier 1891, sur le bureau de la Chambre des Députés et repoussé depuis.

Il exemptait du paiement de tous droits les successions inférieures à 1,000 francs, et créait une échelle mobile de l'impôt dont la proportion diminuait avec le nombre des enfants appelés à la succession.

L'impôt variait de la façon suivante :

2 fr. pour 100 fr., succession recueillie par 1 descendant.			
1 fr. 50	—	—	2 descendants
1	—	—	3 —
0 fr. 80	—	—	4 —
0 fr. 50	—	—	5 —

Enfin, parmi nos lois, celle qui a été le plus vivement attaquée comme étant la cause de la dépopulation française, se trouve la législation successorale. Ceci nous conduit au sujet même de notre étude, qui va porter sur les critiques formulées par Le Play et son école contre le principe du partage égal en matière successorale consacré par notre code civil.

Nous allons commencer par indiquer sommairement les principes de Le Play en matière de législation successorale ; après avoir reproduit les critiques qu'il adresse à notre code civil en le rendant responsable de la stérilité volontaire des unions nous verrons si l'examen des faits permet de justifier ces accusations.



CHAPITRE II

Principes de Le Play, en matière de législation successorale

Le Play distingue 3 types de régimes successoraux : 1^o régime de la conservation ; 2^o régime du partage forcé qui est celui de notre code civil ; 3^o régime de la liberté testamentaire qui est celui de la société conçue par Le Play avec la famille souche comme base.

Nous allons rappeler brièvement les caractères propres à chacun de ces régimes en terminant par celui du partage forcé, ce qui permettra de reproduire les critiques formulées contre notre législation successorale, immédiatement avant d'examiner les justifications qu'elles trouvent dans les faits.

Régime de la conservation forcée. — Le régime comprend les pays dans lesquels le patrimoine héréditaire est transmis à l'un des héritiers à l'exclusion des autres. Cet héritier, réservataire de l'ensemble du patrimoine est désigné par la loi, sans que la volonté du père de famille puisse modifier la dévolution ; cet héritier sera le plus souvent le fils aîné.

Ce système est propre aux constitutions qui imposent l'esprit de tradition ; il a fait, d'après Le Play, la force des nations française, anglaise et allemande sous l'ancien

régime en créant des familles notables qui cultivaient les arts et les professions libérales et protégeaient les masses imprévoyantes ; mais il est essentiellement aristocratique et contraire aux principes d'égalité et de justice.

S'il a l'avantage d'assurer la grandeur de quelques familles en maintenant leur patrimoine dans son intégralité entre les mêmes mains, il détruit l'autorité du père de famille, en le rendant incapable de récompenser ou de punir ses enfants, incapable enfin de transmettre la direction de sa fortune à celui de ses héritiers qui en serait le plus digne.

Il est enfin contraire aux principes de la liberté individuelle en privant le propriétaire du droit de disposer de ses biens après sa mort et réduit son droit aux proportions d'un simple usufruit. Enfin, il favorise, chez l'héritier réservataire, la paresse et l'inconduite dans laquelle il perdra trop souvent le sentiment des devoirs qui lui incombent. Aussi Le Play remarque-t-il que ce régime n'est fécond que lorsque la vertu se transmet avec le privilège de la naissance. Cette simple observation suffit pour condamner le système (Voir Le Play. La Réforme sociale en France. Paris 1866, tome 1, p. 155 et suivantes).

Régime de la liberté testamentaire. — C'est le régime préconisé par Le Play qui groupe dans cette catégorie toutes les législations laissant au testateur la libre disposition de la moitié au moins du patrimoine. Il est propre, dit-il, aux constitutions qui respectant la tradition, substituent définitivement l'initiative individuelle à l'intervention exagérée de l'Etat et aux privilèges. Ce régime était, pour Le Play, le corollaire indispensable d'une institution sur laquelle il fait reposer tout l'édifice social, nous voulons parler de la famille souche.

Il l'a définie lui-même de la façon suivante : (op. c. p. 327) « la coutume essentielle aux générations successives des bonnes familles souches de l'Europe a, pour traits principaux, l'habitation du foyer bâti par le fondateur de la race, la conservation de la communauté, l'exercice de la même profession et la transmission intégrale du même atelier de travail. »

En de nombreuses monographies (étude de la famille Mélonga publiée dans la série : Les ouvriers Européens), il a décrit, avec amour, plusieurs familles de ce type, prises en divers pays d'Europe et nous donne une profusion de détails sur l'organisation de ce groupe, véritable unité sociale, dont la conservation doit assurer la prospérité des nations.

La famille souche, dit Le Play, assure le bonheur des individus et accroît par ses rejetons la puissance de l'Etat ; Elle est basée sur le principe de la liberté testamentaire et sur la désignation d'un héritier par le père de famille qui choisira parmi ses enfants le plus digne de continuer son œuvre et de conserver le foyer. L'Héritier, c'est sous ce nom qu'il est désigné dans les œuvres de Le Play, est associé du vivant du père à la direction de l'entreprise, et à la mort de ce dernier il reçoit en même temps que le patrimoine, l'autorité qu'avait le chef de famille, véritable sacerdoce d'après sa conception morale très élevée de la Société. C'est l'Héritier, enfin, qui est chargé de perpétuer la famille par son mariage, que le Play suppose toujours très fécond, et d'assurer sa prospérité en facilitant l'établissement de ses frères et sœurs. Parmi ces derniers, les uns se fixeront dans d'autres régions pour y créer des entreprises, d'autres embrasseront les carrières libérales, recruteront l'armée ou la marine ; les plus entreprenants

iront aux Colonies fonder de nouveaux foyers, munis d'un pécule par les soins du chef de la famille. Auprès de ce dernier, resteront les membres célibataires de la famille qui contribueront par leur travail à sa prospérité et accroîtront de leur part la fortune des enfants de l'Héritier. La famille souche offrira toujours un appui à ceux de ses membres disgraciés par la fortune et pourra donner enfin un dernier et sûr asile à ceux qui succomberont dans les luttes de la vie, en dispensant ainsi l'Etat ou la Commune de toute charge d'assistance publique, en même temps qu'elle épargne aux malheureux l'humiliation de recevoir les bienfaits de la charité officielle.

Cette organisation reposant sur le maintien des traditions assure la conservation des mœurs simples et honnêtes qui procurent aux sociétés le bonheur et la prospérité. Enfin cette simplicité des mœurs familiales sera la meilleure garantie de la fécondité des unions.

Voici le tableau idéal que nous fait Le Play de la famille souche :

Considérée au moment où l'Héritier associé vient de contracter le mariage qui doit perpétuer la famille, celle-ci comprend habituellement, outre l'héritier et sa femme âgés de 25 et de 20 ans, le père et la mère mariés depuis 27 ans et âgés de 52 et 47 ans, un aïeul âgé de 80 ans, 2 parents célibataires frères ou sœurs du père de famille, 9 enfants dont les aînés se rapprochent par l'âge du frère héritier et dont le dernier est en bas âge ; enfin 2 domestiques vivant dans les conditions d'une complète égalité avec les autres membres de la famille. Les mères, pendant une période de 25 ans, mettent au monde jusqu'à 20 enfants, mais dans les conditions ordinaires de santé et de salubrité, le nombre des enfants de chaque mère est

généralement réduit à 10 au moment où cesse la fécondité. A dater de ce moment, la famille continue à s'accroître par les enfants issus du mariage de l'héritier, et après une nouvelle période de 25 ans, 10 nouveaux enfants restent acquis à la famille. Mais d'un autre côté, la mort, l'émigration, au besoin une modification dans le nombre des apprentis et des domestiques rétablissent l'équilibre et tiennent ainsi le nombre des membres en rapport avec la capacité de la maison et les travaux de l'atelier. Sur les cinq enfants non mariés de la génération précédente, 4 remplissent les vides faits par la mort, 5 vont chercher une situation dans l'armée, la flotte, l'industrie, le commerce ou fondent une nouvelle maison aux Colonies. Si l'Héritier meurt avant l'âge, la veuve conserve sa place au foyer domestique et si elle n'a pas d'enfant, l'un des frères cadets, au lieu d'émigrer, se marie aussitôt pour perpétuer la famille. Les familles souches augmentent encore leurs chances de bien-être et de durée en confiant à une fille aînée la mission de perpétuer la famille. Lorsqu'il y a succession continue d'héritières mariées à l'âge de 20 ans, les époques de fécondité de la mère et de la fille coïncident pendant cinq années et la famille s'accroît en 40 ans, autant qu'elle pourrait le faire en 50 ans avec 2 héritiers mâles. Elle peut alors disposer d'une moyenne de 6 émigrants dans un espace de 25 années.

La liberté testamentaire assure la fécondité des unions dans la famille souche ; le père, ayant la certitude de voir continuer son œuvre après sa mort, par l'héritier associé, et de pouvoir établir ses enfants dans la situation la plus conforme à ses goûts et à ses aptitudes, travaillera sans relâche à la prospérité de son entreprise, et, dit

Le Play, s'entourera, si Dieu bénit sa couche d'une nombreuse progéniture.

Enfin, son intérêt le pousse dans la voie de la fécondité ; le principe de la famille souche étant un groupement sur un grand domaine ou dans un atelier commun, chaque chef de famille trouvera, dans une nombreuse progéniture, la main d'œuvre et les collaborations nécessaires à son entreprise.

3° *Régime du partage*. — Le régime est en opposition complète avec le précédent ; tandis que celui-ci assurait la conservation du patrimoine et le maintien des traditions familiales, celui-là morcellera à chaque génération nouvelle, la fortune en voie de formation.

Le Play considère le partage forcé comme propre à donner un régime de transition, mais ne lui reconnaît aucun avantage pour une organisation permanente. Il est propre, dit-il, aux constitutions qui combattent l'esprit de tradition ; comme les révolutions, il ne peut être qu'une réaction momentanée contre les abus créés antérieurement par le privilège.

Il range dans la catégorie des régimes de partage forcé toutes les législations successorales où la quotité disponible est inférieure à la moitié des biens de la succession. Remarquons, dès maintenant, que la France n'est pas éloignée d'un régime différent puisque la quotité disponible s'étend jusqu'à la moitié des biens du testateur quand il y a un seul héritier réservataire.

A l'appui de sa thèse, Le Play invoque des exemples historiques montrant que sous toutes les législations, le principe du partage égal, en matière successorale, a été considéré comme une arme de combat destiné à démembrer la propriété et à ruiner le crédit de l'aristocratie terrienne.

C'est ainsi, qu'en 1703, le Parlement anglais voulant détruire l'influence des Catholiques Irlandais, leur appliqua le partage égal (loi 6^e de la 2^e année de la Reine Anne).

« Toute propriété dont un papiste est ou sera en possession sera de la nature du gavel Kind, l'héritage en sera attribué à tous les fils du papiste par portions égales et ne passera pas à l'aîné des fils, mais si le fils aîné de ce papiste est protestant la propriété lui sera transmise conformément à la loi commune du royaume. »

En Russie, où le gouvernement s'est souvent appliqué à restreindre l'influence des propriétaires nobles, la loi soumet au partage forcé les biens patrimoniaux et les titres de la noblesse.

Le Code civil lui-même a été voté sous l'inspiration de Napoléon dans un esprit de guerre contre les grandes familles. On cite souvent comme preuve de l'intention du législateur de 1806 à cet égard, la lettre suivante écrite par Napoléon à son frère Joseph Bonaparte, le 5 juin 1806 (citée par Georges Albert, la liberté de tester 1895) :

« Je veux avoir à Paris, 100 familles, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables, puisque ce ne sont que des fidéi-commis, et que ce qui ne sera pas attaché se détruira alors en peu d'années et ce que vous voudrez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous, il consolidera votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est pas fidéi commis tombe et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir. » (Mémoires du Roi Joseph, tome II, p. 275.)

Ainsi, notre régime successoral aurait été voté sous l'inspiration de Napoléon, non dans une pensée égalitaire

et démocratique, puisqu'il avait souci de créer une aristocratie nouvelle au moyen des majorats, mais dans une pensée de défiance à l'égard des grandes familles nobles de France dont l'Empereur voulait détruire la puissance.

Le Play observe que le but poursuivi n'a pas été atteint. C'est la petite et la moyenne propriété qui ont le plus souffert du régime du partage égal. La grande propriété s'est maintenue parfois grâce à la grande richesse de quelques familles nobles, dont les traditions ont permis d'attribuer à l'ainé des fils, la propriété des grands domaines fonciers. En d'autres endroits, elle a été désagrégée par la ruine des anciens propriétaires et reconstituée par des financiers ou industriels, fraîchement enrichis et désireux d'acquérir l'influence et la considération qui a toujours été attachée en France à la possession des grands domaines. Mais la propriété moyenne, de 10 à 20 hectares, qui est la tenure la plus répandue en France, s'est moins bien défendue en présence des dispositions de notre Code, qui rendent obligatoire le partage des immeubles et meubles composant la succession, et qui interdisent toutes conventions de conserver un héritage en état d'indivision.

Aussi, le premier effet du Code civil a été le morcellement de la propriété; ce morcellement est contraire au bon développement de la population, car le propriétaire d'un lopin de terre ne pouvant y trouver des ressources suffisantes pour entretenir une nombreuse famille, sera obligé de restreindre ses charges en limitant le nombre de ses enfants.

Il convient de remarquer, dès maintenant, que la question du morcellement de la propriété foncière ne doit pas être confondue avec celle de l'influence du régime suc-

cessoral sur la natalité. Il se peut que le morcellement de la propriété foncière ait pour effet de développer, chez les époux français, la tendance à la restriction volontaire, mais le morcellement n'est pas un effet immédiat du Code civil et constitue une question spéciale méritant d'être examinée séparément.

Le partage forcé entraîne enfin une diminution dans le taux de la natalité, d'après l'Ecole de Le Play, en agissant sur les parents d'abord, sur les enfants ensuite.

L'industriel et le commerçant, qui ont employé de longues années à la création de leur établissement, et consacré toute une vie de travail à la prospérité de leur entreprise, désireront, avant tout, assurer après leur mort la continuation de leur œuvre. Le régime de la liberté testamentaire, préconisé par Le Play, permettait au père de famille de désigner son successeur parmi ses enfants, de l'associer de son vivant à son œuvre, lui transmettre son expérience et son autorité en lui laissant le soin de faciliter l'établissement de ses frères et sœurs.

Le régime du partage égal met le père de famille dans l'impossibilité d'assurer la prospérité de son œuvre, en désignant, parmi ses héritiers, le plus digne et le plus capable de diriger l'entreprise. C'est en vain que le père se sera associé, dans la direction, celui de ses enfants qui lui paraissait le plus apte à le remplacer ; quand la mort viendra le surprendre, les autres enfants auront le droit d'exiger le partage ou la licitation qui entraînent le plus souvent la ruine de l'entreprise. Le testateur qui prévoit cette œuvre de désagrégation se résout difficilement à cette dure perspective ; aussi, dans bien des cas, pour assurer après sa mort la continuation de son œuvre, sera-t-il tenté de limiter le nombre de ses enfants. Enfin, un

pareil régime est un obstacle permanent à l'élaboration d'entreprises à longue échéance, chaque génération nouvelle entraînant une dislocation de l'œuvre commencée.

Mais une autre classe, très répandue en France, est celle des petits rentiers qui après une vie d'incessants labeurs ont fini par acquérir une modeste aisance et se retirent dans un coin tranquille de la province pour y jouir des fruits de leur travail. Ceux-là plus qu'aucun autre redouteront les effets du partage égal. Ayant appris dans une vie de privations combien il est difficile de réaliser quelques économies, ils s'imposeront tous les sacrifices pour transmettre à leurs enfants une situation meilleure que la leur, et bien souvent croiront assurer leur bonheur en limitant leur nombre pour éviter la dispersion du capital laborieusement amassé.

Enfin, le propriétaire-cultivateur, cet infatigable travailleur dont la ténacité et la puissante énergie rendent fécondes les terres les plus ingrates, lui qui s'impose toutes privations pour acquérir un premier lopin de terre, pour l'améliorer et pour l'agrandir, qui le cultive avec dévotion en reportant sur lui toutes les affections de son cœur de paysan, lui aussi n'aura qu'un but, éviter le morcellement du coin de terre fécondé par ses labeurs. Devant les prescriptions du Code, qui donnent à chaque héritier la faculté de réclamer sa part en nature, des meubles et immeubles de la succession, bien souvent le père préférera limiter le nombre des co-partageants en restreignant volontairement le nombre de ses enfants.

Telle est la véritable source de la dépopulation de la France, à tous les degrés de l'échelle sociale les propriétaires français tournent les dispositions égalitaires du Code et font des aînés en supprimant les cadets. « L'an-

cien régime, dit Viel-Castel, faisait des fils aînés, le régime actuel fait des fils uniques. »

Parmi les funestes effets du régime successoral sur la personne des enfants, Le Play signale la diminution de l'esprit d'entreprise et l'amollissement des caractères engourdis dans une trompeuse sécurité par l'espérance des héritages.

Nous ne reviendrons pas sur ces effets très indirects de notre législation, nous les avons déjà signalés plus haut, et il serait excessif de rendre le Code civil responsable du manque d'énergie de la jeunesse française, de son inclination pour les carrières libérales et les fonctions rétribuées par l'Etat. Le fonctionnarisme est certainement une conséquence les plus fâcheuses de la civilisation ; mais son grand développement en France est bien antérieur au Code civil : on en peut trouver l'explication première dans l'aptitude de la race pour les travaux de l'esprit, les choses de l'art, l'amour du beau, un certain goût pour la représentation qui a rendu le Français, sous tous les régimes, désireux des sinécures et des titres officiels. Sous l'ancien régime, ces goûts d'apparat étaient si développés, que le nombre des fonctionnaires inutiles, tant à la Cour que dans les provinces, était plus considérable, en tenant compte de la population, que celui des fonctionnaires actuels.

Aussi, tout en reconnaissant que la jeunesse française n'a point les goûts entreprenants de la jeunesse anglo-saxonne, ce qui la place dans un milieu moins favorable pour la propagation de la race, nous prétendons qu'il ne faut point chercher dans notre Code la cause de tous nos maux.

CHAPITRE III

Influence de la législation successorale sur le mouvement des naissances en France

Nous allons examiner, statistiques en mains, si les prétentions de l'Ecole de Le Play trouvent une justification dans les faits.

Et, d'abord, s'il est vrai que notre régime successoral produise une diminution dans l'accroissement de la population par un abaissement du taux de la natalité, il doit produire cet effet depuis le commencement du XIX^e siècle d'une façon constante et uniforme. Etant donné que les dispositions essentielles du Code civil relatives au partage égal, à la quotité disponible et au montant des réserves héréditaires, sont restées sensiblement les mêmes depuis la promulgation du Code, l'effet du régime successoral sur la natalité aurait dû conserver la même intensité à toutes les époques.

Or, l'étude de la courbe de la natalité française pendant ce siècle nous montre que son accroissement est extrêmement variable et les chiffres qui suivent sont loin de nous révéler une influence constante telle que devrait être celle du Code civil si les prétentions de l'Ecole de Le Play étaient justifiées par les faits.

Pour mieux suivre le mouvement de la natalité française au cours de ce siècle nous avons établi le tableau d'ensemble suivant d'après les chiffres fournis par M. Levasseur (population, tome 2, p. 6) et d'après ceux de l'annuaire d'économie politique et statistique de Block, complétés par le *Journal officiel*.

Mouvement de la natalité française

ANNÉES	POPULATION (en millions)	NAISSANCES (en milliers)	NATALITÉ (= nombre de naissances par 1,000 hab.)	ANNÉES	POPULATION (en millions)	NAISSANCES (en milliers)	NATALITÉ (= nombre de naissances par 1,000 hab.)
1801	27,4	903	33,1	1826	31,8	992	31,1
1802	27,5	918	33,4	1827	31,9	980	30,6
1803	27,6	919	33,0	1828	32,1	976	30,3
1804	27,7	907	32,7	1829	32,3	965	29,9
1805	27,7	912	34,0	1830	32,4	968	29,8
1806	29,1	916	31,5	1831	32,5	986	30,3
1807	29,2	925	31,6	1832	32,8	937	28,6
1808	29,3	912	31,1	1833	32,8	970	29,6
1809	29,5	933	31,6	1834	32,9	986	29,9
1810	29,6	931	31,4	1835	33,2	993	29,9
1811	29,8	926	31,0	1836	33,5	979	29,2
1812	30,0	883	29,4	1837	33,7	943	28,0
1813	29,9	895	29,9	1838	33,8	963	28,5
1814	29,7	994	33,4	1839	33,9	958	28,2
1815	29,5	953	33,2	1840	34,1	952	27,9
1816	29,2	968	31,1	1841	34,2	976	28,5
1817	29,5	944	32,0	1842	34,4	982	28,5
1818	29,7	114	30,8	1843	34,6	978	28,3
1819	29,9	987	32,9	1844	34,7	959	27,6
1820	30,2	959	31,7	1845	34,9	982	28,1
1821	30,4	965	31,7	1846	35,4	965	27,3
1822	30,7	972	31,6	1847	35,5	901	25,4
1823	30,9	963	31,1	1848	35,5	940	26,4
1824	31,2	984	31,4	1849	35,6	985	27,6
1825	31,5	973	30,8	1850	35,6	954	26,7

ANNÉES	POPULATION (en millions)	NAISSANCES (en milliers)	NATALITÉ (= nombre de naissances par 1,000 hab.)	ANNÉES	POPULATION (en millions)	NAISSANCES (en milliers)	NATALITÉ (= nombre de naissances par 1,000 hab.)
1851	35,7	971	27,1	1876	36,9	966	26,2
1852	35,9	961	26,8	1877	37,0	914	25,5
1853	36,1	936	25,9	1878	37,2	937	25,2
1854	36,2	921	25,5	1879	37,3	936	25,1
1855	36,1	902	25,0	1880	37,5	920	24,5
1856	36,1	952	26,3	1881	37,6	937	24,9
1857	36,2	940	25,9	1882	37,8	935	24,8
1858	36,3	969	26,7	1883	37,9	937	24,7
1859	36,4	1017	27,9	1884	37,9	937	24,6
1860	36,4	956	26,2	1885	38,0	924	24,3
1861	37,3	1005	26,9	1886	38,2	913	23,9
1862	37,5	995	26,5	1887	38,2	899	23,5
1863	37,6	1012	26,9	1888	38,3	883	23,1
1864	37,9	1005	26,6	1889	38,4	880	22,9
1865	38,0	1005	26,5	1890	38,5	838	21,8
1866	38,0	1006	26,4	1891	38,3	866	22,3
1867	38,1	1007	26,4	1892	38,3	855	22,2
1868	38,3	984	25,7	1893	38,4	874	22,5
1869	36,8	948	25,6	1894	38,4	855	22,2
1870	36,9	943	25,5	1895	38,5	834	21,8
1871	36,5	826	22,6	1896	38,2	865	22,4
1872	36,1	966	26,8	1897	38,2	859	22,5
1873	36,2	946	26,1	1898	38,2	843	22,4
1874	36,4	954	26,2	1899	38,2	847	22,4
1875	36,6	950	26,0				

Les chiffres des colonnes population et naissances sont donnés, pour la période 1890-98, d'après les *Annuaire*s d'Economie politique de Block.

La première remarque générale que l'on puisse faire, en jetant un simple coup d'œil sur les colonnes de ce tableau, est qu'il y a un mouvement général, long et continu dans son effet, qui a déplacé peu à peu la moyenne des nais-

sances; sur ce mouvement général viennent se greffer d'une année à l'autre des variations brusques et accidentelles.

Pendant la première moitié du siècle, la tendance à la diminution de la natalité reste insignifiante; la natalité qui était au début du siècle de 33, 1, fléchit rapidement dès les premières années de l'Empire au chiffre de 31, 5 en 1806, pour se maintenir à peu près jusqu'à l'année 1845, où elle atteignait encore la moyenne de 28,1 naissances par 1.000 habitants.

Ainsi, pendant près de 40 ans, après la promulgation du Code, l'accroissement de la population se fait normalement et ne paraît pas avoir subi d'influences déprimantes du nouveau régime successoral.

Objectera-t-on que pendant cette période, les effets du Code ne s'étaient pas fait sentir, qu'une loi mauvaise ne produit pas ses effets du jour au lendemain, qu'on ne s'aperçoit souvent des maux dont elle est la source que bien après sa mise en vigueur ?

A cela, nous répondrons que les nouveaux effets du régime successoral ont dû apparaître, sinon tout de suite, du moins peu de temps après la promulgation du Code civil. La génération de la première époque avait pu se rendre compte de l'effet égalitaire de la législation successorale et des inconvénients qu'elle pouvait avoir au point de vue de la conservation de la fortune et du maintien du crédit et de l'influence entre les mains des détenteurs du sol. Ces effets se sont produits dès la mise en vigueur du Code Napoléon, et c'est faire une large concession aux représentants du système adverse, en fixant à l'année 1828 le point de départ de la période de plein effet du régime successoral. Les hommes de la Restauration

ont si bien compris quelle atteinte était portée au crédit de la vieille aristocratie française, par les nouvelles dispositions successorales, qu'ils ont essayé un retour en arrière au profit des grandes familles. Nous voyons, le 10 février 1826, présenter aux Chambres, par M. de Villèle, chef du cabinet conservateur, un projet de loi rétablissant le droit d'ainesse d'une façon indirecte dans les familles aristocratiques, en accordant de droit la quotité disponible à l'aîné des mâles en cas de décès *ab intestat*, quand il s'agissait de successions immobilières acquittant au moins 300 francs d'impôt direct et ayant ainsi une contenance approximative de 129 hectares (Boissonnade, *Histoire de la réserve*, p. 433.)

Or, c'est pendant la période 1821-1831, que nous trouvons l'accroissement le plus considérable de la nation Française pendant tout le cours du siècle. La population passe à cette époque, du chiffre de 30 millions 40.000 habitants à celui de 32.500.000, gagnant ainsi 2 millions et demi dans l'espace de 10 ans. Cet accroissement est le plus considérable et répond à la période de prospérité qu'a eue la France sous la première Restauration, grâce à la reprise des affaires troublées par les guerres incessantes du premier Empire. Si nous examinons le mouvement de la natalité pendant la même époque, nous le voyons suivre une marche régulière et se maintenir à un niveau assez élevé. De 31,7 en 1821, il passe à 30, 3 en 1831 ; le taux de la natalité se maintient jusqu'à l'année 1845, sans de grands écarts en faisant exception pour l'année 1832, qui le voit descendre de 30, 3 à 28,6, sous le coup de la crise intense produite par la Révolution de Juillet et aggravée par le choléra. Le chiffre des naissances est, cette année, de 937,434 ; elles remontèrent bientôt suivant

le progrès de l'activité industrielle jusqu'en 1835, année de bonne récolte, qui a produit le maximum de la période 1830-45, soit 993,833 naissances, ce qui donnerait une natalité de 29,9. Ce taux s'abaisse régulièrement jusqu'en 1845, en suivant une progression lente et continue qui le fait descendre à 28, 1 pour cette année.

C'est à partir de 1845, que commence la deuxième évolution générale de la population française que nous signalions précédemment et qui se caractérise par une chute assez rapide de la natalité qui amène une diminution considérable dans l'accroissement de la population. Tandis que, pendant la première période, elle augmentait de six millions 500.000 habitants en 43 ans, elle n'augmente plus que de 3 millions 400.000 pendant le même nombre d'années.

Le taux de la natalité fléchissait également avec plus de rapidité, passant de 28,1 en 1845, à 23,1 en 1888 et à 22,4 en 1899. L'examen du tableau nous montre, en outre, des oscillations brusques et accidentelles qui ne se produisaient pas pendant la première moitié du siècle. Il semble qu'à partir de 1845, la population ait été plus sensible à l'influence du milieu et des crises économiques ou politiques.

En 1847, le chiffre des naissances tombe à 801.861, abaissant la natalité à 25,4 : cette chute considérable était due à la mauvaise récolte de l'année 1846, suivie d'une disette en 1847. L'année suivante, l'abondance des récoltes vint contrebalancer l'action déprimante de la Révolution de 1848 et de la crise commerciale, et la natalité remonte à 26,4, puis à 27,6 en 1849. Avec le second Empire, nous voyons le nombre des naissances varier d'une année à l'autre, en subissant le contre-coup des événe-

ments politiques, de la guerre de Crimée et des mauvaises récoltes qui firent monter le prix de l'hectolitre de blé de 16 à 29 francs, de 1853 à 1855. Le chiffre des naissances tomba, pendant cette dernière année, à 902.336; bientôt après, il y a une brusque variation sous l'influence de l'essor donné aux affaires par la cessation des hostilités et la paix de Paris.

L'année 1859 enregistre 1.107.000 naissances, chiffre qui n'avait jamais été atteint et ne le sera pas avant 1898. Les années qui suivent, de 1860 à 1867, sont des années de prospérité économiques et politiques; le mouvement de la population est très satisfaisant. Le taux de la natalité se maintient sans de grandes variations dans la proportion de 26,5 pour les années 1860 à 1867. A partir de ce moment, la France souffre d'une crise économique qui fait descendre la natalité à 25,6 en 1869; vinrent ensuite les années 1870-1871, les campagnes meurtrières qui enlèvent la partie la plus valide de la population, l'envahissement du territoire qui suspend les transactions; partout le deuil et la misère; aussi le chiffre des naissances tombe à 826.000, le chiffre le plus bas qui ait été enregistré pendant tout le XIX^e siècle; en même temps le chiffre des décès montait à un million 46.000 en 1870 et à un million 870.000 en 1871, abaissant pour cette dernière année le taux de la natalité à 22,6.

Avec le traité de Francfort, la France voit son territoire amoindri; la perte de l'Alsace-Lorraine, qui comprenait les 3 départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, fait subir une perte considérable à la population et à la natalité. Ces trois départements avaient, en effet, une population d'un million et demi d'habitants, dont la fécondité était supérieure à celle du reste de la

France ; tandis que la natalité moyenne de la France était de 26, 11, celle des trois départements annexés était de 30,8.

Aussi, après la réaction, qui suit toujours les grandes crises politiques et qui fait remonter notre natalité pendant les années 1872 à 1876, nous voyons bientôt le chiffre des naissances s'abaisser d'une façon définitive : en 1877, on n'enregistre plus que 944.000 naissances, et tous les ans ce chiffre diminue progressivement en suivant une marche régulière jusqu'à l'année 1890, qui voit ce triste phénomène inconnu jusqu'alors dans les annales démographiques de la France, d'un excédent de décès se produisant en pleine paix sans que l'on puisse le rattacher à une cause immédiate, crise économique ou crise politique.

L'année 1890 accuse un excédent de décès de 38.000 sur le chiffre des naissances ; en 1891, nous trouvons encore un excédent de 10.000 décès et, en 1892, nouvel excédent de 20.000 décès. L'année 1894 se termine encore par un excédent de décès, et, depuis, la population reste à peu près stationnaire. En 1896, le recensement général de la population française donne un chiffre de 38 228.000 habitants que nous pouvons conserver pour l'évaluation de notre population pendant les années suivantes ; le nombre des naissances a une légère tendance à diminuer, mais la compensation est faite par une diminution de la mortalité, de telle sorte que la proportion des naissances reste fixée à 22,4 pour 1.000 habitants.

Sans rechercher ici les causes de cet excédent de décès, qui a si malheureusement signalé les années 1890, 1891, 1892 et 1894, nous pouvons rappeler qu'on peut l'attribuer en partie à une épidémie d'influenza qui a sévi dans toute la France en faisant de nombreuses victimes, enfin

au contre-coup de la guerre de 1870. Cette guerre a diminué le nombre des naissances pendant les années 1870-1871, produisant ainsi une génération moins nombreuse et moins vigoureuse que celle des autres années. C'est cette génération qui est arrivée à l'âge du mariage pendant les années précitées et, dans ces conditions, le petit nombre des adultes et la faiblesse de leur constitution peut expliquer l'excédent anormal des décès.

M. Turquan, chef de la statistique au Ministère du Commerce, a fait un tableau des oscillations de la population française par période quinquennale de 1821 à 1896 (citée par Georges Guerry, mouvement de la population agricole en France, 1894). Il résume d'une façon très claire les observations qui précèdent et nous croyons utile de le reproduire en le complétant, pour les années 1887 à 1899, avec les chiffres du *Journal officiel*. Nous y trouverons la confirmation de notre opinion basée sur l'étude du mouvement général de la population en France.

(Voir le tableau au verso.)

Périodes	Accroissement total	Accroissement annuel moyen	Diminution de la population
1821-1826	1.397.000	279.000	
1826-1831	700.000	140.000	
1831-1836	971.000	195.000	
1836-1841	689.000	137.000	
1841-1846	1.170.000	234.000	
1846-1851	382.000	76.000	
1851-1856	356.000	71.000	
1856-1861	746.000	149.000	
1861-1866	680.000	136.000	
1866-1871	564.000	112.000	
1871-1876	802.000	200.000	
1876-1881	766.000	153.000	
1881-1886	546.000	109.000	
1886-1891	200.000	40.000	
1891-1896	»	»	1813
1896-1898	235.000	78.000	

(Levasseur, *Population*, tome II, page 14).

Si nous commentons les chiffres de ce tableau, nous voyons que les périodes d'accroissement de 1821 à 1826, 1831-36, 1841-46, 1856-61, 1871-76, proviennent de la constitution des gouvernements nouveaux et du mouvement de la reprise des affaires interrompues en temps de crise ; tandis qu'à l'inverse, les reculs constatés pendant les périodes 1826-31, 1836-41, 1846-51, 1866-71, 1886-87, correspondant aux crises de la vie politique et de la situation économique, sont causés par la révolution de

1830, les craintes de guerre, les attaques contre le Gouvernement de Charles X, par la révolution de 1848 et le mouvement socialiste de cette époque qui en portant le trouble dans les rangs de la bourgeoisie a eu son contre-coup dans la natalité, enfin par le coup d'Etat, les guerres de Crimée, d'Italie, de 1870, la commune et les incertitudes de la période boulangiste.

Nous pouvons signaler enfin parmi les causes de la diminution des naissances pendant les années 1890 à 1893, les craintes qu'inspiraient à la bourgeoisie le mouvement anarchiste de propagande par le fait.

Ainsi, les précédentes statistiques nous montrent que le mouvement de la natalité suit le développement économique du pays et subit les variations de la vie politique du pays. « La population qui vit de richesses et qui prospère dans le travail, est un thermomètre sensible qu'affectent les crises sociales, politiques et commerciales et surtout les crises alimentaires ». (1)

Peut-on, en présence de semblables fluctuations de la

(1) N'y a-t-il pas une certaine contradiction entre la conclusion de M. Levasseur, que nous citons à cette page, et l'opinion que nous avons exposée plus haut (voir page 40 et suivantes) en montrant que la restriction volontaire de la natalité paraît avoir son origine dans la possession de la richesse ?

S'il est vrai que les départements comptant le plus de propriétaires sont ceux qui ont la plus faible natalité, comment expliquer cette augmentation générale de la population française pendant les années de prospérité ?

— Et d'abord la faible natalité constatée précédemment dans les régions les plus riches de la France, tient compte uniquement du nombre d'enfants dans chaque ménage ; la prospérité peut entraîner une augmentation générale de la population en relevant la nuptialité sans augmenter la natalité légitime ou plutôt

natalité française, depuis 1845, discerner l'influence du régime successoral sur la population ? Il est bien difficile de dégager l'influence d'un pareil élément, alors que l'accroissement de la population est soumis à tant de causes.

On pourrait prétendre, il est vrai, qu'avec une meilleure législation successorale, avec le régime de la liberté testamentaire, par exemple, les Français seraient plus heureux et que, jouissant d'une prospérité plus grande, ils seraient plus féconds.

Nous retombons alors dans l'étude des conséquences indirectes de la législation successorale. Car il faudrait établir d'abord que telle législation peut augmenter la prospérité nationale et que sous l'influence de cette prospérité la natalité augmenterait ; ceci nous ferait sortir du domaine de notre étude.

La seule accusation précise portée par l'Ecole de Le Play contre notre régime successoral et que nous puissions discuter est celle-ci : les époux français limitent volontairement le nombre de leurs enfants pour éviter les funestes effets du partage égal. Cette accusation se base

la fécondité des unions. En d'autres termes, il y aura un grand nombre de mariages d'une fécondité limitée à 2 ou trois enfants, par le désir de conservation du patrimoine.

Mais la partie de notre population qui contribue le plus à son augmentation numérique est précisément celle qui ne possède pas, mais qui travaille : la classe ouvrière, qui est peu prévoyante et peu économe, dépense sans compter le produit de son labeur pendant les années d'abondance et prolifère abondamment ; en nous servant des mêmes termes que Stuart Mill, nous dirons qu'elle « *fait des enfants* » tandis que la classe bourgeoise « *fait des économies* ». Ceci nous explique la contradiction apparente qui existe entre les conclusions précitées.

sur la diminution du nombre des naissances légitimes par mariage (voir notre tableau précédent), qui, de 3,84 pendant l'époque 1806-1810, est tombé à 2,96 en 1889 et à 2,25 en 1899.

Il est facile de voir que l'influence du régime successoral établi par le législateur de 1803 n'est pas la cause de ce mouvement rétrograde, car cette influence étant la même depuis le début du siècle aurait dû se produire d'une façon constante et avec une certaine uniformité.

On peut observer, en effet, que le nombre des enfants issus de chaque mariage reste sensiblement le même jusqu'au milieu du siècle. De 3,84, pendant la période 1806-10, il passe au chiffre de 3,23 pour la période 1846-1850; c'est, on le voit, une bien légère diminution pour une aussi longue période, diminution de 0,21 sur le chiffre initial de 3,84, soit du 1/18.

Enfin, dans la même période, on constate des oscillations de la fécondité conjugale qui nous révèlent, dans leurs origines, l'influence prépondérante d'une autre cause que celle de la législation successorale. C'est ainsi que le nombre moyen des naissances par mariage passe de 3,47 en 1815 à 4,08 pendant la période 1816-20 et revient à 3,64, de 1821 à 1825.

Si le Code civil avait une influence déprimante sur la natalité française, conformément aux prétentions de l'Ecole de Le Play, il semble que l'on ne trouverait pas les irrégularités et les brusques oscillations que nous ont révélées l'étude du mouvement général de la population aussi bien que celle de la natalité légitime. La loi successorale qui est constante en ses effets, depuis le début du siècle (nous ne considérons que l'effet des principes généraux sur lesquels elle repose), devrait produire l'effet

d'un vaste régulateur sur le mouvement de la population, en abaissant sa courbe d'une façon permanente et continue.

Or, nous savons que pendant la première partie du XIX^e siècle, l'accroissement de la population française s'est produit d'une façon satisfaisante. Dans la deuxième moitié du siècle, le chiffre des naissances diminue bien d'une façon très sensible, mais nous avons vu, en suivant la courbe de la natalité et en indiquant la cause de ses oscillations, que ces chutes et ces relèvements du chiffre annuel des naissances, s'étaient produits sans que le Code civil ait éprouvé de modifications correspondantes et, qu'en réalité, elles avaient leur cause dans les événements politiques et dans les crises économiques, révélant ainsi, dans notre population, une sensibilité très remarquable de l'organisme social.

Ainsi, cette première étude statistique de la natalité française ne paraît pas favorable à la thèse de Le Play ; nous allons voir si l'examen de la natalité européenne lui est plus favorable et peut offrir, par voie de comparaison, quelques justifications des accusations portées contre le régime successoral du Code Napoléon.

CHAPITRE IV

La natalité européenne et la réserve

S'il est vrai que le régime successoral du Code civil produise une diminution volontaire de la natalité, nous devons constater le même effet dans tous les pays soumis à son influence.

Nous avons déjà vu que la France, depuis le début du XIX^e siècle, ne paraissait pas l'avoir subie, et que dans tous les cas l'effet du Code civil sur la natalité ne présentait pas l'uniformité d'action dans le temps qui devrait caractériser une semblable cause. Nous allons voir qu'elle offre les mêmes différences dans son action dans l'espace et que, hors de France, des dispositions successorales identiques ou semblables à celles de notre Code, ne produisent pas le même effet sur la natalité.

Nous divisons ainsi ce chapitre :

1^{re} section. — Pays ayant la même réserve successorale que la France (Belgique, canton de Genève, Hollande, Prusse-Rhénane).

2^e section. — Pays ayant des réserves qui se rapprochent de la réserve française (Suède, Norwège, Italie, Autriche, Danemark).

3^e section. — Pays de liberté testamentaire (Angleterre, Russie).

1^{re} SECTION

Belgique

La Belgique est soumise au régime du Code civil, elle est sensiblement dans les mêmes conditions géographiques que les régions françaises limitrophes et, comme notre pays, elle a atteint, depuis plusieurs années, un degré de civilisation très avancé ; bien que soumise à un régime monarchique, elle a des institutions très libérales, aussi, tout en tenant compte de la différence considérable entre la densité de sa population (202 habitants par kilomètre carré) et celle de la France (72 habitants par kilomètre carré en 1881), on peut comparer avec fruit la courbe de la natalité dans ces deux pays soumis depuis un siècle à la même législation.

La densité de la population ayant sa cause dans la richesse et la prospérité industrielle de la Belgique offre, au contraire, un excellent terrain d'expérience pour voir fonctionner le régime successoral du Code civil, et pour vérifier s'il est exact que les pères de famille limitent volontairement le nombre de leurs enfants pour éviter les partages après leur mort. Il est évident que cet effet ne peut se produire sur la natalité que dans un milieu de propriétaires, et la Belgique se trouve donc à ce point de vue dans les meilleures conditions pour faciliter notre étude.

Voici le tableau de l'accroissement des populations françaises et belges de 1801 à 1899. Nous l'avons dressé avec les chiffres de M. Levasseur et de M. Block (Levas-

seur, op. c. tome III, p. 232, Block, Europe politique et sociale, édit. 1892) :

France			Belgique
1801	population...	26,8	5,9
	(en millions d'hab.)		
	rapport.....	100	100
1840	population...	83,3	4,1
	rapport.....	124	141
1886	population...	38,3	5,9
	rapport.....	133	203
1898	population...	38,4	6,1
	rapport.....	134	210

Ainsi, avec le même régime successoral que la France, la Belgique voit sa population augmenter en 98 ans, dans la proportion de 100 à 210, c'est-à-dire de plus du double, tandis que la population française passe de 100 à 134.

Si nous examinons les 3 facteurs de la population, nuptialité, natalité, mortalité, nous voyons que la cause de cette brusque augmentation se trouve dans la natalité principalement.

Le nombre de mariages est en effet inférieur à celui de la France. Dans la période 1865-1888, on compte :

En France, 7,7 mariages pour 1000 habitants ;

En Belgique, 7,1 — —

Le taux de la mortalité est un peu inférieur il est vrai à celui de la France. Dans la période 1865-83, on compte :

25,8 décès par 1000 habitants en France ;

22,4 — — en Belgique.

Mais, c'est le deuxième facteur, la natalité, qui nous donne l'explication de l'écart si considérable entre la population belge et la population française, ainsi que nous le montre le tableau suivant (Levasseur, op. c. III, p, 322) :

PÉRIODES	Taux de la natalité en France	Taux de la natalité en Belgique
1841-50	27,4	30,4
1851-60	26,3	29,8
1861-70	26,3	31,9
1871-80	25,4	32,3
1881-90	24,0	30
1891-98	»	»

Ainsi, dans un espace de 50 ans, la natalité belge ne perd que 0,4 naissances par 1000 habitants, tandis que la natalité française subit un déficit de 3,4.

Si l'on considère seulement les 40 premières années,

on voit le chiffre des naissances augmenter en Belgique de 1,9 par 1000 habitants, entre 1841 et 1880, tandis que la France perd 2,4 naissances.

De pareils chiffres se passent de commentaires, car il serait inadmissible que, pendant près d'un demi-siècle, la Belgique se soit maintenue en voie d'accroissement, si le régime successoral du Code civil qui la régit avait sur la natalité une influence déprimante.

Canton de Genève

Le canton de Genève est soumis au régime du Code civil français et présente des caractères communs avec la France par son développement industriel et par l'extrême division de sa richesse.

Le tableau suivant nous montre que la population a augmenté lentement pendant la première moitié du siècle et très rapidement depuis 1850.

Voici les totaux des divers recensements annuels depuis 1815, nous empruntons ces chiffres à une brochure publiée en 1900 par le bureau cantonal de statistique. « Le recensement cantonal de 1899 ».

1815	48000	hab.	1870	83000	hab.
1852	51000	—	1880	101000	—
1828	53000	—	1888	106000	—
1834	56000	—	1895	114000	—
1837	58000	—	1897	120000	—
1843	61000	—	1898	124000	—
1850	64000	—	1899	127000	—

L'accroissement annuel est très variable, mais beaucoup plus considérable depuis 1850, année de la démolition des fortifications.

Accroissement annuel moyen	375 habit.	de 1815 à 1822
—	399	— 1822 à 1828
—	667	— 1834 à 1837
—	329	— 1843 à 1850
—	1796	— 1850 à 1860
—	1000	— 1860 à 1870
—	826	— 1870 à 1880
—	643	— 1880 à 1888
—	1289	— 1888 à 1895
—	4141	— 1897 à 1898
—	2486	— 1898 à 1899

Si nous comparons ces chiffres avec ceux de la France, comme nous avons fait pour la Belgique,

		FRANCE	CANTON de GENÈVE
1815	population ..	29.500.000	48.000
	rapport.....	100	100
1880	population ..	37.500.000	101.000
	rapport.....	122	209
1899	population ..	38.900.000	127.000
	rapport.....	125	270

nous constatons que la population du canton de Genève,

a plus que doublé entre 1815 et 1880, tandis que celle de la France ne gagnait pas le quart de sa population primitive.

Mais si nous examinons la cause de cette brusque augmentation de la population genevoise, nous voyons qu'on ne saurait en tirer aucun argument contre la thèse de Le Play, car c'est l'immigration et non la natalité qui alimente la population.

Le nombre des enfants dans la population d'origine genevoise diminue au contraire pendant qu'augmente la proportion des adultes, ce qui prouve bien que la natalité est comblée par l'immigration.

Voici encore à cet égard les chiffres intéressants du recensement genevois de 1899 (op. c. page 6) :

GÉNEVOIS		1895	1899	Différence
		—	—	—
	Hommes.	9408	10028	augmentation 6,6 %
	Femmes.	12524	13278	augmentation 6,0 %
	Enfants..	8927	8733	diminution.. 1,7 %
		30859	32079	augmentation 4,0 %

Ainsi, diminution absolue du nombre des enfants qui ne forment plus que 27,3 % du total au lieu de 48,9 % en 1895.

Tandis que la natalité des vieilles familles genevoises diminue, celle des confédérés et des étrangers qui ont immigré se maintient :

		1896	1899	Différence	
		—	—	—	
CONFÉDÉRÉS	{ Hommes.	7189	8277	augment.	15,1 %
	{ Femmes.	9808	11137	—	14,1 %
	{ Enfants..	8036	8638	—	7,5 %
ÉTRANGERS	{ Hommes.	10772	13547	—	27,7 %
	{ Femmes.	12621	14990	—	18,8 %
	{ Enfants...	10832	11933	—	10,7 %

Pour l'ensemble des 3 éléments de la population du canton de Genève, les hommes ont une augmentation de 16,7 %, les femmes de 12,7 % et les enfants de 5,8 % seulement.

Ainsi, la natalité du canton de Genève serait plutôt favorable à la théorie de Le Play, en nous montrant une diminution considérable des naissances dans la population bourgeoise, d'origine genevoise, par l'effet de la restriction volontaire.

Hollande

La Hollande est actuellement régie par le Code civil de 1838, qui la place sous le régime du Code Napoléon pour le droit successoral et l'étendue de la quotité disponible. (Voir Paul Albert. La liberté de tester.)

Voici le tableau de l'accroissement de sa population comparé avec celui de la France :

		HOLLANDE	FRANCE
1801	{ population ..	2.000.000	26.800.000
	{ rapport.....	100	100
1840	{ population ..	2.900.000	33.300.000
	{ rapport.....	140	106
1886	{ population ..	4.400.000	38.300.000
	{ rapport.....	220	119

(Levasseur, *Population*, tome 3, page 240)

La raison de la différence considérable dans l'augmentation de population de ces deux pays se trouve dans la natalité.

En effet, le chiffre de la mortalité est presque égal à celui de la France ; dans la période 1881-1890 il y avait :

En Hollande 21 décès pour 1000 habitants

En France 22 — — —

(Chiffres cités par M. Bertillon. *Réforme sociale*, 16 décembre 1899.

Les chiffres de la nuptialité sont aussi sensiblement égaux à ceux de la France ; dans la même période, 1881-1890, on comptait :

En France, 7,4 mariages par 1000 habitants

En Hollande, 7,8 — — —

(Gonnard, thèse).

C'est dans les chiffres de la natalité que nous trouvons la cause de la différence démographique entre la France et les Pays-Bas, ainsi que nous le prouve le tableau suivant :

HOLLANDE		FRANCE
32.7	1851-60	26.3
36.2	1861-80	36.2
34.2	1881-90	24.9

Ainsi, dans une même période de 39 ans, tandis que la natalité française perdait 3,1 naissances pour 1000 habitants, la Hollande gagnait 1,5.

On trouve enfin, dans l'intérieur des Pays-Bas, les mêmes différences entre la natalité de ses diverses régions, que celles constatées pour la France au chapitre précédent. C'est ainsi que, dans la période 1874-1884, la Hollande méridionale comptait 43 naissances pour 1000 habitants, tandis que la Gueldre, ou Hollande du nord, comptait seulement 34 naissances pour 1000 habitants.

Ainsi, la statistique, loin de nous révéler dans la natalité hollandaise une influence déprimante du régime successoral, nous fait constater l'augmentation du chiffre des naissances dans des conditions qui permettent de condamner la thèse de Le Play.

Prusse Rhénane.

La population de la Prusse Rhénane actuellement très dense et très prospère est soumise, depuis près d'un siècle, au régime du Code Napoléon. La comparaison de sa natalité avec celle de la France, offre donc un intérêt particulier pour notre étude.

Les articles 732, 815, 826, 913 du Code civil, sur la dévolution des successions, le partage égal, et la quotité disponible, y reçoivent leur application ; la loi ne considère ni la nature, ni l'origine des biens et le partage peut toujours être provoqué ; cependant l'article 9 de la loi du 22 mai 1887 est venu modifier le régime du Code civil en recommandant d'éviter le partage en nature ; l'opposition d'un seul des co-héritiers suffit pour rendre le partage impossible.

Malgré cette dernière restriction, les provinces de la Prusse Rhénane sont soumises à un régime successoral sensiblement égal dans ses effets à celui de la France.

Il convient d'établir une distinction entre les trois régions de la Prusse Rhénane qui, malgré la similitude des législations, ont conservé de grandes différences dans leurs pratiques successorales.

Dans la première région ou région septentrionale, qui comprend les anciens duchés de Clèves et de Berg, on tourne la loi du partage par des arrangements entre vifs ou par testament ; parfois un héritier se charge du domaine en payant des soultes à ses co-héritiers ; on y trouve des familles établies suivant les principes de la famille souche, avec des frères et sœurs groupés autour de l'héritier chargé de perpétuer la famille par son mariage et de diriger l'exploitation du domaine. C'est le

respect des traditions, et la conservation des mœurs simples d'autrefois qui permettent ces arrangements.

Dans la deuxième région ou région intermédiaire, on trouve l'existence simultanée des pratiques successorales en vigueur dans les provinces voisines ; c'est ainsi que l'on applique le partage dans la partie sud qui se rapproche de la région méridionale, tandis qu'ailleurs s'est maintenue la coutume de l'indivisibilité.

Mais c'est dans la troisième région, ou région méridionale, que la pratique du partage est le plus universellement répandue. Elle y entraîne les mêmes inconvénients qu'en France, c'est-à-dire le morcellement. L'enquête agraire ordonnée par le gouvernement allemand a démontré combien le morcellement avait fait de ravages dans toute cette région. Dans les environs d'Aix-la-Chapelle, dans la vallée de la Sarre notamment, il est poussé à un tel degré que les domaines de 10 hectares y sont déjà l'exception ; la moyenne des tenures est de un hectare.

Dans le rapport fait le 4 avril 1898, par M. Blondel, devant la Société d'économie sociale de Paris, l'éminent économiste rend le régime du partage égal responsable, dans une certaine mesure, de la limitation systématique du nombre des enfants dans la Prusse Rhénane. Il cite de nombreux exemples de morcellement qui ont motivé une pétition de la Société des agriculteurs demandant l'introduction de l'Anerbenrecht, c'est-à-dire l'évolution du régime successoral dans le sens de la liberté testamentaire et de la conservation du patrimoine, conformément à la tradition germanique. Et, en présence d'un pareil état de choses, on se rappelle involontairement, conclut M. Blondel, le jugement de Tocqueville qui disait de notre loi sur

les partages : « c'est une machine qui fait tout voler en éclats. »

Si les partages successoraux n'ont pas eu d'effets plus désastreux dans la région rhénane, c'est précisément, d'après M. Blondel, parce que la limitation volontaire du nombre des enfants, ou « *Zveikinder system* » a rendu les partages moins fréquents.

« Un magistrat qui a étudié cette région pendant plus de 40 ans, M. Rhiehl, nous parle de villages où on trouve rarement plus de deux enfants par famille et où les pasteurs prêchent contre l'avortement. Les rapports de M. Hirsch sur le *Kesterwald*, comme ceux du juge cantonal de Raunen, ou du landrath de Neisenhem à l'ouest du Rhin, nous montrent le *Zveikinder system* répandu dans toute la contrée. »

(Voir Georges Blondel, rapport sur les effets des lois de partage successoral dans la région rhénane, d'après une enquête officielle, publié par le secrétariat des unions de la Paix sociale, Paris 1899).

Cette constatation donnerait un sérieux argument aux disciples de Le Play contre notre régime successoral, si elle reposait sur une étude générale de la natalité. Mais ces accusations peuvent trouver des justifications dans des monographies isolées, mais sont contredites par l'étude d'ensemble des faits et par le mouvement général de la natalité.

C'est ainsi que M. Levasseur nous montre une natalité particulièrement exubérante dans ces mêmes régions de la Prusse Rhénane qui, d'après M. Blondel, seraient décimées par l'application du Code Napoléon.

En ne considérant que la période 1865-1883, la seule pour laquelle M. Levasseur donne des chiffres précis, nous

voyons que la natalité moyenne a été de 39 naissances pour 1.000 habitants. Cette proportion est de beaucoup supérieure à celle de la natalité française qui est de 25 naissances pour 1.000 dans la même période de 18 années. Enfin, en Allemagne même, malgré la puissante fécondité des diverses régions de l'empire, on peut dire que le chiffre de 39 est un des plus élevés dans l'échelle de la natalité.

Le royaume de Prusse ne compte pendant la même période d'années que 30 naissances pour 1.000 habitants; et la prolifique Bavière, dont la natalité est relevée par un nombre très considérable de naissances illégitimes, compte 39,5 naissances pour 1.000 habitants de 1865 à 1883.

En tenant compte de la différence créée par l'écart de la natalité illégitime (41,7 naissances illégitimes sur 1.000 naissances en Bavière, au lieu de 16,8 en France, et 17 dans la Prusse Rhénane), on peut dire que la Prusse Rhénane a conservé, malgré les funestes efforts de la loi des partages, une natalité supérieure et dans tous les cas égale à celle des régions les plus fécondes de l'empire allemand.

Ces statistiques dont nous pouvons garantir la source (voir Levasseur, *Population*, t. III, p. 185; Levasseur, *Revue politique et parlem.* 10 octobre 1897), permettent, nous semble-t-il, de réfuter l'accusation portée par M. Blondel, contre les effets du régime successoral sur la natalité de la Prusse Rhénane.

En effet, comment pourrions-nous admettre que le partage égal est une cause de dépopulation par limitation volontaire du nombre des enfants, alors que nous voyons une natalité aussi forte dans deux pays soumis aux légis-

lations successorales les plus différentes? Dans le premier, la Prusse Rhénane, le partage égal est poussé à ses plus extrêmes limites et la propriété foncière souffre du morcellement comme en France; dans le second, la Bavière, nous trouvons des régions de moyenne et de grande propriété où s'est maintenue l'idée d'indivisibilité et de conservation du domaine par sa transmission à un héritier.

Tous deux ont sensiblement la même proportion de 39 naissances pour 1.000 habitants, et, dans ces conditions, il paraît difficile d'admettre que la natalité subisse l'influence du régime successoral et, qu'en l'espèce, le régime du partage égal entraîne une limitation volontaire de la natalité dans les provinces de la Prusse Rhénane.

DEUXIÈME SECTION

La Norwège

Nous allons dans cette deuxième section indiquer, sommairement, le mouvement de la population et la courbe de la natalité dans quelques pays dont la législation successorale admet des réserves se rapprochant de la réserve française. Ce sont : la Norwège, la Suède, l'Italie, l'Autriche, le Danemark.

Jusqu'au début du xiv^e siècle, la Norwège est restée soumise au Code de 1687 qui n'accordait presque aucune liberté de disposer librement au testateur. La quotité disponible réduite au 1/10 ne pouvait être employée qu'en faveur d'œuvre pie. Les lois de 1811, de 1825 et 1860 sont

venues modifier, dans un sens plus libéral l'ancienne législation.

Elles admettent une quotité disponible de $\frac{1}{2}$, mais comme autrefois sous réserve de son emploi en faveur d'œuvre pie.

Voici, réuni dans un même tableau, l'accroissement de sa population comparé avec celui de la France, aux mêmes époques :

	1801		1840		1886	
	Population (en millions)	Rapport	Population	Rapport	Population	Rapport
France ..	26.8	100	33.3	124	38.3	133
Suède ...	2.3	100	3.1	135	4.7	204
Norwège	0.7	100	1.2	133	1.9	211

La cause de cette augmentation est dans le développement industriel, autant que dans la très faible mortalité du pays.

Dans la période 1881-1890, la France comptait une moyenne de 22 décès en un an sur 1.000 habitants, la Norwège 17.

Mais c'est encore entre le chiffre des naissances que se trouvent les plus grandes divergences. En effet, tandis que la natalité diminuait en France, elle augmentait en Norwège, passant du chiffre de 27.9 en 1881, à celui de 30.6 naissances pour 1.000 habitants en 1890.

FRANCE		NORWÈGE
32.2	1801-15	27.9
31.6	1816-25	33.1
30.8	1826-35	33.0
29.0	1836-45	29.5
27.4	1846-55	31.7
26.3	1856-65	32.6
26.2	1866-75	30.0
25.4	1876-83	31.1
24.0	1881-90	30.6

(Block, *Eur. Pol. édit. 1892*).

La Suède

La Suède est régie par le Code de 1734, qui donne à sa législation successorale un caractère mixte. Dans les villes, les héritiers privilégiés ont une réserve des $\frac{5}{6}$ sur l'ensemble de la succession; dans les campagnes, la réserve embrasse la totalité des biens patrimoniaux, mais il y a liberté complète de disposer des autres biens.

La population de la Suède a été recensée depuis le milieu du XVIII^e siècle, et les statistiques nous offrent des éléments certains de comparaison.

Le tableau suivant, dressé par M. Levasseur, nous montre que la natalité y a suivi une marche rétrograde. (Levasseur, *op. c.*, tome II, 191.)

SUÈDE

1751-70	35,2	naissances par 1.000 habitants.
1771-90	35,8	id.
1791-1815	32,3	id.
1816-40	33,1	id.
1841-60	31,9	id.
1861-83	31,2	id.
1881-90	29,2	id.

Mais, tandis qu'en France, la proportion des naissances s'élevait du chiffre de 31 naissances pour 1.000 habitants (dans la période 1816-1840) à celui de 24,0 (en 1880-1890), perdant ainsi 7 naissances, la Suède, tout en voyant sa natalité décroître, ne perd, entre 1816 et 1890, que 1,9 naissances sur 1.000 habitants.

Danemark

Le Danemark est régi par le Code de 1845, qui organise un régime successoral mixte, suivant la nature des biens. Il consacre, comme notre Code civil, l'institution de la réserve et laisse au testateur une quotité disponible moins étendue que celle du droit français.

Le Code danois ne proportionne pas la réserve au nombre des enfants, comme le fait très justement l'article 913 de notre Code civil ($1/2$, $2/3$ ou $3/4$ avec 2, 3 ou plus de 3 enfants), il établit une réserve fixe des $3/4$ et limite encore la liberté du testateur qui ne peut disposer librement de la quotité disponible et doit l'attribuer à certaines personnes ou certaines institutions limitativement établies par la loi.

Toutefois, pour les terres d'une nature particulière, que l'on peut assimiler aux terres nobles, le législateur a étendu la quotité disponible dans l'intérêt de la conservation du patrimoine dans les grandes familles. Le père de famille peut disposer librement de la moitié de ces terres en faveur du descendant choisi par lui comme héritier du domaine.

(Voir Georges Albert. *La liberté de tester*, p. 710 et Levasseur, op. c. tome III, p. 174.)

Ainsi, en faisant une exception pour cette catégorie de biens, à l'égard desquels le mode de transmission est es-

sentiellement aristocratique et conforme aux principes de l'Ecole de Le Play, la législation successorale danoise est beaucoup plus restrictive de la liberté de tester que la législation française.

Enfin, cette dernière exception a peu d'importance au point de vue de l'examen de la natalité, car ces terres d'une nature particulière (*eadegaard segère*) sont entre les mains d'un petit nombre de propriétaires et leur mode de transmission aristocratique n'agira que sur une faible minorité.

Voici le tableau de l'accroissement de la population :

	1801		1840		1886	
	Population	Rapport	Population	Rapport	Population	Rapport
Danemark . . .	1.100.000	100	2.300.000	181	2.100.000	191
France ..	26.800.000	100	33.300.000	106	38.300.000	119

Ces chiffres sont d'autant plus intéressants à comparer, que le Danemark se rapproche sensiblement de la France comme densité. En 1881, sa densité était de 50 habitants par kilomètre carré, celle de la France 82.

Comme la population, la natalité suit une marche ascendante. Voici, d'après M. Levasseur (op. c. tome II, p. 112), le chiffre des naissances depuis 1735, époque du premier recensement de la population jusqu'à 1880. Nous voyons que le taux de la natalité s'est maintenu avec quelques écarts et a même légèrement augmenté, passant de 29, 7 en 1705 à 32,2 en 1830. Et, si nous considérons

seulement les chiffres portés au présent tableau, à partir de la période 1840-49, qui correspond à la mise en vigueur de la nouvelle législation successorale, nous voyons que sous l'empire de dispositions plus restrictives de la liberté de tester que la France, le Danemark voit sa natalité augmenter de 0,5, tandis que la France perd 2,9 naissances pour 1.000 habitants.

Périodes	Natalité du Danemark	Natalité de la France
1735-1739	29.7	
1740-1749	30.4	
1750-1759	31.3	
1760-1769	31.5	
1770-1779	31.7	
1780-1789	31.5	
1790-1794	31.4	
1800-1809	32.9	32.2
1810-1819	32.8	31.6
1820-1829	32.7	30.8
1830-1839	31.6	29.0
1840-1849	31.7	27.4
1850-1859	33.9	26.3
1860-1869	32.3	26.3
1870-1879	32.3	25.4
1880	32.2	24.5

Ces constatations, ajoutées aux précédentes, viennent encore contredire la thèse de Le Play, en nous montrant une permanence remarquable des chiffres des naissances

et de l'augmentation de la population, malgré l'influence de la législation successorale.

Italie

L'Italie est régie par le Code civil de 1866, qui reconnaît (art. 805) une quotité disponible de la moitié des biens et consacre le principe du partage égal. Il a été voté sur l'inspiration du Code français et n'en diffère que sur bien peu de points.

Les chiffres qui figurent aux tableaux suivants (voir Bertillon, *Reforme sociale*, 16 décembre 1899), nous montrent que malgré les dispositions successorales semblables aux nôtres, l'Italie a conservé une forte fécondité.

	POPULATION moyenne	NAISSANCES	DÉCÈS	EXCÉDENT DES NAISSANCES sur les décès	
	(en millions)	(en milliers)	(en milliers)	ITALIE	FRANCE
1863-71	25.2	948	765	183	92
1872-80	27.5	1.105	823	191	64
1881-90	29.3	1.106	799	307	66
1891-57	30.9	1.108	769	338	28

Enfin, si nous examinons les chiffres de la natalité pendant la même période, nous voyons que de 1863 à 1897, le taux de la natalité perd 1,8 en Italie et 3,7 en France.

	NOMBRE RELATIF DE NAISSANCES pour 1.000 habitants	
	ITALIE	FRANCE
1863-71	37.6	26.12
1872-80	36.9	25.4
1881-90	37.7	23.8
1891-97	35.8	22.4

Il faut se garder de tirer des conclusions prématurées contre la thèse de Le Play, en présence de ces dernières statistiques. Si ce dernier demandait l'extension de la quotité disponible au-dessus de la moitié du patrimoine attribuée au testateur par le Code civil italien, ses disciples ont été moins loin et bornent leurs desiderata à la fixation de la quotité disponible à la moitié du patrimoine. Mais il faut reconnaître que, ramenée à ces proportions, la réforme demandée ne modifierait pas profondément notre législation successorale, qui fixe déjà la quotité disponible à la moitié et au tiers des biens, quand il y a un ou deux enfants. Ce dernier cas est celui de la grande majorité des familles françaises.

Autriche-Hongrie

(Densité 75, France 72 hab. par kil. carré.)

L'Autriche a été régie par le Code civil de 1812, qui admettait l'indivision et la transmission du domaine rural à

un héritier, jusqu'en 1868. Cette longue pratique d'un régime de conservation est si bien entrée dans les mœurs, qu'après les grandes réformes de 1868, le législateur a dû faire un pas en arrière.

La loi du 25 juin 1868 est venue bouleverser l'ordre de choses existant, en instituant le partage égal et forcé pour lequel les populations rurales n'étaient pas suffisamment préparées. Cette introduction trop brusque de pratiques égalitaires et libérales, dans un pays profondément imprégné de traditions conservatrices du patrimoine, a eu les effets les plus désastreux pour la richesse publique et pour l'agriculture en particulier qui a traversé une crise semblable à celle de l'Allemagne.

Ainsi, la loi de 1889 a-t-elle dû, pour éviter la crise, admettre la libre disposition de l'*Hoferecht*, sorte de bien de famille semblable à l'*Homestead*, et fixer la quotité disponible à la moitié du patrimoine pour tous les autres biens.

Or, c'est précisément pendant la période qui suit l'application des dispositions égalitaires de la loi du 25 juin 1868, que la statistique nous montre la plus forte natalité.

	NATALITÉ		DIFFÉRENCES
1851-60	36.8	}	+ 4.4
1861-80	41.2		
1881-90	37.9	}	— 3.3

(Levasseur, *op. t.* III).

Il est curieux de constater qu'une augmentation aussi considérable du chiffre des naissances coïncide avec la

mise en vigueur de dispositions successorales semblables à celles qui produisaient, en France, une diminution de la natalité d'après les théories de Le Play.

TROISIÈME SECTION

Pays de liberté testamentaire.

Les pays ayant la même législation successorale que la France et ceux dont les réserves successorales se rapprochent des réserves du Code civil français, sont encore loin de voir leur natalité éprouvée par ces dispositions égalitaires, il nous faut maintenant examiner les pays de liberté testamentaire, tels que l'Angleterre et la Russie. A l'inverse des précédents, ceux-ci devraient trouver, dans leur législation, la meilleure garantie d'une forte natalité. Nous allons voir que, là encore, les faits viennent contredire les accusations de Le Play.

Angleterre

L'Angleterre est soumise au principe de la liberté absolue de tester. L'esprit individualiste de la race anglo-saxonne a fait de ce droit le complément nécessaire de la personnalité, et contrairement à la pratique répandue en France, où beaucoup de gens croiraient attirer la mort en faisant leur testament, l'Anglais ne meurt pas intestat. Il use jalousement de son droit, et, dans ces conditions, la dévolution *ab intestat* ne se présente que très rarement.

Celle-ci est restée fidèle aux traditions conservatrices et reconnaît le droit d'aînesse pour les immeubles seulement. C'est ce qui a permis la conservation de ces immenses fortunes terriennes qui mettent près du quart du sol anglais entre les mains de quelques landlords. Mais, même au cas de dévolution *ab intestat* les meubles se parta-

gent également sans privilège de masculinité ou de primogéniture.

Voici le tableau du mouvement de sa population entre 1861 et 1897 (Bertillon, Réforme sociale, 16 déc. 99).

	POPULATION en millions	NAISSANCES en milliers	DÉCÈS en milliers	EXCÉDENT DES NAISSANCES sur les décès en milliers	
				Angleterre	France
1861-70	30,0	1006	741	365	93
1871-80	33,0	1122	690	431	64
1881-90	36,1	1129	687	442	66
1880-97	38,7	1143	711	432	28

Cet excédent considérable des naissances sur les décès n'empêche pas que l'Angleterre voit, elle aussi, le taux de sa natalité décroître depuis plusieurs années, ainsi que l'indique les chiffres suivants et ceux déjà donnés à la page précédente.

	NOMBRE RELATIF DES NAISSANCES pour 1000 habitants	
	Angleterre	France
1861-70	33,2	26,1
1871-80	33,9	25,4
1881-90	31,5	23,8
1890-97	29,4	52,4
Différences.....	— 4,1	— 3,7

Ainsi, la chute de la natalité est presque aussi sensible en Angleterre qu'en France, malgré la liberté de tester.

Si nous ajoutons à cela que l'abandon des campagnes pour les villes se fait sentir plus encore que chez nous, on verra bien que notre régime successoral ne doit pas être rendu responsable de phénomènes qui se retrouvent dans des pays soumis à des régimes absolument différents.

En 1866, M. Block comptait sur 10.000 habitants :

En Angleterre 5003 individus habitant des villes de plus
de 5.000 habitants
En France... 2316 — — —

Enfin, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, la population urbaine a vu sa proportion augmenter rapidement, grossie par tous les éléments que perdait la population rurale.

ANGLETERRE	}	En 1851	population urbaine = 51	p. 100 de la population totale
		1886	— = 59,6	— —
FRANCE...	}	1861	— = 25,5	— —
		1881	— = 35,9	— —

Ainsi, la liberté de tester ne suffit pas à maintenir le mouvement progressif de la natalité anglaise.

Russie

La Russie est régie par le Code de 1842.

La dévolution ab intestat se fait par parentèles, c'est-à-dire par catégories d'héritiers appelés successivement à la succession, dans l'ordre suivant, établi par la loi :

- 1^o Les enfants mâles du décujus et leurs descendants ;
- 2^o Les filles et leurs descendants ;

- 3° Les frères germains et leurs descendants ;
- 4° Les sœurs — — — ;
- 5° Les frères consanguins ou utérins et leurs descend. ;
- 6° Les sœurs — — —
- 7° Les autres collatéraux.

Les fils ont entre eux des droits égaux ; les pères et mères et autre ascendants, sont exclus de la succession, sauf un usufruit et le droit de reprendre leurs dots.

La dévolution testamentaire repose sur le principe de l'indisponibilité des biens patrimoniaux. La pratique du partage a été imposée par la loi pour diminuer l'influence des grands propriétaires, de même qu'en France les dispositions égalitaires du Code civil étaient pour Napoléon un moyen de soumettre l'aristocratie. Jusqu'en 1863, elle autorisait la transmission intégrale des biens des paysans.

La législation recommande de ne pas diviser les immeubles, et pour cela fait la part des filles en meubles. Le désir de conservation a fait admettre, par la loi, l'exhérédation pour bonne intention ; la jurisprudence interprète d'une façon très large la pensée du législateur en considérant comme « bonne intention » le désir de conserver le bien entier. Les biens de l'héritier exclu vont accroître la part des autres héritiers.

Ainsi, d'une façon générale, c'est le maintien de la tradition germaine qui domine, en Russie, la législation successorale.

Voici, d'après M. Bertillon (Réf. soc. id. loc.), le tableau du mouvement de la population en ne comprenant que la Russie d'Europe sans la Pologne, la Finlande et le Caucase :

	POPULATION en millions	NAISSANCES en milliers	DÉCÈS en milliers	EXCÉDENT des naissances sur les décès
1861-70	64,6	3161	2380	776.000
1871-80	71,0	3502	2534	969.000
1881-90	81,7	4039	2834	1204.000
1091-97	89	4234	3240	995.000

Si nous examinons enfin le tableau suivant, dressé avec les chiffres de M. Levasseur (op. c. t. II, page 187) et de M. Bertillon, nous voyons que le taux de la natalité se maintient à un des rangs les plus élevés dans l'échelle de la fécondité européenne.

	RUSSIE (par 1000 habitants)	FRANCE (par 1000 habitants)
1807-10	39	31,3
1816-20	40	
1826-46	46	
1846-58	45	
1867-70	48,9	
1871-80	49,3	25,4
1881-90	49,4	23,4
1891-97	47,5	22,4
Différences.....	+ 8,5	— 8,9

En présence de ces diverses constatations, que pouvons-nous conclure ?

Parmi les pays du 1^{er} groupe, c'est-à-dire ceux qui sont soumis au même régime successoral que la France, la Belgique a une proportion de naissances à peu près constante depuis près d'un demi-siècle, et sa natalité diminue d'une façon presque insensible. Dans le canton de Genève, au contraire, la natalité décroît. Mais dans les Pays-Bas, elle est en voie d'augmentation et les provinces rhénanes ont une fécondité remarquable malgré la crise agraire créée par le morcellement.

Les pays du deuxième groupe présentent les mêmes contradictions. Malgré des dispositions successorales se rapprochant de celles du Code civil français, au point de vue de la quotité disponible, la Norvège et le Danemark voient leur natalité augmenter, la Suède et l'Italie ne perdent qu'un chiffre minime de naissances, et l'Autriche voit sa natalité augmenter au moment où sa législation successorale rompt avec les traditions conservatrices, pour évoluer dans le sens libéral, conforme au principe français du partage égal.

Enfin, les pays de liberté testamentaire qui devraient avoir une forte natalité si les théories de Le Play étaient basées sur l'expérience, viennent jeter un dernier élément de trouble et de contradiction.

D'un côté, nous trouvons l'Angleterre qui voit sa natalité diminuer depuis 30 ans, comme celle de la France depuis le début du xix^e siècle ; de l'autre, la Russie, pays neuf il est vrai, qui a conservé pendant tout le siècle un mouvement ascensionnel de sa natalité.

Il semble que ces diverses statistiques s'opposent à toute conclusion en faveur de la thèse de Le Play ; car, en fai-

sant la part des différences considérables qui existent entre les divers milieux démographiques étudiés, il nous paraît impossible que le Code civil ne produise une chute de la natalité que dans les seuls pays de France et du Génevois, alors que les autres régions soumises à la même influence ou à celles de régimes semblables ont conservé une forte natalité.

Enfin, l'exemple de l'Angleterre et de ces provinces des Etats-Unis, le Maine, Vermont, Rhode-Island, qui subissent la même diminution dans leur natalité, tout en ayant des législations successorales basées sur le principe de liberté testamentaire, prouve bien que la restriction de la natalité, cause de la dépopulation française, n'a pas sa cause dans l'influence du Code civil.

CHAPITRE V

Distribution géographique des naissances en France

Le premier examen de la natalité française au ^{xix}^e siècle, aussi bien que celui de la natalité européenne, n'est pas favorable au système de Le Play. Nous allons maintenant revenir à la France pour examiner plus en détail le mouvement des naissances. Nous verrons que chaque région, chaque département présente, avec les parties voisines de notre territoire, de grands écarts dans le taux de la natalité.

Distribution géographique de la natalité française.

La France est un des pays d'Europe qui présente les plus fortes différences entre la natalité de ses diverses régions ; c'est ainsi que, dans une même période d'années, 1876-1836, elle est de 34,6 dans le département du Finistère et de 16,9 naissances, pour 1.000 habitants, dans le Lot-et-Garonne. Enfin, bien que le nombre des naissan-

ces ait une tendance à diminuer dans toute la France, certaines régions ont conservé leur supériorité, tandis que d'autres, pendant le cours du siècle se maintenaient au dernier degré de l'échelle de la natalité ; cela résulte suffisamment des deux tableaux que nous donnons ci-contre ; dans le premier, figurent les 10 départements qui ont eu le plus grand nombre de naissances pendant la période 1801-1836 ; dans le deuxième tableau, nous avons porté 10 autres départements qui, pour la même période, ont le nombre minimum de naissances.

Maximum

	1801-1810 de 44 à 37 naissances par 1.000 h.	1821-1830 de 39 à 35	1841-1851 de 36,6 à 32,1	1861-1869 de 34 à 30,6	1877-1886 de 34,6 à 29,6
1	<i>Pyrénées-O.</i>	Haut-Rhin	Pyrénées-O.	Haut-Rhin	Finistère
2	<i>Bas-Rhin</i>	Finistère	Cher	Finistère	Lozère
3	Var	Seine	Bas-Rhin	Bas-Rhin	Nord
4	<i>Haut-Rhin</i>	Drôme	Haut-Rhin	Nord	Morbihan
5	<i>Cher</i>	Pyrénées-O.	Gard	Pyrénées-O.	Pyrénées-O.
6	<i>Finistère</i>	Loire	Finistère	Aveyron	Corse
7	Indre	Rhône	Hte-Vienne	Loire	Alpes-Marit.
8	Landes	Bas-Rhin	Ardèche	Lozère	Pas-d-Calais
9	Meurthe	Cher	Loire	Corrèze	Corrèze
10	Vendée	Vaucluse	B. du Rhône	Hte-Vienne	Aveyron

Minimum

	1801-1810 de 28 à 24 naissances par 1.000 h.	1821-1830 de 26 à 22	1841-1850 de 23,1 à 19,3	1861-1869 de 20,9 à 18,5	1877-1886 de 20,1 à 16,9
1	Seine-Infér.	Lot	Indre-et-L.	Meuse	Maine-et-L.
2	Lot	Deux-Sèvres	Charente	Yonne	Indre-et-L.
3	Eure-et-Loir.	Maine-et-L.	Manche	Tarn-et-Gar.	Aube
4	Seine-et-Oise	Tarn-et-G.	Tarn-et-Gar.	Aube	Côte-d'Or
5	Manche	Eure	Aube	Indre-et-L.	Yonne
6	Orne	Manche	Gers	Calvados	Eure
7	Aveyron	Lot-et-Gar.	Lot-et-Gar.	Eure	Orne
8	Eure	Orne	Eure	Gers	Tarn-et-Gar.
9	Vienne	Calvados	Orne	Orne	Gers
10	Calvados	Gers	Calvados	Lot-et-Gar.	Lot-et-Gar.

Si nous commentons les chiffres de ce tableau, nous voyons que certains départements ont maintenu leur situation privilégiée au point de vue de la natalité française, pendant presque tout le siècle. Il en est ainsi pour les Pyrénées-Orientales qui figurent au n° 5, en 1821-1830, au n° 1 en 1841-1850 et au n° 5 de 1861 à 1886. De même, les 2 départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, que le traité de Francfort a cédés à l'Allemagne, et qui étaient parmi les plus féconds, figurent au dix premiers rangs de la natalité française de 1801-1869. Le Finistère

conserve également une très forte natalité depuis le début du siècle ; nous le voyons constamment dans les dix premiers rangs et il figure au n° 2 et au n° 1, pendant les deux dernières périodes.

Le Cher s'est maintenu de 1801 à 1850, sur la même série qui est le tableau d'honneur de la natalité française.

L'exemple des départements annexés qui, après le traité de Francfort, sont restés soumis à la législation du Code civil et, de 1801 à 1883, ont conservé une natalité très supérieure à celle de la France, prouve bien que notre législation successorale n'exerce pas une influence déprimante sur la natalité.

Le tableau suivant permet d'en comparer la courbe en Alsace :

	1801-10	1821-30	1831-40	1841-50	1861-69	1865-83
Bas-Rhin...	36	32	30.9	35	33	34
Haut-Rhin..	41	39	37	34	34	
Moyenne de la France.	32.2	30.8	29.0	27.4	27.4	25.2

Ainsi, tandis que la natalité française tombait de 32,2 à 26,3, perdant 6 naissances pour 1.000 habitants, en 70 ans, le Bas-Rhin ne perdait que 5 naissances pour 1.000.

Si nous considérons les chiffres du second tableau, nous constatons la même permanence de certains départements dans les 10 derniers rangs de la natalité française pen-

dant la même période d'années : c'est ainsi que les départements de l'Eure et de l'Orne y figurent de 1801 à 1886 ; le Calvados de 1801 à 1869 ; le Lot-et-Garonne et le Tarn-et-Garonne, pendant les deux périodes de 1821-1886.

La constance de la natalité dans ces diverses régions, soit au-dessous, soit au-dessus de la moyenne, ainsi que l'importance des écarts qui existent dans une même période entre départements soumis à une législation uniforme, permettent-elles de discerner l'influence du régime successoral et de conclure, avec Le Play, que le partage légal est la cause du faible accroissement de notre population ?

Depuis la promulgation de notre Code civil, la France entière est soumise aux mêmes lois et, s'il est exact que notre code agisse sur la natalité en poussant les parents à diminuer le nombre de leurs enfants, pourquoi ne produirait-il pas les mêmes effets sur tout le territoire, et comment expliquer qu'à une même époque, 1861-1869, trois départements du nord-ouest de la France, comme le Finistère, l'Orne et le Calvados, aient une moyenne de 34 naissances pour 1.000 habitants pour le premier, et de 19 pour les deux autres ? De pareilles divergences entre régions voisines, soumises à une même législation, prouvent bien qu'il existe une cause plus énergique de la dépopulation de la France, que la loi des partages.

Il serait intéressant d'étudier le mouvement des naissances dans chaque département, en reportant l'origine des fluctuations de la natalité aux modifications successorales portées par le Code civil dans les anciennes coutumes locales ; en d'autres termes, de vérifier, statistiques en mains, s'il est exact que les départements qui ont la

plus faible natalité et qui, d'après la théorie de Le Play, auraient le plus souffert du partage égal, sont bien ceux où l'ancienne législation successorale consacrait le principe de la liberté testamentaire dans la plus large mesure.

Les provinces de l'ancienne France avaient une grande variété de régimes successoraux, et il serait impossible d'exposer d'une façon sommaire, les dispositions essentielles de ces diverses législations. Aussi, nous bornerons-nous à indiquer les principes des régimes successoraux en vigueur avant 1789, au point de vue de l'extension de la quotité disponible.

Dès le Moyen-Age, deux grands courants ont partagé la France ; le Midi comprenait les pays de droit écrit, régis par le droit Romain et soumis au régime du partage égal *ab intestat* ; mais avec la féodalité s'établirent le privilège d'ainesse et de masculinité. Le premier ne porte que sur les biens nobles ; on distinguait aussi les immeubles en propres et acquêts, laissant, pour ces derniers, une faculté plus grande de disposer librement. Le testament dans les régions de droit écrit paraît avoir été l'auxiliaire plutôt que l'adversaire des liens de famille ; il a servi à assurer la stabilité et la durée de la famille, en lui permettant de se perpétuer sur un même domaine transmis par le père à un de ses enfants, ordinairement l'aîné.

Dans les pays de droit écrit, le Code civil apparaît comme le destructeur des lois testamentaires déjà existantes.

En effet, la légitime, appelée communément la *Falcidie*, pendant le Moyen-Age, qui était la réserve des descendants, ne portait que sur le tiers des biens héréditaires quand il y avait de un à quatre descendants, et sur la moitié, quand il y avait plus de quatre descendants.

La quotité disponible était donc des $2/3$ jusqu'à 4 enfants, et de la moitié au-delà de quatre enfants. Le principe de la liberté testamentaire, cher à l'Ecole de Le Play, était donc plus largement admis par la législation successorale de l'ancienne France, dans les pays de droit écrit que par le régime actuel. Voici la liste des provinces soumises au régime du droit écrit qui reconnaissait la quotité disponible des $2/3$ et de la moitié. Nous avons placé, vis-à-vis de chaque province, les départements correspondant à ces anciennes divisions territoriales.

PROVINCES	DÉPARTEMENTS CORRESPONDANTS
Languedoc.....	Aude, Hérault, Gard, Haute-Garonne, Tarn, Lozère, Haute-Loire, Ardèche.
Dauphiné.....	Isère, Drôme, Hautes-Alpes.
Béarn et Navarre.	Basses-Pyrénées.
Roussillon.....	Pyrénées-Orientales.
Lyonnais.....	Rhône, Loire.
Quercy.....	Tarn-et-Garonne, Lot.
Rouergues.....	Aveyron.

S'il est exact que le régime du partage égal ait une fâcheuse influence sur la natalité, les départements portés au présent tableau, formés par les pays de droit écrit, où régnait le principe de la liberté testamentaire, ont dû subir une diminution de leur natalité, dès la mise en vigueur de la législation successorale du Code civil.

L'affaiblissement de la natalité, causée par les dispositions nouvelles du Code Napoléon, devra être d'autant plus sensible dans ces régions que la nouvelle législation était plus éloignée de l'ancienne et plus restrictive de la liberté testamentaire, nous verrons, dans un instant, que là encore, les faits sont en contradiction avec les prétentions de l'Ecole de Le Play.

Le nord de la France comprenait les pays de droit-

coutumier, régis par une infinité de coutumes locales où se trouve, plus ou moins marquée, l'influence féodale germanique et qui dérivait du principe d'origine germanique de la co-propriété familiale.

L'évolution du testament présente, dans ces pays, un caractère absolument opposé à l'action de la même institution dans les pays de droit écrit. L'histoire du testament n'est autre chose dans ces régions de la France que la lutte du droit de tester, c'est-à-dire du droit de l'individu contre les droits de la famille ou droits de la collectivité. C'est contre le principe de la solidarité familiale, placée à la base des droits successoraux *ab intestat* qui régit le droit testamentaire.

Aussi, le régime successoral du Code civil peut être considéré, dans les pays de droit coutumier, comme la consécration de la victoire du droit de tester contre le principe de la co-propriété familiale, tandis que dans les pays de droit écrit, le nouveau régime successoral a diminué la liberté testamentaire en restreignant la quotité disponible admise par les législations locales.

Malgré la diversité des coutumes locales et les différentes réserves admises dans chaque pays, au profit de certains héritiers, on peut dire que tous les pays du nord de la France ont eu des régimes successoraux moins favorables à la liberté testamentaire que les pays de droit écrit.

Dans plusieurs pays coutumiers, on pouvait disposer des acquêts et des meubles et d'une portion limitée des propres, tantôt du tiers (Anjou), tantôt du cinquième (Orléanais, Beauvais, Paris), mais toutes les coutumes font la distinction des acquêts et des propres au point de vue de la disponibilité. La réserve appartenait aux descen-

dants et aux collatéraux, à l'exclusion des ascendants admis à la légitime dans les pays de droit écrit.

Mais la quotité disponible ne peut être attribuée par le père à l'un de ses enfants, ce qui est absolument contraire au principe de Le Play, et au rôle de conservateur du patrimoine qu'il fait jouer au testament. Il ne peut en disposer qu'en faveur d'un étranger : c'était pousser à son extrême limite le principe de l'égalité nécessaire des héritiers dérivé de l'idée germanique de la co-propriété familiale.

Plusieurs provinces ont conservé, jusqu'à la fin de l'ancien régime, la règle de l'égalité absolue entre les enfants dans les familles roturières ; on peut citer, parmi ces coutumes d'égalité parfaite, les coutumes de Touraine, d'Anjou, du Maine, de Dunois et de Vitry. D'après ces coutumes, l'enfant donataire devait, avant d'être admis au partage de la succession de ses père et mère, faire rapport de toutes libéralités précédemment reçues par lui de ses auteurs ; il ne lui était pas permis de conserver le don en renonçant à la succession.

En Normandie, la quotité disponible était du tiers des acquêts et conquêts immeubles, si le testateur n'avait pas d'enfants ; et quand il y avait des enfants, la quotité disponible était du tiers des meubles. Les héritiers réservataires avaient donc à se partager la totalité des immeubles et les $\frac{2}{3}$ des meubles ; une seule restriction était faite au principe du partage égal par le droit de préciput, reconnu à l'ainé, de choisir sa part dans les meubles et immeubles existants.

Enfin, d'après Beaumanoir, la jurisprudence portait une nouvelle atteinte à la liberté du testateur, en réduisant les libéralités, lorsque, en disposant de la quotité disponi-

ble ordinaire, le père se trouvait avoir enlevé aux enfants les ressources nécessaires pour vivre honnêtement et selon leur état.

Ainsi, la quotité admise par la législation coutumière n'avait rien d'absolu et, dans tous les cas, le juge avait le droit d'apprécier si l'usage de cette quotité, par le testateur, n'était pas contraire aux intérêts de ses enfants. Ainsi, le régime successoral du Code civil constitue, à l'égard des pays de droit coutumier, une extension certaine de la liberté de tester, et les réserves des descendants, telles qu'il les établit, peuvent, avec leur rigidité mathématique, permettre au père, si la fortune est ordinaire ou médiocre, de réduire ses enfants à la misère ou à la gêne en disposant de la quotité disponible (voir Paul Viollet, *Précis de l'Histoire du droit français*. Paris 1886, page 783 et suivantes.)

Voici le tableau des départements formés par les anciens pays coutumiers soumis à un régime successoral égalitaire.

PROVINCES ou pays	DÉPARTEMENTS CORRESPONDANTS
Touraine.....	Indre-et-Loire.
Anjou.....	Maine-et-Loire.
Maine.....	Sarthe, Mayenne.
Dunois (Beauce).	Eure-et-Loir.
Vitry.....	Marne.
Normandie.....	Seine-Inférieure, Eure, Manche, Orne, Calvados.
Bretagne.....	Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure.

Pour mieux étudier la marche de la natalité dans les anciens pays de droit coutumier pendant le xix^e siècle, nous avons groupé en un même tableau les départements

fournis par ces anciennes provinces, en indiquant pour chacun d'eux, la moyenne de sa natalité au commencement, au milieu et à la fin du siècle.

Natalité de neuf départements du Nord de la France fournis par des pays de droit coutumier.

DÉPARTEMENTS	NATALITÉ 1801-10 moyenne de la France 32,0	NATALITÉ 1831-40 moyenne de la France 29,4	NATALITÉ 1877-86 moyenne de la France 25,1	DIFFÉRENCES pour la France en moins 6,9
(Touraine)				
Indre-et-Loire. .	25	24	20	— 5
(Anjou)				
Maine-et-Loire. .	34	24	20.1	— 13.9
(Maine)				
Sarthe	35	31	25	— 10
Mayenne	30	26	23.1	— 6.5
(Normandie)				
Seine-Inférieure	28	29	29.4	+ 1.4
Manche	26	23	21.9	— 4.1
Eure	26	21	19	— 7
Orne	26	21	18.5	— 7.5
Calvados	24	21	10.2	— 3.8
(Bretagne)				
Ille-et-Villaine. .	33	30	28	— 5
Côtes-du-Nord..	35	30	29	— 6
Morbihan	36	32	31	— 4
Loire-Inférieure.	32	28	25.1	— 6.9
Finistère	37	35	34.3	— 2.7

L'examen de ce tableau comporte quelques observations. En considérant la différence du taux de la natalité de chaque département de 1801 à 1886 et en comparant ces chiffres avec la différence présentée par la natalité moyenne de la France aux mêmes époques, nous voyons que un département, la Seine-Inférieure, a augmenté sa natalité du chiffre de 1,4 naissances par 1,000 habitants entre 1801 et 1886; quatre départements (Indre-et-Loire, Mayenne, Manche, Calvados) ont subi dans la même période, une diminution du taux de leur natalité, inférieure à celle de la moyenne de la France qui se représente par un déficit de 6,9 naissances par 1.000 habitants.

D'autre part, quatre départements ont une diminution plus forte de la natalité que celle de la France, ce sont les départements de Maine-et-Loire, Sarthe, Eure, Orne; ces deux derniers accusent, il est vrai, des différences sensiblement égales (moins 7,5) à celles de la natalité générale de la France (moins 6,9).

Quelles conclusions peut-on tirer de ces constatations démographiques pour ou contre la thèse de Le Play?

S'il est exact que le régime successoral du Code civil, en restreignant la liberté de tester entraîne les époux français à restreindre le nombre de leurs enfants pour éviter les funestes effets du partage égal, s'il est vrai que la cause de la diminution de notre natalité soit dans cette fâcheuse influence de la loi, nous devrions trouver une diminution moins considérable du chiffre des naissances, dans les départements qui figurent au tableau ci-dessus que dans l'ensemble de la France, et plus particulièrement que dans les régions formées par les pays de droit écrit.

Nous savons, en effet, que dans ces départements an-

ciens pays coutumiers, le Code civil n'est pas venu porter atteinte à la liberté de tester, mais l'a au contraire augmentée.

Ayant échappé à l'influence déprimante, d'après Le Play, des dispositions égalitaires du Code civil, ces régions auraient dû voir le taux de leur natalité se maintenir au milieu de l'abaissement général, constaté dans le reste de la France. Or, sur les neuf départements correspondant aux provinces de la Touraine, de l'Anjou, du Maine et de la Normandie, soumises à des coutumes d'égalité parfaite, nous avons bien trouvé quatre départements dont la natalité avait subi une diminution inférieure à celle de la moyenne, mais dans quatre autres départements, la chute de la natalité a été plus considérable que dans l'ensemble de la France. Ainsi, il est impossible, pour un observateur impartial, de conclure dans un sens ou dans l'autre.

Enfin, les quatre départements d'Indre-et-Loire, Eure, Orne et Calvados, dont la natalité a baissé plus rapidement que celle de l'ensemble de la France, se trouvent dans des conditions particulières qui expliquent leur rapide dépopulation (voir Arsène Dumont, *la Dépopulation dans l'Orne. — Etudes sur la population de la Normandie*). Tous les quatre ont dans la dernière période 1877-1886, une natalité très inférieure à la moyenne de la France, soit 20, 19, 18 naissances pour 1.000 habitants au lieu de 25. Dans ces pays d'extrême richesse, le paysan a un amour profond pour la terre et bien souvent limitera le nombre de ses enfants pour éviter l'émiettement de son domaine après sa mort ; mais, est-ce bien le Code civil qui est la cause de la restriction de la natalité dans ces régions ? Ce qui permet d'en douter et de repousser les

accusations de Le Play, c'est le fait que ces mêmes départements ont toujours présenté une natalité très inférieure à la moyenne générale de la France. Dans les 10 premières années du siècle, alors que le Code civil n'avait pu encore agir sur la natalité, le chiffre de naissances de ces départements était très inférieur à la moyenne. Le tableau suivant montre qu'ils n'ont fait que conserver leurs positions pendant ce long espace de 86 ans. L'Eure et l'Orne, sont restés à la même distance de la moyenne générale, présentant un déficit de 6 naissances sur 1.000 habitants en 1801 comme en 1886.

Différences de la natalité du département avec la natalité moyenne de la France.

	1801 à 1810	1877 à 1886
Indre-et-Loire.....	— 7	— 5.1
Eure.....	— 6	— 6.1
Orne.....	— 6	— 6.6
Calvados.....	— 8	— 5.5

L'Indre-et-Loire et le Calvados, au contraire, améliorent leur situation, en tendant à se rapprocher de la moyenne générale. Ainsi, pour ces régions, l'application du nouveau régime successoral, bien loin d'être une cause de dépopulation, paraît avoir favorisé le relèvement de la natalité.

On pourrait être tenté de réfuter notre raisonnement

en disant que la faible natalité de la Normandie, au début du siècle, période qui échappe encore à l'influence du Code civil, était causée précisément par le régime basé sur la coutume d'égalité parfaite : dans ses conditions, l'infériorité de la natalité normande serait une preuve non pas précisément de l'influence néfaste du Code civil, mais de celle du régime égalitaire consacré par les anciennes coutumes. Pour repousser cette objection, il suffit de jeter les yeux sur la province voisine de la Normandie qui était soumise, comme tous les pays coutumiers, à une législation successorale basée sur le principe de co-propriété familiale, région qui n'a pas cessé depuis le début du siècle de conserver une forte natalité ; nous voulons parler de la Bretagne.

Le tableau de la page 139 nous montre que de 1801 à 1886, la natalité des cinq départements formés par l'ancienne Bretagne est restée supérieure à la moyenne générale de la France, comment expliquer que ces départements voisins, comme la Manche (Normandie), L'Ille-et-Vilaine (Bretagne), placés dans la même situation géographique et dans les mêmes conditions économiques, aient des écarts aussi considérables dans le chiffre de leurs naissances que ceux constatés par notre tableau.

En 1801-1810, le département Breton à 33 naissances par 1.000 habitants, chiffre supérieur de 1 à la moyenne de la France, tandis que le département Normand, son voisin, a 26 naissances pour 1.000, chiffre inférieur de 6 à la moyenne. A la fin du siècle, ils présentent les mêmes différences, 21,9 naissances dans la Manche et 29 en Ille-et-Vilaine en présence d'une moyenne de 25 pour toute la France.

Ces chiffres prouvent bien que la dépopulation de la

Normandie, on peut employer le mot à l'égard de plusieurs de ses départements qui présentent des excédents de décès, n'a pas plus sa cause dans le régime du Code civil que dans le régime successoral en vigueur sous l'ancien régime et qui était basé sur l'égalité des partages.

Nous allons maintenant examiner le mouvement des naissances, dans les départements formés par les anciens pays de droit écrit.

Nous donnons dans le tableau ci-dessous dressé avec les chiffres indiqués par M. Levasseur (*Population*, livre 2, chapitre 3), le nombre des naissances pour 1.000 habitants, depuis 1801 jusqu'en 1886, dans chacun des départements fournis par les provinces soumises au même régime successoral que le Languedoc au point de vue de l'extension de la quotité disponible.

La coutume du Languedoc donnait au père de famille la libre disposition des $\frac{2}{3}$ de ses biens quand il n'avait pas plus de quatre enfants, et de la moitié quand il y avait un chiffre d'enfants supérieur. Ainsi, dans ces régions, l'application du régime successoral du Code civil a diminué la quotité disponible et augmenté l'étendue du partage égalitaire entre tous les enfants. Si donc le partage égal est une cause d'affaiblissement de la natalité, c'est ici qu'il produira son maximum d'effet et les 18 départements portés dans le tableau ci-dessous, devraient subir, sous l'influence du Code civil, une diminution de leur natalité plus considérable que celle de l'ensemble de la France.

Natalité de 18 départements du midi de la France, formés par des pays de droits écrits.

DÉPARTEMENTS	1801-10 Moyenne de la France 32	1831-40 Moyenne de la France 29,1	1877-86 Moyenne de la France 21,8	DIFFÉRENCES Moyenne de la France 7,2 — 7,2
Languedoc				
Aude	31	30	24.8	—10.2
Hérault.....	34	31	23	—11
Gard	36	33	27	— 9
Haute-Garonne.	33	27	20	—13
Tarn.....	34	30	22	—12
Lozère.....	29	30	32.6	— 3.6
Haute-Loire....	30	30	27.2	— 2.8
Ardèche.....	31	33	29.1	— 1
Dauphiné				
Isère.....	35	31	22.8	—12.2
Drôme	34	29	22.8	—11.2
Hautes-Alpes...	33	32	28.9	— 4.1
Béarn et Navarre				
Basses-Pyrénées	29	26	25.4	— 4.6
Roussillon				
Pyrénées-Orient.	44	36	31	—13
Lyonnais				
Rhône	36	33	22.5	—13.5
Loire	35	36	28	— 7
Quercy				
Tarn-et-Garonne	28	24	18	—10
Lot.....	28	27	21	— 7
Rouergue				
Aveyron.....	26	30	29.4	+ 3.4
Provence				
Bouches-du-Rh.	36	31	27	9
Basses-Alpes...	37	31	21	12
Var.....	38	28	21	17

Le premier examen des chiffres portés sur ce tableau, n'est pas favorable à la thèse de Le Play ; sur 18 départements qui y figurent, 7 ont vu leur natalité diminuer de 1801 à 1886, dans des proportions moindres que celles de la moyenne générale de la natalité en France, qui est représentée par un déficit de 7,2 naissances pour 1.000 habitants. Ce sont dans le Languedoc, la Lozère, la Haute-Loire, l'Ardèche ; dans ce dernier, le chiffre des naissances s'est maintenu d'une façon remarquable pendant tout le cours du siècle ; dans le Dauphiné, le département des Hautes-Alpes qui, pendant la période 1877-86, a une natalité de 28,9 supérieure de 4 unités à la moyenne de la France ; dans l'ancien royaume de Navarre, le département des Basses-Pyrénées dont la natalité faiblit seulement de 4, 6, enfin, dans l'ancien Lyonnais, le département de la Loire et celui du Lot, dans la province du Quercy, qui tous deux ont subi de 1801 à 1886 une diminution de leur natalité légèrement inférieure à celle de la moyenne de la France.

A ces sept départements, il faut ajouter celui de l'Aveyron qui a suivi une marche inverse et a vu le chiffre de ses naissances augmenter de 3,4 de 1801 à 1836.

Ainsi, 8 départements sur 15 ont une courbe de natalité meilleure que celle de la France en général ; huit départements pris parmi ceux où le régime de partage égal aurait dû produire son maximum d'effet, si la thèse de Le Play était justifiée par les faits.

Dans les dix autres départements portés au tableau (Aude, Hérault, Gard, Haute-Garonne, Tarn, Isère, Drôme, Pyrénées-Orientales, Rhône, Tarn-et-Garonne), la diminution du nombre des naissances s'est manifestée dans des proportions plus considérables que dans les pré-

cédents, ainsi que dans l'ensemble de la France en général. Mais il faut tenir compte du fait que ces régions, plus particulièrement éprouvées par l'affaiblissement de la natalité, sont celles qui, au début du siècle, présentaient le plus grand nombre des naissances et qui n'ont pas cessé d'être des plus fécondes, tout en subissant la loi commune.

Telle une maladie qui ravage plus profondément les organismes forts où son action trouve un champ plus considérable, la dépopulation sévit avec plus d'intensité dans les régions les plus fécondes, les plus riches et les plus denses de notre territoire.

Dans le Nord, en Normandie, c'est la prospérité agricole qui entraîne une diminution toujours plus considérable de la natalité; dans le Midi, ce sont les départements les plus fertiles et les plus riches, comme l'Hérault, l'Aude, le Gard, les Pyrénées-Orientales, qui souffrent le plus de la dépopulation. Mais il faut remarquer que leur point de départ dans l'échelle de la natalité étant au-dessus de la moyenne dès le début du siècle, il leur a été plus facile qu'aux départements de forte natalité, de subir une forte diminution dans le chiffre de leurs naissances.

Différences entre la natalité du département et la natalité moyenne de la France :

	1801 à 1810	1877 à 1886
Isère.....	+ 3	— 2
Hérault.....	+ 2	— 1.8
Gard.....	+ 4	— 1.8
Aude.....	+ 3	— égalité
Pyrénées-Orientales .	+ 12	+ 6.2
Rhône.....	+ 4	— 2.3

L'observation qui peut être faite en présence d'une pareille chute de la natalité est qu'elle a pour cause première l'élévation de ces départements dans l'échelle de la fécondité au début du xix^e siècle, mais nous croyons qu'on ne saurait en tirer argument en faveur de la thèse de Le Play et rendre le régime du partage égal responsable de ce mouvement.

Il suffit, enfin, de rapprocher des dix départements précités l'exemple de ces huit autres qui, pendant la période 1801-1886, ont perdu moins de naissances que la moyenne de la France, pour admettre, comme conclusion de cette étude générale de la géographie départementale des naissances en France, que le régime successoral du Code civil, n'est pas la cause du fléchissement de la natalité française.

CHAPITRE VI

Monographie de quelques départements

Si nous passons de cette comparaison générale, à l'examen plus approfondi de certains départements, nous verrons que la thèse de M. Le Play est contredite par les faits sur bien des points.

Nous trouverons les éléments de cette étude dans les monographies de M. Baudrillart, publiées par l'Académie des sciences morales et politiques avec le compte rendu de ses travaux. Ces études, très complètes et très documentées, offrent des matériaux de première valeur à la science démographique.

Enfin, elles ne peuvent être considérées comme suspectes, puisque leur auteur est au nombre des admirateurs de Le Play.

Nous choisirons, parmi ces études, les monographies de trois départements, l'Ariège, le Tarn, les Pyrénées-Orientales dont les mœurs et la natalité sont particulièrement intéressantes à étudier et nous offriront de nouveaux arguments pour réfuter la thèse de Le Play.

Dans les deux premiers on constate une certaine résistance aux dispositions égalitaires du Code qui sur bien des points sont tournées par la survivance de l'ainesse ou

par le maintien de communautés agricoles, véritables familles souches. Dans le département des Pyrénées-Orientales, nous trouvons à l'inverse une application excessive du principe du partage égal qui, poussé à ses extrêmes limites, entraîne bien souvent le morcellement de la propriété foncière. Nous verrons quelles conclusions on peut tirer, en présence de ces faits, du mouvement de la natalité dans ces divers départements.

L'Ariège.

(Voir *Académie des sciences morales et politiques*, 1892, tome II, page 1).

Le département de l'Ariège est essentiellement agricole; les mœurs de ses habitants ont conservé la simplicité d'autrefois en même temps que les traditions d'honnêteté étaient respectées par les nouvelles générations.

La natalité illégitime est au dessous de la moyenne de la France, ce qui est, sinon une preuve, tout au moins un indice de moralité.

En 1888, l'Ariège comptait en effet une proportion de une naissance illégitime sur 100, tandis qu'à la même époque la moyenne de la France était de 8,3.

Le chiffre de la criminalité est aussi peu élevé.

La population est laborieuse et économe. L'ouvrier agricole de l'Ariège ne connaît guère les valeurs mobilières, mais il fait d'assez nombreux placements dans les caisses d'épargne qui lui offrent de plus grandes facilités pour le retrait, et lui permettent de disposer à tout instant de ses économies quand un achat de terre peut lui procurer un bon placement.

Enfin l'intérêt particulier qu'offre pour notre étude

l'observation des mœurs de ce département, c'est la conservation de la propriété foncière par sa transmission intégrale à un des héritiers.

« Un des traits caractéristiques de la famille arriè-
« geoise, dit M. Baudrillart, c'est l'ainesse. Le plus sou-
« vent l'ainé ne quitte pas la maison paternelle ; il est
« favorisé en ce qui regarde la succession. A la mort du
« père il prend sa place et il obtient de la famille les
« mêmes égards que le chef de son vivant. L' « Ainat »
« est le seul qui porte le nom patronymique, les autres
« sont désignés par des surnoms ou des prénoms. »

Ainsi nous sommes en présence d'un curieux exemple de maintien de la tradition et de résistance à la loi et l'on ne peut s'empêcher de rapprocher de la conception de Le Play, de la famille souche, dont nous avons plus haut décrit les traits essentiels, cette famille ariègeoise où l'ainé est associé du vivant de son père à la direction des travaux et continue après sa mort l'œuvre entreprise en groupant autour de lui, et sous son autorité, des frères et sœurs réduits au rôle de collaborateurs un peu inférieurs qui ne conservent même pas l'usage du nom patronymique réservé à l'ainé, seul chef de la famille.

C'était précisément le rôle de l'héritier dans la conception de Le Play, avec cette différence qu'il était choisi par le père sans privilège de sexe ou de primogéniture. Mais ce qui caractérise la famille souche, ce qui devait assurer la fécondité des unions de ses membres, c'était, d'après la conception de Le Play, la conservation du foyer, le groupement de la famille autour de son chef sans que ce dernier puisse avoir à craindre la ruine de son entreprise après sa mort et soit tenté de l'éviter en restreignant le nombre de ses enfants.

Dans la famille ariègeoise, décrite par Baudrillart, la pratique de l'aînesse donne au père de famille la même garantie au point de vue de la continuation de son œuvre ; cette garantie devrait assurer à la famille ariègeoise une forte natalité, au même titre que la liberté testamentaire devait assurer la fécondité des unions dans la famille souche.

Or, sur ce point encore la statistique vient contredire la thèse de Le Play et nous montre que la pratique de l'aînesse ainsi que la conservation du foyer familial ne suffisent pas pour enrayer la chute de la natalité et ne sont pas incompatibles avec les calculs de la restriction volontaire.

Le département de l'Ariège est en effet un de ceux qui se dépeuplent par suite du petit nombre des naissances légitimes que donne chaque union. La mortalité s'y maintient à un rang satisfaisant par suite de la salubrité du climat et de la rareté des agglomérations ouvrières. La nuptialité est élevée et les mariages sont précoces chez les cultivateurs, mais moins féconds qu'autrefois.

Ordinairement, dit M. Baudrillart, il naît de chaque mariage un ou deux enfants dans la plaine et trois à cinq dans la montagne. Cet état de chose n'est pas nouveau, et l'on ne peut dire que la faible natalité de ces régions soit le résultat de l'influence de la civilisation, de l'émigration des campagnes vers les villes, du morcellement de la propriété foncière sous l'influence désorganisatrice du régime successoral du Code civil. Depuis le début du siècle, le chiffre des naissances est inférieur à celui des autres départements et de la moyenne de la France, ainsi que le montrent les chiffres de ce tableau :

	Natalité de l'Ariège	Natalité moyenne de la France
1801-1810	30	32
1831-1840	30	30
1877-1886	23	24,8

Ainsi, dès le début du siècle (période 1801-1810), à une époque où les souvenirs, les mœurs de l'ancien régime pénétraient encore profondément les populations de ces régions agricoles, longtemps rebelles aux progrès de la civilisation, on constate un chiffre de naissances moins fort en Ariège que dans le reste de la France ; soit 30 naissances pour 1.000 habitants au lieu de 32.

C'était bien cependant au début du xix^e siècle que la pratique de l'aïnesse, encore en vigueur en 1891 au moment de l'enquête de M. Baudrillart, devait produire son plein effet ; et si la statistique nous révèle dans les régions soumises à ce régime une natalité inférieure à celle de la France, c'est donc que la conservation de la propriété demandée par Le Play et le maintien du bien familial ne sont point des garanties suffisantes de la fécondité des unions.

Le Tarn.

Tarn. — Le département du Tarn offre un exemple plus saisissant encore de communauté agricole réalisant le type de la famille souche. C'est dans les parties montagneuses du département, que se trouvent les familles de cultivateurs, organisées suivant le type cher à Le Play ; c'est dans ces régions que les mœurs ont conservé le sou-

venir des antiques traditions et retiennent les enfants au foyer, même après le mariage, en les plaçant sous la tutelle très impérieuse de leur père.

Ces communautés de métayers rappellent certaines associations agricoles du Moyen-Age et leur organisation est, dans bien des points, conforme à celle de la famille souche.

« Ce sont des agglomérations de famille travaillant sur un même domaine, ou plutôt c'est la même famille avec ses rejetons, accrue successivement par les mariages et par les enfants qui en naissent. On voit ainsi jusqu'à quatre ménages groupés sous un seul chef, le grand-père et le père ou l'ainé des survivants. Lorsqu'ils sont devenus trop nombreux pour les besoins de l'exploitation, ils essaient et s'il n'y a pas de causes particulières de dispersion définitive, ils vont fonder de nouveaux groupes sur le même modèle. Quoique étant soumises au propriétaire du domaine, ces communautés ont une certaine indépendance que leur assurent leur importance numérique et leur gestion exercée avec fermeté et sagesse par un seul chef. Les métairies exploitées par les communautés de métayers ont au moins 10 à 14 hectares ; c'est ce que dans le langage du pays on appelle un labourage.

Mais cette partie arable est loin de représenter habituellement toute l'étendue de l'exploitation ; il s'y ajoute une quantité considérable de landes qui portent souvent le domaine à 30 ou 40 hectares, quelquefois même à 50, ce qui suffit à employer une quinzaine de personnes. » (Baudrillart op. c. page 543.)

Le domaine étant ainsi constitué, l'exploitation est dirigée par le chef de cette communauté. Tout achat, toute vente est faite par lui et en son nom ; lui seul en a la

responsabilité et il ne doit de compte à personne parmi ses collaborateurs.

Les autres membres de la communauté placés sous sa haute direction, sont d'une part, les descendants ou collatéraux du chef, et d'autre part, les serviteurs. Les premiers n'ont aucun droit à une répartition des produits de l'entreprise au *prorata* de leurs apports; ils ont droit simplement à la nourriture, au logement et au vêtement ainsi qu'aux satisfactions les plus strictes de la vie, mais c'est le chef qui y pourvoit. Les serviteurs ont droit à des gages ou rétributions qui varient suivant l'étendue de leurs services, mais c'est encore le chef de la communauté qui les engage et qui les paie.

Cette simple description des communautés de métayers de la montagne noire, c'est sous ce nom qu'on les désigne dans le département du Tarn, suffit pour montrer qu'elles sont destinées à bientôt disparaître devant les progrès de la civilisation, qui répand l'instruction dans les masses agricoles et développe l'individualisme. Cette organisation n'est possible, en effet, qu'avec une homogénéité parfaite de la famille et une soumission complète de tous ses membres sous l'autorité du chef.

Les enfants y restent en tutelle même après leur majorité; et sont maintenus dans une extrême dépendance par le père qui, avec la direction de l'entreprise, conserve des habitudes de commandement impérieux sur tous les siens. Un signe, non équivoque, auquel on peut reconnaître cette étroite dépendance familiale est l'absence du mot respect dans le patois des populations agricoles du Tarn; ce mot n'a point d'équivalent dans l'idiome du pays et ne peut être remplacé que par un terme synonyme de crainte, ce qui ne représente qu'une notion très inférieure

du respect. Le femme, en particulier, subit l'autorité du mari comme une véritable vassale et conserve au foyer domestique, le rôle un peu inférieur qu'elle avait dans la famille antique. Cette infériorité de la femme est encore visible à bien des signes : c'est ainsi qu'elle n'est pas admise à table et reste assise sur un escabeau, dans l'attitude modeste qui convient à une simple servante. La femme conserve la même soumission à l'égard de ses enfants quand ceux-ci ont atteint l'âge d'homme ; esclave de son mari depuis de longues années, accoutumée à vivre sous la tutelle d'autrui, elle n'aura que trop de penchants à devenir plus tard l'esclave volontaire de ses fils, ainsi l'autorité du père, semblable à celle du pater familias de la Cité Romaine, s'impose un peu despotiquement à tous les membres de la communauté.

Tenus peu au courant des affaires et rarement associés à l'entreprise, en participant aux achats et commandes nécessités par sa direction, les enfants sont maintenus dans une extrême dépendance tant qu'ils font partie de la communauté.

L'avantage de cette organisation est une économie réelle sur les frais généraux, la nourriture, le chauffage et le logement. Le maintien de la discipline familiale et des traditions que nous avons décrites assure également la régularité et la simplicité des mœurs ; elle constitue enfin un stimulant à la fécondité dans les mariages. « L'inconduite, dit M. Baudrillart (op. c. p. 445), hante rarement les humbles foyers de la montagne noire. On y est porté au mariage et on n'en est pas éloigné par la question d'argent, par les difficultés de vivre pour un jeune ménage, on ne craint pas, on désire la venue de

nouveaux enfants ; c'est une perspective d'aisance dans les familles de métayers. »

Nous reconnaissons qu'il y a une différence essentielle entre les communautés agricoles du Tarn et les familles souches, décrites par Le Play. Ici, en effet, nous sommes en présence de simples communautés de métayers, c'est-à-dire d'usufruitiers du sol, tandis que le chef de la famille souche est propriétaire des terres qu'il exploite ; cette différence suffit pour empêcher toute assimilation entre ces deux organismes. Mais s'il nous a paru intéressant de faire connaître les traits essentiels de ces communautés agricoles qui sont la conservation du lien familial et le groupement de tous les enfants sous l'autorité du père, pour collaborer à l'œuvre commune, c'est que nous retrouvons les mêmes caractères dans l'ensemble de la population agricole du département du Tarn, et plus particulièrement dans la classe très nombreuse des agriculteurs propriétaires.

Chez ces derniers, nous voyons le père s'efforcer de tourner la loi du partage égal, en faisant passer le domaine à un de ses héritiers, choisi parmi les enfants mâles, sans privilège de primogéniture.

« Le père s'appuie parfois sur un de ses enfants, dit M. Baudrillart, pour la direction de la ferme ; la tendance du père de famille est de faire fléchir en faveur de celui-ci les dispositions égalitaires du Code civil en matière de succession. Il y échappe le plus possible par des dons dissimulés, des estimations exagérées d'immeubles et par tous autres moyens propices pour éluder la loi !

Ainsi, les traits essentiels de la famille agricole dans le Tarn, sont d'une part, le développement de la liberté testamentaire dans le sens de la conservation du patri-

moine, de l'autre, le maintien de l'autorité paternelle assurés dans la classe des agriculteurs propriétaires par la liberté testamentaire, et dans les communautés de métayers de la montagne noire par une forte discipline familiale. Ce sont précisément les réformes que demandent les disciples de Le Play et dans lesquelles ils voient un moyen de combattre la dépopulation de la France.

Cette résistance aux dispositions égalitaires du Code civil, ce maintien d'organisations familiales, basées sur le principe de l'autorité, ne devaient-ils pas favoriser, dans ces régions, la fécondité des unions, si les principes de la famille souche étaient suffisants pour relever la natalité française, ainsi que le prétendent les disciples de Le Play? Sur ce terrain encore, la statistique nous fournit de nouveaux arguments pour repousser les accusations de cette Ecole.

Si nous nous reportons aux chiffres du tableau, nous voyons que le Tarn avait, dans la période de 1801-1810, une proportion de 34 naissances sur 1.000 habitants, chiffre supérieur de 2 unités à la moyenne de la France. Dans la période de 1877-1886, il ne comptait plus que 22 naissances sur 1.000 habitants, c'est-à-dire, 2,8 naissances de moins que la moyenne.

NATALITÉ DU TARN		NATALITÉ MOYENNE de la France
1801-1810	34 nais. sur 1000 hab.	32
1831-1840	29 »	30
1877-1886	22 »	24,8

Perdant dans 85 ans une proportion de 12 naissances sur 1.000 habitants, alors que dans la même période, la perte moyenne de la natalité française n'est que de 7,2.

Ces chiffres nous permettent encore de repousser les accusations portées par Le Play, contre notre régime successoral. Car, si les régions qui se dépeuplent le plus, si les départements où la chute de la natalité est le plus sensible, sont ceux où le Code civil a le moins produit ses effets, ceux où, comme dans le Tarn, les coutumes locales, les traditions familiales permettent de tourner les dispositions égalitaires du Code, c'est donc que la chute de la natalité française n'a pas sa cause dans son régime successoral.

Pyrénées-Orientales

Pyrénées-Orientales. — Les Pyrénées-Orientales qui forment l'ancienne province du Roussillon étaient soumises, avant 1789, au même régime successoral que le Languedoc, à l'inverse des départements précédents, celui-ci a accepté les réformes successorales du Code civil, sans essayer de tourner ses dispositions égalitaires. M. Baudrillart, qui a fait la même étude monographique pour cette région que pour les précédentes, a pu constater que les paysans agriculteurs poussaient l'application du principe du partage légal, jusqu'à ses plus extrêmes limites (Baudrillart, op. c. tome 1, p. 575).

Les enfants se partagent entre eux le domaine agricole et la maison paternelle, chacun exigeant sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, conformément à l'article 832 du Code civil. Il en résulte, que trop souvent, les logements de paysans pèchent par leur

exiguité ; si l'on ajoute à cela que l'on trouve peu d'habitations isolées, que, par suite des fréquentes invasions subies autrefois par ce département frontière, les habitations rurales sont groupées en villages très denses, on voit que le département se trouve placé dans de mauvaises conditions hygiéniques.

La fertilité du sol assure à la population agricole une certaine aisance, notamment dans l'arrondissement maritime de Céret ; la population y jouit d'un tel bien être, que malgré les facilités de communication qui viennent solliciter l'émigration algérienne, elle reste attachée au sol natal. Dans cette région, les mariages sont généralement féconds et l'on trouve fréquemment 4 à 6 enfants dans chaque ménage.

Dans l'arrondissement le plus pauvre, celui de Prades, la population tend à diminuer, mais c'est le fait plutôt de l'émigration que d'une faible natalité, car on y trouve encore une moyenne satisfaisante de trois enfants par ménage.

L'arrondissement de Perpignan est des plus prospères, la population vit dans l'aisance et l'on en trouve l'indice dans le mode d'alimentation de la classe ouvrière ; l'ouvrier rural, dit M. Baudrillart, y consomme de la viande à tous ses repas, à peine a-t-il cessé de boire du vin pendant la crise phylloxérique ; il en a repris l'usage aujourd'hui en consommant le vin récolté sur son coin de terre.

La propriété foncière est très divisée dans tout le département. La petite propriété d'environ 10 hectares y est la plus répandue.

Dans la partie maritime du département, c'est-à-dire dans les arrondissements de Céret et de Perpignan, le

morcellement est poussé à un degré extrême, si l'on considère que la culture de la vigne répandue dans toutes ces régions favorise la grande production. Il est peu de chefs de famille qui ne possèdent leur coin de verger dans l'arrondissement de Prades, on trouve très peu de grands domaines ; la petite tenure de 5 à 6 hectares est la plus répandue.

Ainsi, en examinant la constitution économique de ce département, au point de vue de la thèse de Le Play, nous trouvons d'un côté, l'application du partage égal des héritages poussée à ses plus extrêmes limites, de l'autre, morcellement de la propriété, c'est-à-dire, réunion des conditions les plus défavorables à la natalité, d'après cet auteur.

Ici encore, la statistique vient contredire cette théorie. Nous savons, en effet, que malgré les dispositions égalitaires du régime successoral, le département des Pyrénées-Orientales est resté des plus féconds depuis le début du siècle, grâce à sa grande prospérité agricole.

« Le chiffre total de cette augmentation dans la période 1881-1886, était, pour la première de ces années, de 208.855 habitants, pour la seconde, de 211.137. La proportion s'est maintenue depuis cette époque, et il faut remarquer que c'est dans les régions agricoles que l'accroissement s'est produit. La densité de la population a augmenté également dans des proportions remarquables : en 1801, elle était de 26,7 habitants par kilomètre carré avec une population de 110.000 habitants ; dans moins d'un siècle, elle a presque doublé, en passant, en 1896, au chiffre de 50,3 fourni par une population de 208.000 habitants (*Economiste Français*, 28 août 1900). Enfin, les

chiffres de sa natalité sont restés supérieurs à la moyenne de la France, ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

	NATALITÉ DES Pyrénées-Orientales	NATALITÉ MOYENNE de la France
1801-1810	44 nais. sur 1000 hab.	32
1831-1840	36 »	30
1877-1886	31 »	34,8

Nous pouvons compléter ces éléments démographiques par le mouvement général de la population en 1898, dans le département, donné par l'*Economiste français*, du 9 décembre 1899.

MOUVEMENT DE LA POPULATION EN 1898 dans le département des Pyrénées-Orientales		
Mariages.....		1749
Divorces.....		35
Naissances	$\left\{ \begin{array}{l} \text{légitimes.} \left\{ \begin{array}{l} \text{m. 2460} \\ \text{f. 2380} \end{array} \right. \\ \text{illégitimes} \left\{ \begin{array}{l} \text{m. 123} \\ \text{f. 148} \end{array} \right. \end{array} \right.$	5081
Morts-nés.....		207
Décès.....		4451
Excédent des naissances.....		630

Que devons-nous conclure, en présence de ces statistiques ?

Nous autorisent-elles à dire, que le régime successoral du Code civil, n'a aucune influence sur le mouvement de la natalité ?

Avant de conclure, il nous faut reconnaître que si le taux de la natalité du département des Pyrénées-Orientales est resté supérieur à celui de la moyenne, la baisse de la natalité y est plus sensible que dans l'ensemble de la France en considérant sa courbe pendant tout le cours du XIX^e siècle.

Mais c'est pendant la seconde moitié du siècle que la natalité française a fait la chute la plus considérable, et c'est précisément pendant cette période que le régime successoral peut produire son maximum d'effet : s'il est vrai que les époux français limitent le nombre de leurs enfants pour éviter les funestes conséquences du partage égal, c'est pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, alors que les générations ont pu constater les mauvais effets du régime successoral, que nous verrons se produire la plus forte baisse de la natalité par restriction volontaire de la fécondité conjugale.

Or c'est le contraire que nous pouvons constater dans le département des Pyrénées-Orientales : tandis que sa natalité perdait 8 unités de 1801 à 1840 (en passant du taux de 44 à celui de 36), elle ne perd plus que 5 unités dans la seconde période, sensiblement égale, qui s'étend de 1840 à 1886 (voir le tableau de la page 161).

Ainsi, la première constatation qui ressort de cette étude est que, dans ce département à population très dense, où la richesse est très divisée et la propriété foncière très morcelée par suite des partages successoraux,

on trouve une natalité exubérante qui, depuis 1801 jusqu'à la fin du XIX^e siècle, est restée supérieure à celle de la moyenne de la France.

Aussi croyons-nous qu'en présence de ces chiffres, un observateur impartial ne peut trouver dans le mouvement des naissances de ce département aucune trace de l'influence néfaste que notre régime successoral exercerait sur la natalité d'après la théorie de Le Play.



CHAPITRE VII

Le morcellement de la propriété et la natalité

• En rendant le Code civil responsable de la dépopulation de la France, Le Play, prétendait lui attribuer l'origine et la responsabilité du morcellement de la propriété foncière. Nous allons examiner rapidement ce qu'il y a de fondé dans cette accusation.

Et, d'abord, que faut-il entendre par morcellement ?

Avant la Révolution il y avait, en France, 4.000.000 de propriétaires

Vers 1825	id.	6.500.000	id.
-----------	-----	-----------	-----

Vers 1850	id.	7.000.000	id.
-----------	-----	-----------	-----

Vers 1875	id.	8.000.000	id.
-----------	-----	-----------	-----

(Voyez Baudrillart, *Population agricole*, page 67.

Si le nombre des propriétaires a augmenté depuis cent ans, il n'a augmenté que de 20 à 23 0/0 dans sa dernière période.

Le nombre des cotes foncières qui donne, il est vrai, un élément insuffisant d'appréciation, certains propriétaires ayant plusieurs cotes, paraît confirmer cette évaluation.

ANNÉES	NOMBRE DE COTES (en millions)	DIFFÉRENCE ANNUELLE
1874	14,03	
1875	14,06	+ 29.000
1876	14,11	+ 56.000
1877	14,16	+ 48.000
1878	14,20	+ 39.000
1879	14,23	+ 33.000
1880	14,26	+ 27.000
1881	14,29	+ 34.000
1882	14,33	+ 38.000
1883	14,24	+ 96.000
1884	14,22	— 19.000

Le classement du Ministère des Finances pour 1884, nous montre que les trois quarts des cotes foncières correspondent à des propriétés de la plus petite catégorie comprenant un maximum de 2 hectares.

CATÉGORIES D'ÉTENDUE	NOMBRE ABSOLU de cotes	PROPORTION p. ‰
Très pet. prop. (jusqu'à 2 hect.)	10.425.000	74,09
Petites propr. de 2 à 6 —	2.174.000	15,47
Moyen. — de 6 à 50 —	1.351.000	9,58
Grandes — de 50 à 200 —	105.000	0,74
Très gra. — pl. de 200 —	17.000	0,12

En décomposant les 10 millions 1/2 de cotes de la première catégorie, on trouve une proportion de 61 0/0 de cotes ayant moins d'un hectare, 47 0/0 de cotes ayant moins de 50 ares, et 29 0/0 de cotes ayant moins de 20 ares.

Ce qui rend ces constatations moins affligeantes, c'est que plusieurs cotes sont cumulées par les mêmes propriétaires, la preuve en est dans la proportion de 8 millions de propriétaires pour 14 millions de cotes.

Il faut donc considérer, non le nombre de cotes foncières, mais leur contenance. Voici, à cet égard, les chiffres donnés par M. Block, cités par M. Deneus (de la réserve héréditaire des enfants, Paris, 1894).

CATÉGORIES D'ÉTENDUE	NOMBRE ABSOLU de cotes	PROPORTION %
Très petites propriétés	5.211.000	10,53
Petites —	7.543.000	15,26
Moyennes —	19.217.000	38,94
Grandes —	9.398.000	19,04
Très grandes —	8.017.000	16,23
		100,00

Ainsi, la proportion est inverse, tandis qu'en examinant le nombre des cotes foncières, on trouvait le chiffre de 74 0/0 correspondant à la très petite propriété, on établit, en groupant les trois dernières catégories (moyennes, grandes et très grandes propriétés), le chiffre de 74,21 pour cent, qui représente la superficie couverte par ces exploitations. On est loin de cette pulvérisation du sol sur laquelle de nombreux auteurs font entendre des plaintes.

L'étendue du morcellement de la propriété foncière étant ainsi déterminée, il convient d'en étudier les causes pour apprécier quelle est la responsabilité du Code civil dans cet état de chose.

On ne peut nier que le Code civil ait eu une certaine influence sur le morcellement.

Le partage égal *ab intestat*, l'obligation imposée à tous les héritiers de rapporter à la masse et de voir réduire leurs libéralités aux proportions de la quotité disponible, le droit pour chaque co-héritier de demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession, enfin l'extension de l'article 826 par la jurisprudence, aux partages d'ascendants, constituent un ensemble de dispositions qui toutes concourent, pour leur part, à la division du patrimoine et au morcellement de la propriété foncière.

Mais, notre régime successoral n'est pas la cause unique, ni même la cause essentielle du fractionnement parcellaire. Il a sa source première dans la psychologie du paysan français qui aime la propriété pour l'indépendance qu'elle procure. Toute l'histoire du peuple de France, depuis le Moyen-Age où le serf luttait contre l'arbitraire seigneurial, pour avoir la jouissance des fruits de son dur labeur, jusqu'au triomphe du Tiers-Etat en 1789 et aux conquêtes de l'esprit démocratique au cours de ce siècle, se résume dans une lente évolution, modeste à ses débuts, marche triomphale plus tard, dans un mouvement ascensionnel continu et sûr, qui a élevé le travailleur du rang de simple usufruitier de la glèbe à celui de propriétaire du sol, évolution bien humaine qui porte l'homme à la réalisation de son éternel désir : devenir le maître des biens qui l'entourent, s'approprier le sol qu'il cultive, asservir les forces de la nature, mettre

enfin l’empreinte de sa personnalité sur toutes choses, en faisant acte de possession.

M. Henri Baudrillart, au cours de l’enquête qu’il était chargé de faire sur la situation des populations agricoles de la France, a constaté que dans bien des régions, le morcellement était dû à la passion exagérée pour la propriété du sol ; on le remarque particulièrement en Vendée, dans la vallée de la Garonne et dans le massif des Cévennes. Beaucoup de journaliers et de domestiques agricoles se rendent acquéreurs de lopins de terre avant même d’avoir épargné la somme nécessaire pour leur acquisition. Ils achètent à crédit, ils empruntent et préparent ainsi leur future ruine ; car bientôt la disproportion trop grande entre les revenus de la terre et les intérêts dûs aux prêteurs ou aux vendeurs, entraînent l’expropriation par l’effet de l’hypothèque du premier, du privilège du second.

Ces ruines, qu’entraînent des achats prématurés, sont d’ailleurs le meilleur frein au développement exagéré du fractionnement du sol, car, d’une part, leur exemple porte des fruits en inspirant plus de prudence aux futurs acquéreurs, et le malheur des uns, faisant le bonheur des autres, ces expropriations permettent aux propriétaires économes et laborieux d’agrandir leur domaine dans des conditions avantageuses.

Enfin, cet amour d’indépendance, cet esprit individualiste du paysan français, qui le pousse vers l’acquisition de la terre se traduit trop souvent lors de la transmission des héritages par l’obstination des co-héritiers, contrairement à leurs intérêts, à obtenir leur part intégrale des meubles et des immeubles en refusant tous arrangements qui entraîneraient le paiement de soultes. Ainsi, le Code Civil n’est pas la seule cause du morcellement de la propriété française.

Enfin, le morcellement est-il lui-même une cause de dépopulation, la petite culture constitue-t-elle un milieu défavorable à la natalité ?

On a prétendu que la multiplication des petites exploitations entraînait un déchet de la natalité, parce que le cultivateur propriétaire, obligé de vivre avec sa famille sur une surface exigüe, était obligé de limiter le nombre de ses enfants pour les entretenir avec les produits de sa terre.

La statistique, qui seule permet de répondre à ces accusations, paraît encore les contredire. Le nombre moyen des petites exploitations inférieures à 10 hectares, était, pour la France entière, de 84,7 0/0 en 1882 ; or, nous voyons que les neuf départements comptant le plus de petites exploitations avaient au recensement de 1886, un nombre d'enfants, par famille, supérieur à la moyenne de la France, qui était de 2,6 (Levasseur, op. est. tome 3, p. 176.)

DÉPARTEMENTS	Nombre de petites exploitations s. 100	NOMBRE D'ENFANTS par famille	NATALITÉS
Savoie.....	94.0	3.16	25.8
Belfort.....	93	2.71	27.4
Hautes-Pyrénées	92	2.80	21.5
Pyrénées Orient.	92	2.62	30.9
Vosges	92	2.68	25
Haute-Savoie....	92	3.18	25.6
Vaucluse	92	2.66	21.8
Ariège.....	91	2.73	22.9
Isère	91	3.10	22.8

A ces exemples, il faut ajouter ceux des provinces Rhénanes et de la Haute Italie qui ont conservé une population et une natalité exubérantes malgré le morcellement de la propriété foncière.

Enfin, il faut examiner si la petite propriété ne favorise pas l'abandon des campagnes et la dépopulation des régions agricoles au profit des centres urbains. Ces derniers constituent un milieu peu favorable à une forte natalité, le logement, le vêtement et la nourriture imposent aux parents une augmentation de dépenses, qui se traduit souvent par la limitation volontaire du nombre de leurs enfants ; enfin, ceux-ci se trouvent dans des conditions hygiéniques moins propices qu'à la campagne, à leur développement physique. Ainsi, les accusations portées contre le Code civil pourraient être indirectement justifiées, si l'on pouvait établir que le morcellement de la propriété est une cause d'émigration de la campagne vers la ville.

Dans une étude toute récente sur la propriété paysanne, M. Souchon a consacré plusieurs pages intéressantes, à l'examen de cette question (*La propriété paysanne*, E. Souchon, Lyon, 1899.)

Les deux tableaux suivants indiquent le mouvement de la population agricole entre 1882 et 1892 ; le premier, dans les 10 départements français les plus morcelés, le second dans les dix autres, les moins morcelés :

DÉPARTEMENTS les plus morcelés	ÉTENDUE MOYENNE de l'exploitation	Population agricole en 1882	Population agricole en 1892	DIFFÉRENCE en 1892	DÉPARTEMENTS les moins morcelés	ÉTENDUE moyenne de l'exploitation	DIFFÉRENCE en 1892
Seine.....	2 ^h	16 430	16.259	— 171	Landes.....	19 ^h 1	+ 1660
Rhône.....	4.3	60.212	60.000	+ 683	Hautes-Alpes..	17.0	— 3968
Haut-Rhin.....	4.6	10.000	8.400	— 2498	Basses-Alpes...	15.5	— 5404
Charente-Inf ^{re} ..	5.2	112.000	92.000	— 20250	Mayenne.....	14 5	— 1039
Puy-de-Dôme...	5.2	152.000	156.000	+ 4273	Vendée.....	14 3	+ 5518
Manche.....	5.7	120.000	120.000	— 403	Lozère.....	13.8	— 8244
Nord.....	5.9	141.000	142.000	— 853	Cher.....	13.4	+ 4222
Vaucluse.....	6.0	57.000	52.000	+ 4808	Loir-et-Cher....	12.6	— 1567
Isère.....	6.1	123.000	118.000	— 5495	Eure-et-Loir....	12.2	— 274
Haute-Garonne.	6.1	88.000	98.000	+ 9495	Côte-d'Or.....	01.9	+ 1091
				— 18405			— 9005

La population, portée dans ce tableau, ne comprend que les cultivateurs propriétaires ou non et les domestiques agricoles. En présence de ces chiffres, M. Souchon conclut que les régions de petites propriétés se dépeuplent plus vite que les pays de grande culture.

Les départements morcelés de la première série ayant une diminution de 18.405, les autres seulement de 9.005.

Cette conclusion nous paraît comporter certaines restrictions : une première observation générale est qu'il faut tenir compte dans la comparaison des différences — 18 et — 9 de la proportion plus que de l'augmentation numérique. Si nous considérons que la grosse différence — 18.405 est calculée sur une population agricole de 885.000 en 1882, et celle de 9.005 sur une population de 610.000 à la même époque, l'écart diminue sensiblement.

Le rapport entre les deux différences n'est plus du simple en double et nous trouvons :

Différence 18.000 = $\frac{1}{50}$ de la population en 1882.

id. 9.000 = $\frac{1}{67}$ id.

Ainsi, l'écart est beaucoup moins considérable qu'il le paraissait à première vue. Il faut enfin tenir compte du fait que la proportion — 18.000 du premier tableau est augmentée par la présence sur ce tableau, d'un département, la Charente-Inférieure qui, à lui seul, donne un déficit de 20.251 habitants. L'importance de cette diminution n'est pas compensée par des chiffres semblables au deuxième tableau. Aussi, croyons-nous, que les régions les plus morcelées ne se dépeuplent pas plus vite que les autres.

Nous rappelons, enfin, l'exemple de l'Angleterre, pays de très grande propriété qui souffre plus encore que la

France de l'abandon de campagne, ce qui prouve bien que la constitution foncière n'est pas la cause de ce phénomène.

En Angleterre, la popul. rurale = 15 0/0 de la popul. urbaine.

En France,	id.	47 0/0	id.
------------	-----	--------	-----

En Allemagne,	id.	42,6 0/0	id.
---------------	-----	----------	-----



CONCLUSIONS

Les chapitres qui précèdent nous ont montré que, hors de France, des législations successorales basées sur le principe de la réserve et du partage égal ne produisaient aucun abaissement de la natalité.

En France, enfin, nous avons vu que la statistique des divers départements ne donnait aucune justification à la thèse de Le Play.

Le régime du partage égal ne doit pas être rendu responsable de la dépopulation de la France, car il est dans les mœurs et conforme au principe démocratique de notre nation. Les époux français ne limitent pas le nombre de leurs enfants pour tourner la loi des partages. Cette loi répond à leur propre sentiment, l'expérience nous montre que les pères de famille n'usent même pas de la quotité disponible pour avantager un de leurs enfants.

Aussi, croyons-nous que toute réforme de notre législation successorale dans le sens de la liberté testamentaire, serait mal accueillie et n'aurait d'autre effet que de favoriser les tendances conservatrices de certains propriétaires en leur permettant de reconstituer, sous une forme déguisée, le droit d'ainesse de l'ancien régime. Ces traditions aristocratiques sont contraires à nos mœurs actuelles et seraient aussi mal accueillies que l'ont été, depuis 1803, toutes les tentatives des réactionnaires contre les dispositions égalitaires du Code.

Sous la Restauration, les hommes de l'ancien régime prouvant une fois de plus qu'ils n'avaient accepté la charte de 1815, qu'avec la pensée de violer les principes de 1789, tentèrent, par une voie détournée de rétablir le droit d'aînesse.

Le projet De Villèle, dont nous avons déjà parlé et qui assurait au cas de décès *ab intestat*, l'attribution de la quotité disponible à l'aîné des mâles, provoqua un soulèvement général de l'opinion publique et fut repoussé par les Chambres, après une brillante discussion législative, où prirent part les plus illustres parlementaires de la Restauration.

Les majorats, créés par Napoléon dans un but uniquement politique pour fortifier son gouvernement en entourant le trône de quelques grandes familles élevées par la faveur impériale, furent supprimés en France par la loi du 12 mars 1835.

En 1865, M. De Veaux proposa, au Corps législatif, un amendement conviant le gouvernement à étudier si nos lois de succession n'appelaient pas des modifications favorables à l'extension des droits du père de famille : cette proposition fut rejetée par une forte majorité.

En 1866, une pétition, présentée au Sénat par les négociants de Paris, pour établir la liberté testamentaire dans l'intérêt du commerce et de l'industrie fut repoussée par la Haute Assemblée (Poujaulot, *Histoire de la France depuis 1815*, tome 2, page 280 et suivantes.)

Ainsi, il paraît qu'il serait inefficace, dans l'intérêt de la population, d'essayer d'introduire chez nous des institutions que nos mœurs repoussent d'une façon aussi manifeste.

Le vieil adage : *Quid leges sine moribus*, trouve une fois de plus sa justification dans l'histoire.

Chaque nation a son passé, son caractère, ses mœurs auxquels ses lois doivent se plier ; ce qui, chez l'une, est salubre, peut être désastreux chez l'autre, et ne poursuivons pas cette dangereuse chimère d'imposer à un pays démocratique, les coutumes tutélaires de l'aristocratie.

Il serait difficile d'admettre que les époux français, qui limitent aujourd'hui le nombre de leurs enfants pour éviter le morcellement de leurs biens après leur mort, augmenteraient plus facilement le nombre de leurs héritiers le jour où une nouvelle législation successorale leur permettrait de conserver leur patrimoine entre les mains d'un enfant à l'exclusion des autres.

La liberté testamentaire, que proposait Le Play, serait un remède insuffisant pour arrêter la chute de la natalité française. Elle ne pourrait, en effet, combattre l'influence du bien être, des jouissances, du luxe, qui est la cause principale de notre dépopulation. Essayera-t-on des lois somptuaires ?

L'Histoire nous apprend qu'elles sont impuissantes et toujours éludées. On sait comment les Romains tournaient les prescriptions de la loi *Julia maritandis ordinibus* qui frappait les célibataires d'une incapacité totale d'hériter ou de recevoir des legs. On établissait des fidéi-commis formels ou tacites au profit des célibataires.

La France traverse une crise que toutes les autres nations de même civilisation commencent à subir. L'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne même, cette vieille *officina gentium*, et les provinces de la Nouvelle Angleterre, véritable foyer de dépopulation au sein des Etats-Unis, voient leur natalité fléchir d'une façon plus ou moins sensible.

Ceci est une crise générale, produite par le développement de la civilisation et non par l'influence de tel ou tel régime successoral.

La France a été la première à souffrir de cette crise, parce que, dès le début du siècle, au moment de la grande expansion industrielle et commerciale des nations européennes, elle avait atteint depuis plusieurs années un degré de civilisation supérieure. Mais nous croyons que les nations rivales de la France verront bientôt, sous l'influence des mêmes causes, le nombre de leurs naissances diminuer à chaque recensement.

Bourg, 18 septembre 1900.

CH. RAISIN.

Vu, le Président de la Thèse :

J. CHARMONT.

14 octobre 1900.

Vu, le Doyen :

Le 28 octobre 1900.

VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, 26 octobre 1900.

Pour le Recteur :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

FERDINAND CASTETS.



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

- MM. VIGIE, doyen, professeur de droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.
BRÉMOND, assesseur, professeur de droit administratif.
GIDE, professeur d'Economie politique, en congé.
GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.
LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielle.
CHARMONT, professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit civil approfondi.
CHAUSSE, professeur de Droit romain.
MEYNIAL, professeur d'Histoire du Droit.
BARDE, professeur de Droit constitutionnel.
VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé des cours de Pandectes et d'Histoire du Droit public français.
PERREAU, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.
MOYE, agrégé, chargé des cours de Droit international.
LÉVY-ULLMANN, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.
RIST, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des Doctrines économiques.
BIGALLET, chargé d'un cours d'Economie politique.
GRANGÉ, secrétaire.
LAURENS, professeur honoraire.
GIRAUD, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

- MM. CHARMONT, président.
RIST.
BIGALLET.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	Page 11
<i>Chapitre 1^{er}. — Le mouvement de la population en</i>	
France. — Les trois facteurs	23
Nuptialité, mortalité, natalité.....	27
<i>Causes de la diminution de la natalité.....</i>	35
A. Causes d'ordre physiologique.....	36
B. Id. psychologique	41
La restriction volontaire	48
Son origine dans la possession de la richesse.....	50
(Statistiques françaises et étrangères.) — Causes de	
phénomènes générales à tous les pays civilisés	59
Capillarité sociale. — Amour du luxe	64
Causes particulières à la France :	
Fonctionnarisme, les mauvaises lois	68
La législation successorale.	
<i>Chapitre II. — Principes de Le Play en matière de</i>	
législation successorale.	74
Régime de la conservation forcée :	
— de la liberté testamentaire (famille souche)....	76
— du partage forcé, ses mauvais effets sur la na-	
talité française	79
<i>Chapitre III.</i>	
Influence de la législation successorale sur le mouve-	
ment général de la natalité en France.....	85
<i>Chapitre IV.</i>	
La natalité européenne et la réserve	99
1 ^{re} Section. — Belgique, canton de Genève, Hollande,	
Prusse Rhénane.....	100
2 ^e Section. — Suède, Norwège, Italie, Autriche,	
Danemark.....	113
3 ^e Section. — Angleterre, Russie	122

Chapitre V.

Distribution géographique des naissances	Page. 129
1° Dans les départements français ;	
2° Dans le territoire des anciennes provinces fran- çaises. — Pays de droit écrit	132
— droit coutumier	139

Chapitre VI.

Monographies de quelques départements :	
Ariège	150
Tarn	153
Pyrénées Orientales	159

Chapitre VII.

Le morcellement de la propriété et la natalité	165
CONCLUSIONS	175

BOURG, IMPRIMERIE DU « COURRIER DE L'AIN »
